T. XXXV — N° 2 25 Avril 1935

# La Vie Intellectuelle

REVUE BIMENSUELLE

## QUESTIONS RELIGIEUSES

CHRISTIANUS. *Volonté de paix ?*

PEDRO DE URDINALOS. *Nature du conflit mexicain.*

Voici, présenté par un jeune catholique mexicain, un raccourci saisissant du conflit religieux qui déchire son pays depuis 1917.

On trouvera à l'appui, avec commentaires, certains documents officiels qu'il fallait dénoncer.

## *DOCUMENTS*

*Les tendances actuelles de la persécution mexicaine.*

I. — Polémique anticléricale.
II. — Le problème de l'éducation sexuelle.
III. — L'école marxiste et athée.

M.-S. GILLET. Maître Général. *Pour un ordre catholique.*

Un jugement autorisé sur la campagne menée par M. Gilson dans *Sept.*

M.-M. GORCE, O. P. *La cause des martyrs d'Arcueil.*

C'est le 25 mars 1871 que les cinq Pères dominicains et les huit professeurs laïques du collège d'Arcueil ont été assassinés en haine de la Foi. Il est aujourd'hui question de leur béatification. Il convenait donc de rappeler la pure grandeur de leur sacrifice.

HENRI POURRAT. *Le Mystère de la Messe.*

Une adaptation de Calderon par Henri Ghéon.

*A travers les revues :*

Notes incohérentes sur l'action.

*Billet de Christianus*

# Volonté de paix?

*Si* Christianus *était membre du Conseil d'administration de quelque firme et qu'il y vît perpétrer des actions contraires à la morale et qu'il ne pût rien pour les empêcher, il lui resterait la ressource de donner sa démission. Il s'épargnerait ainsi la honte de participer au péché et de prêter la main au mal.*

*Lorsque* Christianus *voit les gouvernements et les nations, emportés dans un tourbillon infernal, se précipiter à la guerre, avec cynisme ou désespoir, que doit-il faire? On peut donner sa démission d'un Conseil d'administration; mais on ne démissionne pas d'une civilisation.*

*Le monde, lugubrement, gronde de bruits de guerre; de quelque côté que l'on regarde l'horizon, on voit la paix menacée : c'est le réarmement allemand, c'est Klaipeda ou Dantzig ou Vienne, c'est la fébrilité italienne, l'équivoque polonaise, l'énigme soviétique, et le reste. Partout, l'incertitude et l'angoisse : depuis des mois, il n'est pas un homme en Europe qui ne se sente à la merci de la moindre maladresse ou d'un coup de force imprévu. Et cependant il n'est pas un gouvernement qui ne proclame très haut son culte fidèle pour la paix.*

*Je ne me charge pas d'ouvrir une enquête sur la sincérité de ces déclarations pacifiques. Ni je ne prétends décider si c'est par les baïonnettes, les canons et les croiseurs que la paix sera sauvée. A première vue, ces engins paraissent plus aptes à assurer la paix des cimetières que la paix des peuples heureux et vivants; mais si l'on m'assure que la prudence*

*humaine requiert cet appareil de dangereuses précautions, j'y consens. Au surplus, ce n'est pas là que je vois le véritable débat.*

*
**

*Non, le débat n'est pas tellement de savoir si l'habileté des hommes suffira à écarter la hideur des tueries. Le débat est d'ordre spirituel : c'est l'esprit d'une civilisation qui est en cause, et il nous importe d'abord de connaître de quel esprit nous sommes.*

*Il y a un certain « angélisme » de la Paix, et je ne dirai pas qu'il ne procède pas d'un bon naturel. Qu'on m'accorde, en revanche, qu'il est illusoire et peut-être dangereux. Ceux-là se trompent qui disent : « Si l'on ne parlait pas de la guerre, il n'y aurait pas de guerre ; chassez la pensée même de la guerre, évitez d'en prononcer même le nom, et nous ne connaîtrons plus cette hantise du meurtre collectif. » Alain nous a, depuis longtemps, proposé cette règle de sa sagesse, et je ne conteste pas qu'elle soit une règle d'ascèse spirituelle. Parlant d'une autre tentation et d'un autre péché, l'Apôtre nous ordonne : « Nec nominetur in vobis. » Soit. Mais on ne fera pas que les hommes soient des anges, que la loi de la chair ne répugne à la loi de l'esprit, que l'idée de la guerre ne vienne tenter les peuples ou les chefs de peuples. Sachons accepter, comme un signe de notre misère, cette évidence : la guerre ne sera jamais impossible.*

*Nous voyons même, pour l'instant, que les nations sont figées dans la terreur d'une guerre* possible. *Cette psychose collective est un fait : ne pas l'ignorer est la première condition requise de ceux qui voudraient la guérir. A cette guérison, il me semble que doivent se vouer les amis de la paix, et premièrement les disciples du Prince de la Paix. Aussi leur appartient-il de s'assurer de l'attitude spirituelle qu'ils ont à prendre en ce monde travaillé par Satan.*

*L'Histoire semble parfois s'ingénier à décourager l'esprit de paix le plus confiant : il est peut-être décourageant d'avoir à enregistrer le quasi-échec des efforts pacifiques déployés depuis quinze ans ; il est inquiétant de voir une nation entière, prise de délire, se ruer derrière un homme qui a su créer une mystique du désespoir, galvaniser un peuple par la haine et*

*le rendre prêt aux pires folies. Il faut donc s'attendre à tout, puisque la tranquillité du lendemain n'est pas assurée...*

*— Mais alors quelle est l'opportunité d'affirmer une volonté de paix ?*

*— C'est précisément en ces heures tragiques qu'il faut, dans le calme et la dignité, redoubler de ferveur pour l'œuvre de paix. La défaillance, ce ne serait pas de n'être pas prêt à tout, ce serait de ne plus avoir confiance dans la paix. Le devoir de vigilance ne se confond pas avec la peur. Et ce serait trahir la paix et notre mission de chrétiens que de ne pas entretenir en nous une volonté de paix à la mesure des pires événements : même sur les champs de bataille, elle ne devrait pas défaillir et nous ne serions pas habités par la haine et l'esprit de guerre.*

*Oui, disons-le très haut, — car seuls, peut-être, des chrétiens peuvent le dire sans mensonge ni présomption : même s'il nous fallait accepter l'aventure guerrière, nous ne révoquerions pas notre esprit de paix. Parce que nous ne pourrons jamais faire confiance au désordre pour rétablir un ordre plus juste. Nous ne voulons pas « faire la guerre », et si les puissances de ce monde nous y contraignaient, nous nous y soumettrions d'une âme douloureuse mais libre du péché.*

⁂

*Je conviens que ce n'est pas là une attitude de facilité : il est plus commode d'entrer dans la danse. Mais si les enfants de lumière pactisent avec les forces du Mal, qui délivrera le témoignage pour lequel ils ont été créés ? Disant cela, je n'invite pas les catholiques à fermer les yeux sur les événements de l'heure ; je les invite au contraire à se persuader que rarement l'Histoire a connu des heures aussi menaçantes. Il y a quinze jours à peine, la Paix paraissait ne devoir être sauvée que par une sorte de miracle. Ce miracle nous a peut-être été accordé à Stresa et à Genève, au moins pour un peu de temps. C'est ce miracle encore qu'il faut continuer d'arracher au Père. La Paix est la récompense promise aux hommes de bonne volonté, — promise à ceux qui sauraient la mériter. Si nous essayions de mériter ce miracle, cette Paix ?...*

CHRISTIANUS.

# Nature du conflit mexicain

Le peuple français, habitué à la liberté la plus complète, parvient difficilement à comprendre la vraie nature des conflits mexicains entre le gouvernement et le peuple. A cette divergence de mentalité et de coutumes politiques entre les deux pays s'ajoute encore la propagande mensongère faite en faveur de la révolution rouge par la presse sectaire, par de grands journaux, par des personnages politiques étrangers payés par Calles ou, enfin, par des gens heureux de voir humilier l'Église catholique qu'ils détestent.

Calles a répété, sur tous les tons, devant le monde entier, qu'il ne fait qu'exécuter les lois du Mexique en assujettissant par la force les éternels exploiteurs et perturbateurs du pays : le clergé catholique et les « réactionnaires » (deux mots qui jettent la panique parmi les révolutionnaires mexicains).

Examinons si cette prétention est fondée et si les lois du Mexique peuvent subsister devant la raison et les droits élémentaires de l'homme et des peuples. Car si elles sont uniquement un attentat contre les droits humains, elles ne sont pas des lois, mais des impositions tyranniques et capricieuses d'hommes ambitieux et sans frein n'ayant d'autre appui que les fusils et les canons. Si le nom de loi suffisait pour rendre une action légitime, il n'y a cruauté, dévergondage, ni vol qu'on ne puisse rendre légitime. Le sens commun des nations le comprend

facilement, mais les gouvernants mexicains et leurs partisans affectent de ne pas comprendre.

## La constitution de 1917

Citons la loi fondamentale sur laquelle se base le gouvernement mexicain pour attaquer toutes les libertés humaines :

Art. 30. — Aucune corporation religieuse, aucun ministre d'un culte quelconque ne pourront établir ou diriger des écoles d'instruction primaire. Seules peuvent s'établir les écoles primaires privées, qui se soumettent à la surveillance officielle.

Art. 50. — La loi ne permet pas l'établissement d'ordres monastiques d'aucune sorte quelle que soit la raison prétextée pour s'établir.

Art. 27. — La propriété des terres et des eaux comprises dans des limites du territoire national appartient originairement à la Nation (c'est-à-dire à l'État) qui a eu et a le droit d'en transmettre la possession aux particuliers, constituant ainsi la propriété privée. — Appartient également à la Nation la propriété directe de tous les minéraux ou substances qui, sous forme de filons, masses ou gisements, constituent des dépôts dont la nature diffère de la composition des terrains.

... II. Les associations religieuses dénommées églises, *quelle que soit leur foi,* ne peuvent en aucun cas avoir la faculté d'acquérir, de posséder ou d'administrer des biens fonciers, ni des capitaux placés sur eux ; ce qu'ils possèdent actuellement — directement ou par intermédiaire — entrera en possession de la Nation. L'action populaire a le droit de dénoncer les biens qui se trouvent dans un tel cas. *La preuve par simple présomption* suffira pour déclarer fondée la dénonciation. Les *églises* destinées au culte public sont la propriété de la Nation, représentée par le Gouvernement fédéral qui déterminera celles qui doivent continuer à être dévolues au culte. Les *évêchés, maisons paroissiales, séminaires, asiles* et collèges des associations religieuses, les *couvents* ou tous autres édifices qui auraient été construits ou destinés à *l'administration, propagande ou enseignement d'un culte religieux, passeront immédiatement,* de plein droit, *sous la propriété directe de la Nation, pour être destinés*

*exclusivement aux services publics de la Fédération ou des États* dans leurs juridictions respectives. Les églises qui par la suite se construiront pour le culte public seront propriété de la Nation.

III. Les institutions de bienfaisance, publiques ou privées, ayant pour objet l'aide aux nécessiteux, la recherche scientifique, la diffusion de l'enseignement, l'entr'aide réciproque ou tout autre objet licite, ne pourront pas acquérir plus de biens fonciers que leur utilité ne le requiert. — Dans aucun cas, les institutions de cette espèce ne pourront être sous le patronage, la direction, l'administration, la charge ou la surveillance de corporations ou institutions religieuses, ni de ministres de cultes ou de leurs partisans...

L'article 130 est trop long pour être reproduit en entier. Il constitue un attentat contre la liberté religieuse; il vise spécialement à la destruction de l'Église Catholique et à l'oppression de ses ministres, quoiqu'il puisse être appliqué à *toute secte religieuse*. Malgré l'assurance que « le Congrès ne peut dicter des lois établissant ou défendant une religion quelconque », il affirme immédiatement que la loi ne reconnaît aucune personnalité aux associations religieuses dénommées Églises; que le mariage ne dépend que de l'État, que les ministres des cultes seront assujettis aux lois édictées sur leur profession; que les législations des États peuvent déterminer le chiffre maximum des ministres des cultes agréés; que seuls les Mexicains peuvent exercer le culte et que prêtres et pasteurs ne jouiront d'aucun droit politique, ni du droit de vote; que dans chaque église il y aura un représentant responsable devant le gouvernement de l'accomplissement des lois sur la discipline religieuse dans son temple; qu'on ne peut nommer ni révoquer un curé ou un chapelain sans aviser l'autorité municipale.

Cet article 130 ne se contente pas de blesser les ministres des Cultes. Il ordonne aussi que « les publications périodiques de caractère confessionnel (donc tout journal dirigé par des catholiques) ne pourront commenter les

affaires de la politique nationale, ni même donner aucune information sur les actes des autorités, etc... Il n'y aura pas de partis politiques « dont le titre contienne un mot ou une indication quelconque qui le lie à une profession religieuse quelconque ».

On se demande dès lors s'il reste au Mexique un seul droit civil accordé à un ministre du culte : il suffit, pour être renseigné, de poursuivre la lecture des derniers paragraphes de cette loi :

... XIV. Les ministres des cultes n'ont pas de faculté légale d'hériter, par testament, d'autres ministres du même culte ou d'un particulier, avec qui ils seraient apparentés au quarantième degré.

XVI. Les procès pour infraction aux règles ci-dessus ne seront *jamais* jugés devant le jury.

De sorte que le prêtre, même menacé du danger d'être incarcéré sous un prétexte quelconque, n'a pas le droit de porter sa cause devant le jury suprême. Les législateurs déchaînés craignaient trop le bon sens populaire et l'estime dans lequel était tenu le prêtre.

### Les droits les plus fondamentaux sont piétinés

La simple lecture que l'on vient de faire a mis en évidence le mépris absolu avec lequel les révolutionnaires, auteurs de la Constitution de 1917, violent les droits humains, que tous les peuples civilisés considèrent comme inviolables. En matière de propriété, l'article 27 tend à supprimer la propriété privée. L'article 130, § III, détruit la famille, soumettant le mariage aux caprices de l'État. L'article 30 tue la liberté d'enseignement ; l'article 50 annihile la liberté d'association ; les articles 27 et 30 suppriment la liberté de conscience, rendant impossible l'exercice du culte, surtout du culte catholique, faisant de

tous les prêtres et pasteurs une caste pire que celle des parias.

Venustiano Carranza, chef de la Révolution, dont était sortie cette loi, reconnut lui-même dans la dernière année de sa vie qu'il était allé trop loin. Non content d'user de son côté d'une certaine tolérance, il exhorta les chambres à revoir et à réformer les articles persécuteurs, mais Alvaro Obregon le fit assassiner en 1920 à Tlaxcalantongo, et son repentir n'eut aucun résultat. A son tour, Obregon, une fois en possession de la Présidence, comprit qu'il n'y aurait pas de paix dans le pays avec une pareille tyrannie, et se fit quelque peu tolérant. C'est alors que Calles, appuyé jusque-là par Obregon, contre les autres candidats, commença à s'emparer du pouvoir. Poussé par sa propre perversion et lié par des compromis avec des sectes antireligieuses, il commença à persécuter l'Église Catholique dans ses œuvres vives. En 1925, il essaya d'en faire une dépendance du gouvernement, créant la ridicule et éphémère « église nationale » (?), à la tête de laquelle étaient le « patriarche Pérez » et un autre prêtre appelé Monjé, *apostat espagnol, bien payé du gouvernement.* Ces deux mauvais prêtres rétractèrent leurs erreurs : Monjé peu de jours après, et Pérez à l'heure de la mort, abjurant le schisme en présence de trente témoins.

## La persécution sanglante

Tous les États frontières de l'Union Américaine connaissent bien l'histoire du Mexique de 1926 à 1929, car des légions entières de prêtres, de religieux et de religieuses et même de simples chrétiens, persécutés et menacés de mort par Calles et ses satellites, passèrent la frontière

pour chercher refuge dans cette terre de liberté. En février 1926, Calles, prenant prétexte de quelques déclarations du vieil Archevêque de Mexique Dr José Mora y del Rio, décréta l'expulsion de tous les prêtres étrangers et commença à fermer les écoles, les couvents et les asiles dirigés par des associations catholiques. Calles dénonçait comme une exhortation à la révolte, malgré les protestations de l'archevêque, la campagne constitutionnelle que celui-ci voulait mener contre les mauvaises lois. La persécution continua à progresser. Le tyran prétendait qu'il « s'agissait seulement de faire exécuter la constitution mexicaine ». Fin juin 1926, grâce aux pouvoirs extraordinaires que lui conférait le Congrès, il promulgua une loi qui, aggravant tous les articles persécuteurs précités, rendait impossible la vie de l'Église Catholique en infligeant des amendes très sévères à tous ceux qui osaient enfreindre les décrets.

Les Évêques résistèrent et de commun accord suspendirent le culte public dans toutes les églises du pays. Le peuple, blessé jusqu'au plus profond de son âme dans ses sentiments religieux, voyant que ni les protestations, ni les pétitions au Congrès (elles atteignirent plus de 2 millions de signatures) n'avaient de suite, résolut de faire un boycottage général, pour diminuer les entrées du Gouvernement. Calles poursuivit le dit boycottage comme un crime, par l'emprisonnement, le déshonneur, l'assassinat. La juste colère des plus vaillants Mexicains explosa en mouvements armés, surtout à Jalisco, Guanajuato, Zacatecas, Michoacan et Colima, tenant en échec continuel les troupes fédérales, auxquelles ils infligèrent des pertes se comptant par milliers dans des escarmouches et des combats. Malgré « des amendes incessantes et extraordinaires que Roberto Cruz et les autres chefs de la police infligèrent à tous ceux qui entendaient la

messe ou recevaient les sacrements dans les maisons privées », le trésor public s'épuisait. Les prisons abondèrent de catholiques, qu'on maltraitait, mutilait et même assassinait. Le sang des martyrs teignit presque tout le sol du Mexique (et parfois à la suite de tortures horribles, comme ce fut le cas pour les PP. Gumersindo Sedano et Sabas Reyes). Le même Calles, au commencement de 1928, avoua à M. Masson, envoyé spécial du *Daily Telegraph*, avoir déjà fait fusiller environ cinquante prêtres, et « de bon et juste droit », puisqu'ils étaient des rebelles. Depuis août 1926 jusqu'en juillet 1929 le Mexique vécut sous un régime de terreur, la vie humaine n'avait plus ni respect ni garantie, et, comme l'écrivait une personne de la capitale, « on tuait un chrétien avec moins d'embarras qu'un chien ».

## Le clergé est-il en faute?

A tous ceux qui ont vécu au Mexique et qui ont étudié sans passion ces événements, cette question semblera ridicule. Mais les ennemis de la religion et Calles tout spécialement répètent que le clergé, « l'éternel rebelle », a été la seule cause de ces massacres, et que le gouvernement n'a fait que se défendre. Ainsi Néron incendia Rome, et en imputa la faute aux chrétiens, prenant ainsi prétexte de les martyriser. La tactique, on le voit, est très vieille.

Or, si de nombreux Mexicains parmi lesquels même des non-catholiques avaient eu à se plaindre de quelque chose, de la part du clergé, de beaucoup de prélats et de prêtres, c'eût été de leur trop grande patience. Déjà en 1914, quand les hordes de Carranza pillèrent, incendièrent,

déshonorèrent, emprisonnèrent et tuèrent à leur goût (1), les Évêques et les prêtres furent parmi ceux qui calmèrent le peuple qui avait eu parfois l'intention de les défendre les armes à la main. De 1920 à 1929, alors que tant de prêtres avaient été tués, seuls deux ou trois s'opposèrent à Jalisco et s'unirent aux Libérateurs ou « Soldats du Christ ». Si ce mouvement armé ne devint pas général dans tout le pays, c'est que plusieurs évêques exhortèrent le peuple à la paix, malgré l'intolérable persécution de Calles.

Et *qui fit les arrangements de 1929*? Les Archevêques Pascual Diaz et Leopoldo Ruiz. Déjà le gouvernement était surchargé par les frais de la campagne. Ses soldats de ligne disparaissaient, dans beaucoup de régions du pays son contrôle devenait impossible. C'est alors qu'il recourut à l'arbitrage et voulut faire un arrangement avec quelques prélats. Ceux-ci crurent que ce serait *un moindre mal* de céder, tant que la conscience le permettait, pour pouvoir rétablir le culte dans les églises et desservir tant de localités privées de prêtres et en même temps pour aider à rétablir la paix dans le pays. Malgré la crainte de voir le gouvernement manquer de parole, dès qu'il se verrait libéré des « Soldats du Christ », l'amour de la paix prévalut dans les rangs de l'Église et les arrangements se conclurent le 21 juin 1929. Les Prélats exhortèrent les milliers d'hommes armés, qui restaient encore sur pied de guerre, à se rendre. Portes Gil, Président « ad interim » de Mexique, leur offrit des garanties, ils obéirent et se rendirent. Mais un grand nombre furent *séquestrés et même assassinés* lorsqu'ils allèrent livrer leurs armes aux autorités. D'après le gouvernement

(1) Cf. *Book Red and Yellow*, de Mgr Kelly, évêque actuel de Oklahoma.

lui-même, 500 soldats du Christ, dont les plus courageux, furent secrètement assassinés.

### Trêve relative de « Ortiz Rubio »

Le 10 décembre 1929 l'ingénieur Pascual Ortiz Rubio, imposé par Calles, prit possession du pouvoir. Ortiz Rubio ne fut pas un persécuteur, mais il céda lâchement aux exigences du P. N. R. (Parti National Révolutionnaire fondé par Calles). Il avait été ami personnel de S. Exc. Mgr Ruiz, Archevêque de Michoacan et Délégué Apostolique, à qui il disait une fois : « Je ne veux pas persécuter l'Église, mais qu'est-ce que je peux faire, étant l'*Exécuteur* d'un *Gouvernement* qui a juré de l'achever? » Aussi, bien qu'il dictât différentes mesures injustes contre le catholicisme et qu'il permît beaucoup d'abus des Gouverneurs des États, Calles l'estima trop peu zélé et décisif. Et lors des fêtes splendides qui eurent lieu dans tout le Mexique à l'occasion du 4e Centenaire de Guadelupe, les députés, furieux de ce mouvement religieux, décidèrent en 1932 d'attaquer l'Église catholique avec plus de fureur. Ortiz Rubio dut renoncer au pouvoir. Il fut remplacé par un homme plus vivace et moins scrupuleux, le général Abelardo Rodriguez.

### La nouvelle persécution

La persécution inaugurée au temps de Calles n'avait jamais cessé à Veracruz et Tabasco sous les gouverneurs Tejéda et Garrido. Aussi, en 1932, ces deux États furent-ils pris en exemple pour forger la chaîne qui devait emprisonner tout le Mexique. Les chambres fédérales incitèrent tous les États à « réglementer le culte », c'est-à-

dire à fixer un chiffre extrêmement restreint de prêtres agréés et aussi d'églises, transformant le reste en théâtres, écoles, caves à vin et autres offices de l'État. La proportion de prêtres obligés de quitter les différents États varia beaucoup. Mais il est des états où on ne toléra qu'un prêtre pour 100.000 habitants, dispersés dans des régions très vastes, sans voies de communication praticables. Actuellement une bonne quantité d'États du Mexique ne tolèrent même plus un seul prêtre (par exemple Tabasco, Veracruz, Chiapas, Campecha, Zacatecas Sonora, Chihuahua). Partout, la vie du ministre catholique est exposée aux plus grandes vexations, selon le caprice ou la tolérance des gouvernements locaux. La tendance du gouvernement fédéral, comme le disent à tue-tête les députés et sénateurs, surtout en la session de cabaret du 19 octobre, est « d'en finir complètement » *avec toute idée religieuse*. Tout au long de son gouvernement, le Président actuel décréta, peu à peu, la confiscation des églises catholiques pour les usages gouvernementaux. Les emprisonnements et amendes de prêtres se succédèrent dans de nombreuses régions. S. Exc. l'Archevêque Orosco y Jimenez, de Guadalajara, fut séquestré en 1932 par des envoyés fédéraux et emmené aux États-Unis, afin de le sauver d'une mort certaine que lui réservait Calles. S. Exc. l'Archevêque Ruiz, Délégué Apostolique, au lever d'un jour d'octobre de la même année fut attaqué et emmené en avion à Texas, en représaille contre l'Encyclique dans laquelle le Pape dénonçait une fois de plus au monde entier la tyrannie rouge du Mexique. Dernièrement, on a projeté, comme tout le monde le sait, l'expulsion de tous les évêques et prêtres. On agit très vite. Les expulsés n'ont qu'à fuir devant les persécutions sanglantes qui les menacent, quoique la plus grande partie préfèrent, le cas échéant, *donner leur vie pour le bercail*.

Pour dissoudre la famille, on a facilité à l'excès le divorce. Le jeu et les vices sont chaperonnés par les autorités, en commençant par le Président lui-même dans son casino de « la Selva de Cuernavaca », le « Foreign Club », près de Mexico, etc. Les vols, effrontés ou en cachette, des employés du Gouvernement sont devenus chose publique et notoire au point d'être tournés en proverbe, qui permet à la majorité des mandataires actuels *de faire commerce*, ce qui est leur préoccupation principale. En outre, la plupart des Gouverneurs du Mexique ont à leur solde des assassins professionnels qui, sous le titre de chefs de la police, sont chargés de les débarrasser de tout individu indésirable.

### Corruption de la jeunesse

Si à cela on ajoute l'attaque furieuse, insensée, qui, dès 1932, se déclencha contre la liberté d'éducation, essayant par tous les moyens d'anéantir les écoles catholiques et de brimer tous ceux qui ne se soumettent pas au plan bolcheviste de l'État, en arrivant à corrompre les garçons et *surtout* les filles, alors on comprendra la très juste indignation qui commence à se manifester dans toutes les parties de la république voisine. Les programmes d'*Éducation sexuelle* rédigés par des employés du ministre déchu Narciso Bassols sont si dévergondés que nous n'avons pas le courage de les transcrire. Le quotidien *Excelsior* du Mexique écrivit au sujet du *Manuel de l'Éducation Sexuelle* propagé par Bassols parmi les professeurs que « même le ruban de la machine à écrire rougirait de honte, si on voulait détailler les enseignements obscènes de ce manuel, calculé pour éveiller précocement les pires instincts chez les enfants ». C'est *pour quelque chose* que

beaucoup de professeurs officiels se révoltèrent, *pour quelque chose* que Bassols dut démissionner devant la colère et la grève scolaire de milliers de familles, *pour quelque chose* que le peuple mexicain tressaille d'indignation devant le dit *Cri de Guadalajara* émis par Calles, vers la mi juin de cette année, et imprudemment répété le 26 du même mois par M. Daniels, ambassadeur des États Unis, quoique avec de moins mauvaises intentions que le chef suprême de la Révolution.

Il s'agit d'arracher des cœurs innocents des enfants non seulement la foi et la religion, mais jusqu'à la pudeur et même l'amour et le respect dus à leurs parents.

C'est un plan nettement bolcheviste.

Le 18 septembre se tint dans la ville de Mexico le dixième Congrès Prolétaire du Syndicat rouge. Le gouvernement donna vacance aux écoles pour permettre aux professeurs officiels d'y assister. Étaient présents 1200 personnes dont le tiers environ applaudirent le plan d'éducation socialiste, qui est devenu le cri de ralliement et le « plan sexennal » que le général Cardenas doit développer dans ses six ans de présidence.

Citons quelques points dudit plan, tel que les annota ce même jour un témoin : 1° Jusqu'à présent l'enfant a été la victime de ses supérieurs : clergé, parents et professeurs... 4° Le professorat officiel doit coopérer avec les ouvriers et les paysans à détruire les classes parasites : prêtres, bourgeois et intellectuels. 5° Les ouvriers mettront des espions dans les écoles, pour veiller à ce que soit donné l'enseignement socialiste. 6° Pour éviter le professorat anonyme : clergé et famille, l'enfant appartiendra dès cinq ans à l'État... 8° Pour arracher à l'enfant l'idée du foyer, on lui fera comprendre *qu'il ne doit ni le respect, ni et moins encore l'amour à ses parents*, qui prétendent s'être sacrifiés pour leur donner le jour, alors que

ce sacrifice en réalité n'alla pas sans plaisir. 9° Tous les maux qui pèsent sur l'humanité viennent du clergé... 11° Le Pape et les Évêques sont les reptiles les plus dangereux et doivent disparaître. 12° Dieu n'existe pas, la Religion est un mythe, la Bible un mensonge... 13° *Il n'y aura plus d'idoles, que ce soient des pères de famille ou des personnes respectables, ni maîtres, ni Dieu.*

Telles sont les doctrines que prétend infiltrer dans la future génération mexicaine le gouvernement de Calles. Entre temps ses députés gagnent 1000 dollars mensuellement et se décernent (à eux-mêmes) 3000 dollars par tête à l'occasion des fêtes patriotiques comme cadeau de la nation pour leurs services rendus, tandis que Calles et ses associés monopolisent jusqu'aux articles de première nécessité, comme le sucre, le café, le riz, les pois chiches, le coton et les phosphores, etc...

Quand les pères de famille et les étudiants, les jeunes gens et même les enfants des deux sexes font des manifestations imposantes dans les rues, réclamant de façon pacifique leur droit, la police les attaque avec des gaz lacrymogènes, à coups de sabre, à coups de crosse, à coups de feu et même avec des mitrailleuses, comme à Puebla et Zacatecas. Si le Gouvernement essaye d'organiser une parodie de manifestation en faveur de sa politique antipatriotique et antireligieuse, alors il oblige tous *les employés officiels* à y concourir sous peine de renvoi, ainsi qu'il arriva le dimanche 28 octobre, lorsqu'il fit venir de leurs villages ouvriers et paysans souvent inconscients de ce qu'ils faisaient, parfois payés, d'autres fois menacés de se voir enlever leurs terres ou d'être brimés de quelque façon. *Mais la Société Mexicaine ne croit plus à de pareilles farces.* Le Gouvernement n'essaye plus maintenant que de tromper l'opinion internationale, comme il le fit déjà avec la farce des élections de juillet.

## Au Mexique la liberté est morte

Les députés fédéraux se déclarent ouvertement bolchevistes. Le 19 octobre, l'un d'entre eux alla jusqu'à dire en plein Congrès : « Échangeons le drapeau tricolore contre le drapeau rouge et noir. » Il ne fut ni arrêté ni jugé sommairement comme traître à la Patrie, — il fut acclamé par ses confrères. Mais qu'un prêtre administre les Sacrements à un moribond, qu'une religieuse de la Charité veille au chevet d'un malade, qu'un professeur religieux inculque de bons principes à la jeunesse, qu'un père et une mère de famille défendent leurs garçons et leurs filles contre la corruption des bordels appelés écoles, alors toute la force armée du Gouvernement tombe sur ces malheureux qui n'ont aucun recours pour faire valoir leurs droits.

Et ceci s'accomplit dans un pays comme le Mexique, où 98 o/o de la population environ est catholique. Le recensement officiel de 1930 publie les chiffres éloquents que voici :

| *Population totale du Mexique* | *Catholiques* | *Protestants* | *Religions diverses* | *Sans religion* |
|---|---|---|---|---|
| 16.500.000 | 16.130.000 | 130.000 | 700.000 | 170.000 |

Une nation catholique n'a-t-elle donc pas le droit de posséder des lois qui permettent le libre exercice de la religion catholique? Que dirait le peuple américain si le Gouvernement, d'un trait de plume, décrétait la suppression du protestantisme? Et cependant, tous ensemble ne dépassent pas de beaucoup trente millions d'adeptes — c'est-à-dire le quart environ — des habitants de l'Union. Que feraient donc les méthodistes américains s'ils étaient 115.000.000 et si le gouvernement prohibait leur culte,

confisquait leurs temples, supprimait salons, presse et publications, écoles, asiles et centres de tous genres, expulsait leurs ministres et même les tuait? Or tel est le cas du peuple mexicain, — presque totalement catholique et cependant n'ayant plus aucune liberté pour pratiquer son culte et pour donner une éducation catholique à ses enfants, et même obligé à livrer à l'État ses chers enfants pour les voir corrompus et déshonorés prématurément. Doit-on supporter cela?

### La responsabilité du gouvernement américain

Or, le triomphe de la révolution de Carranza en 1914, qui fut le vrai commencement du bouleversement au Mexique, est dû à l'intervention armée du Président Woodrow Wilson. En février 1914, il envoya l'Amiral Fletcher avec une escadre américaine pour s'emparer de Veracruz, qui était encore en possession du gouvernement mexicain de Huerta, reconnu de toutes les puissances européennes et respecté effectivement de la majorité des Mexicains conscients. Wilson fit couler le sang mexicain et le sang américain afin d'empêcher l'arrivée d'armes à Huerta, et livrant ainsi la clé du golfe aux carrancistes. Dès lors, la cause de Huerta était perdue. Carranza triompha,... balayant la richesse et la pudeur du Mexique au profit des hauts chefs révolutionnaires et de quelques Américains du Nord.

En 1920, à la suite de l'assassinat de Carranza par Obregon, la cause des rouges au Mexique se vit en danger. Le Président Harding ne voulut pas le reconnaître; mais Coolidge, moyennant un traité mystérieux, arrangé dans la rue de Bucarelli de la capitale mexicaine, en faveur duquel intervinrent surtout les sociétés pétrolifères de

l'Amérique du Nord et dont les clauses restaient parfaitement secrètes, reconnut le gouvernement d'Obregon.

Adolfo de la Huerta, Ministre des Finances d'Obregon et l'un des triumvirs de la convention de Agua Prieta, voyant qu'Obregon était résolu à donner en 1924 le fauteuil présidentiel à Calles, se révolta en 1923 et développa un programme de garanties sociales contre les tendances bolchevisantes de son rival. Le pays le seconda dans sa lutte pour la liberté. Mais l'embargo d'armes imposé contre lui par Coolidge et la vente de toutes espèces de munitions de guerre faite par les États-Unis à Obregon fut cause du triomphe de ce dernier, et par le même coup de Calles.

Calles doit donc son pouvoir aux États-Unis, et cependant il ne leur en est pas très reconnaissant. Qu'il suffise de rappeler de quelle façon il intervint en 1926 pour implanter à Nicaragua un régime bolcheviste. A ce moment M. Kellogg, secrétaire d'État de Coolidge, fut sur le point de rompre avec le tyran du Mexique.

En 1929, quand le Gouvernement mexicain réclama une trêve pour se refaire dans sa lutte contre les catholiques, — c'est-à-dire contre presque tout le peuple mexicain, — c'est l'ambassadeur des États-Unis, M. Dwight Morrow, qui fut l'un des principaux médiateurs, promettant l'appui des États-Unis comme garantie du traité de paix entre l'État et l'Église : cet appui jusqu'à présent ne s'est jamais fait sentir bien que les violations en aient été presque continuelles et flagrantes de la part du Gouvernement Calliste. M. Morrow avait déjà rendu de précieux services à Calles, en lui envoyant par exemple le populaire Lindbergh, le héros de l'Atlantique, en vol direct de Washington au Mexique, comme messager de la bienveillance du Gouvernement Américain envers lui, Calles, qui avait sur ses mains le sang encore chaud de tant de

martyrs, entre autre celui du P. Pro et de ses compagnons, et celui des candidats présentiels : Grales, Serrano et Gomez ; sans compter les horreurs et ravages que commettaient ses troupes dans toutes les parties du pays. Le même Morrow allait, peu avant, comme « bras droit » de Calles, se promener à travers les différentes parties de la République avec le bourreau du Mexique.

Il n'y a pas longtemps, M. Joseph Daniels, peut-être inconsciemment, approuva le projet de Calles « de prendre possession des consciences de l'enfance et de la jeunesse » par l'école socialiste. Bien qu'il ait tenté de le rectifier, il n'y a aucun doute qu'il ait, en diverses occasions, loué « les progrès éducatifs du gouvernement mexicain », alors qu'il savait très bien quelles sortes d'écoles et d'éducation on implantait et comment les écoles libres et les collèges catholiques avaient été fermés et persécutés par les professeurs non callistes.

Jusqu'à quand les États-Unis donneront-ils leur appui aux tyrans du Mexique? Ne le leur retireront-ils même pas quand ils verront se former sur les bords du Rio Grande un terrible nid bolchevique et une base pour l'action dissolvante du communisme contre les États-Unis, — un des principaux objectifs de la Russie?

Pedro de Urdinalos.

# DOCUMENTS

## Les tendances de la persécution mexicaine

*Que se passe-t-il exactement au Mexique ? où veut-on en venir ? comment expliquer, dans ce pays si catholique, la violence de l'irréligion ? Laissons de côté les hypothèses et les soupçons : contentons nous de feuilleter les documents officiels mexicains ; ils nous diront, tout au moins, comment ils veulent présenter leur cause, et cela nous suffira pour la juger.*

### I. — Polémique anticléricale

*Une brochure de propagande, publiée en anglais par M. Emilio Portès Gil — aujourd'hui ministre des Affaires Etrangères — nous renseigne sur les arguments que font valoir les anticléricaux. Ils recourent, d'abord, à la xénophobie, et dépeignent le clergé comme l'allié des oppresseurs espagnols :*

Le Mexique fut conquis par une bande d'aventuriers insolents et courageux, qui étaient dominés par une grande cruauté, une avidité inextinguible de richesses et une grande rudesse d'intelligence. Plus tard ces mêmes aventuriers devinrent de grossiers « encomenderos », certains d'entre eux se vautrant dans leurs trésors, et revêtirent des habits ecclésiastiques en vue de continuer à jouir de leur vie de privilèges. Certains écrivains catholiques tombent dans une grave erreur lorsqu'ils tentent de

justifier les excès commis par les conquistadores et les religieux, en affirmant que la conquête fut une guerre sainte... La conquête espagnole fut une lutte de nature matérialiste, une conquête économique bien définie...

Fernand Cortez, homme intelligent et résolu, accepta l'assistance des Ordres religieux, dans son avidité de dominer, comme un outil de valeur placé dans sa main, non seulement comme un allié de ses soldats, mais comme un moyen de contrôler matériellement les vaincus. Ceci a toujours été le travail fait par le clergé au Mexique : étrangler et obscurcir l'esprit du peuple afin que la domination intéressée de divers groupes sociaux puisse s'exercer librement...

*Quant aux missionnaires :*

Les garanties, les donations, les faveurs des conquistadores, les privilèges, et les concessions, furent autant de facteurs contribuant à la croissance de leur nombre. Ils jouirent invariablement de la protection des conquérants...

*L'Église au service des possédants : quelle que soit l'histoire du Mexique — et vraiment M. Portès Gil passe bien vite sur un Las Casas — on reconnaît ici un des thèmes favoris des « sans-Dieu ». Autre antienne : l'Église était trop riche :*

A la fin du XVI[e] siècle le capital amassé par l'Église était vraiment considérable; son revenu était énorme. Les Franciscains avaient cinq provinces, y compris celles du Guatemala et du Nicaragua. La province de Mexico avait quatre-vingt-dix monastères ; celle de Michoacan, avec celle de Nouvelle-Galice, en avait cinquante-quatre ; celle du Guatemala, vingt-deux; celle du Yucatan, vingt-deux; celle du Nicaragua, douze; en sorte que l'Ordre de Saint-François seul avait deux cents monastères. Les Dominicains possédaient quatre-vingt-dix monastères; les Augustins soixante-seize, dans les provinces de Mexico, de Michoacan et de Salisco seulement; les Jésuites avaient déjà

fondé plusieurs maisons et collèges, de même que les Carmélites et les Mercédariens... La Société de Jésus seule possédait cent vingt-trois haciendas... L'Archevêché de Mexico recevait 123.000 pesos par an, l'Archevêché de Puebla 110.000 pesos par an, et l'Archevêché de Guadalajara 90.000 pesos par an...

*Suivent de nombreux détails (la brochure compte cent vingt pages). Enfin on reproche au clergé son attitude antipatriotique : il a soutenu les Espagnols durant la guerre de l'indépendance, il a plus tard appelé Maximilien, qui lui-même a dû lui résister tant ses prétentions étaient exorbitantes ; il a favorisé la dictature de Porfirio Diaz... En face de ces noms haïs, M. Portès Gil épingle ceux de ses « grands ancêtres » : le curé Hidalgo, rebelle et excommunié, le licencié Lerdo de Tejada, Suarez, et enfin Madero, le « martyr » révolutionnaire. Sa polémique exploite, sur le terrain national, social et politique, toutes les faiblesses passées de l'Église coloniale, elle en passe les mérites sous silence, et ce tableau — celui qu'on s'efforce d'inculquer aux esprits mexicains — s'accorde singulièrement avec l'enseignement antireligieux du marxisme.*

## II. — Le problème de l'éducation sexuelle

*C'est un des points sur lesquels les catholiques mexicains s'indignent le plus. On raconte des histoires affreuses. En effet, certains éducateurs mal préparés ont pu « faire du zèle » ; il se peut aussi que tel État ait renchéri sur les tendances générales ; reconnaissons cependant que ces tendances, telles que les expriment les brochures officielles, n'ont rien de particulièrement risqué. L'abbé Viollet en dit tout autant. On se borne, le plus souvent, à regretter que les jeunes gens puissent arriver au mariage sans en connaître la physiologie ; on déplore que l'éducation, en cette matière, soit laissée aux mauvais camarades, aux prostituées, aux romans obscènes ; « plutôt que de croire que les bébés arrivent de Paris par la voie des airs, ne serait-il pas plus noble, demande-t-on, que les enfants prennent conscience de leurs responsabilités comme futurs propagateurs du genre humain ? » Il se peut*

*que la résistance des familles, en ce pays de mœurs extrêmement fermées, procède de répugnances mal entendues, et qu'en définitive les novateurs fassent œuvre saine. Nous le dirions, tout au moins, s'ils étaient chrétiens, et s'ils observaient toujours la délicatesse que préconise le Dr Artiz Armengol :*

Traçons un schéma approximatif de ce qu'est l'éducation sexuelle, selon notre conception; dans le jardin d'enfants l'éducation sexuelle commencera avec la conduite que doivent observer les maîtres en présence de quelques manifestations sexuelles des enfants; par exemple : quand les enfants commettent des actes obscènes — et c'est si commun à cet âge — on ne doit pas les représenter sous la forme scandaleuse sous laquelle le font les ignorants : les mortifier, leur faire honte, les châtier, cela produit des traumatismes psychiques, qui, réprimés dans la conscience, passent à la subconscience, pour déterminer plus tard une conduite obérée, dans le cas que je décris ; éduquer sexuellement l'enfant, ce sera le distraire, sans lui faire comprendre que l'on attache une importance démesurée à son acte, ni le scandaliser, ni lui faire honte pour cette manifestation sexuelle, et, en cas de récidive, ce sera l'envoyer aux médecins, pour qu'ils étudient son anomalie, s'il y en a, et que l'on procède concrètement dans ce cas ; puis on indiquera aux pères de famille le siège du mal, la modification des aliments, la vigilance au point de vue de la chair, des régimes de repos, d'hydrothérapie, des interventions chirurgicales ; si c'est nécessaire, on ira jusqu'à la ségrégation ou, en tout cas, jusqu'à une enquête sur la vie familiale et sur les tares ou les hérédités pathologiques qui peuvent se guérir, ou se guider vers la normale ; voilà ce qu'est l'éducation sexuelle au jardin d'enfants.

*Plus tard, à l'école primaire, la botanique, l'étude des pollens, des ovaires, celle des animaux inférieurs et de leur scissiparité, familiariseront l'enfant avec la notion « de la valeur du sexe, sans qu'ils aient souffert aucune incursion brutale*

*dans le champ de leur innocence ». On n'en viendra à la physiologie humaine qu'après cette lente préparation :*

Je veux insister ; je n'insisterai jamais trop en disant que l'éducation sexuelle n'est pas la même chose que l'instruction sexuelle; ce sont deux notions très différentes ; l'éducation commence à la maison, puis à l'école, continue dans le travail, dans la lutte, et s'achève quand s'achève la vie ; l'instruction sexuelle est un complément de l'éducation ; elle est pour les jeunes gens et les adultes;... les enfants bien dirigés dans leur éducation sexuelle ne sauront rien de l'instruction sexuelle, sauf lorsqu'ils se transformeront en jeunes gens capables de définir les concepts et les responsabilités ; alors seulement, on la leur inculquera scientifiquement, insensiblement, opportunément.

*Fort bien. Mais quelques articles recueillis dans la même brochure* (1) *formulent des idées plus discutables. Ils se réclament de Freud ou de Bertrand Russell. Et cette fois leur morale est inadmissible :*

L'enfant doit savoir que l'acte du plaisir n'est, en soi, ni mauvais, ni peccamineux, ni coupable, mais qu'il peut, comme tout autre acte, se convertir en mal, dans des circonstances déterminées, si ses conséquences sont antisociales... L'idée de péché doit se déraciner pour toujours ; il n'y a pas de péché, il y a seulement crime ou délit ou usurpation de droits. On doit également expulser de l'esprit infantile l'idée néolithique que le corps est vil, et qu'il doit se cacher comme s'il était une honte ; ou pour mieux dire, on doit empêcher qu'une telle idée pénètre jamais dans l'esprit de l'enfance...

*De là vient sans doute qu'en certains endroits, d'après le* New York Times, *on remet aux écoliers des planches représentant l'homme et la femme, avec la mention : Voilà la nature; nous sommes loin de la discrétion voulue tout à l'heure;*

(1) *Algunos datos y opiniones sobre la educacion sexual en Mexico.* — C'est une sorte d'enquête officielle recueillant les opinions publiée dans les journaux, pour ou contre.

*pour le coup, et même si ce texte ou ces méthodes demeurent exceptionnels, les réserves des catholiques s'expliquent largement.*

## III. — L'École marxiste et athée

*Elles s'expliquent encore mieux si nous en venons à la définition de « l'école socialiste ».*

*Il se peut que le marxisme, au pays du général Calles, ne soit qu'une façade : bien des observateurs l'affirment, et l'aspect extérieur du Mexique ne ressemble assurément guère à l'image que l'on se fait d'un État « prolétarien ». Mais l'idéologie est là. C'est elle dont on s'efforce d'imprégner les masses en insistant, à plaisir, sur son aspect matérialiste. Voici, par exemple, ce que le Parti national révolutionnaire (autrement dit le parti gouvernemental) entend par « action sociale » éducative :*

*a*) Séances culturelles hebdomadaires, le samedi soir, pour les ouvriers, les employés et les étudiants, et le dimanche matin, pour les paysans, les enfants et le public en général ;

*b*) Campagne intelligente, discrète et pondérée, pour remplacer, d'accord avec le « Calendrier nationaliste », les soi-disant fêtes religieuses par des festivals, des célébrations ou des cérémonies de caractère social mexicain.

*Viennent ensuite les sports, des concours, des conférences où l'on insistera sur le « socialisme mexicain, la défanatisation, la destruction de tous les préjugés et de toutes les superstitions, le coopératisme, la défense des intérêts de classe... ». Et si certains de ces termes n'étaient pas assez clairs, M. Garcia Tellez, ministre de l'Éducation, se charge de les préciser. Interviewé par un journal de Mérida, il donne, à vrai dire, du « socialisme », une définition relativement anodine, se contentant de déclarer que sa doctrine « nie et ignore le droit absolu à la propriété individuelle » ; mais il répond affirmativement à une autre question que voici :*

S'agit-il (dans l'école socialiste) de former dans les nouvelles générations un esprit révolutionnaire, en ce

sens que les jeunes luttent contre le régime capitaliste, et que s'établisse, en un moment propice, la dictature du prolétariat, comme moyen de détruire le régime bourgeois ?

*Ne nous y trompons donc pas. Le Mexique, si éloigné qu'il paraisse du communisme, est en marche vers ce but : et sans doute nous ne contesterons pas la différence entre ce que l'on nous dit ici de la propriété individuelle et ce qu'en affirmait Lénine; un catholique pourrait discuter cette notion de « propriété non absolue » ; mais qu'importe, si le fond reste l'athéisme ?*

*Tout système est permis sauf la religion, disait textuellement le rapport du Ministère de l'Éducation pour 1932 :*

Il serait absurde de penser que l'école laïque, par le fait d'être dans son laïcisme et pour s'y maintenir, soit obligée de laisser sans réponse satisfaisante les problèmes scientifiques ou les questions philosophiques et sociales que tout homme doit connaître et avoir résolues. Ce que le laïcisme ne permet pas — et l'unique chose qu'il ne permet pas — c'est que soit religieuse la réponse à ces questions et, en général, à toutes celles que l'éducation doit résoudre. Elle n'est pas exacte, l'idée que l'école laïque, par sa nature même, manque de possibilités affirmatives et est destinée à ne pas satisfaire les nécessités d'explication de l'univers et de compréhension de la vie sociale qu'a la conscience de tout enfant. Dans les limites qui fixent à l'éducation son caractère laïque, entrent toutes les solutions concrètes offertes par les écoles les plus diverses, tant sur le terrain purement scientifique, que dans le monde des relations morales. L'unique chose qui n'y entre pas est l'influence de l'idée religieuse, qui, par définition, a été éliminée de l'enseignement laïque.

*Ainsi, pour mesurer le tragique de la situation créée par les persécuteurs mexicains, il n'est pas besoin de recourir à des « peut-être » et à des « si » : on peut même leur laisser le bénéfice du doute dans tous les cas douteux; il suffit d'écouter ce dont ils se vantent eux-mêmes.*

★ ★ ★

# NOTES ET RÉFLEXIONS

## Pour un Ordre Catholique

A l'heure où tout est remis en question, non seulement le régime politique, mais les substructures économiques et sociales de notre société, chacun pressent que le catholicisme a un rôle à jouer. On ne refait pas un monde sans s'inspirer de l'idéal qui a déjà animé tant de mondes et des formes si diverses de civilisation.

Instant tragique, en vérité. Saurons-nous, catholiques, informer cette société nouvelle? ou bien la laisserons-nous naître sans nous? Serons-nous le levain qui fera lever cette pâte? ou bien, par manque de perspicacité et de courage, resterons-nous en marge des transformations sociales, en marge de la vie? Le divorce entre la religion et la vie, que déjà tant de nos adversaires ont proclamé et exploité, deviendra-t-il, par notre faute, une réalité?

Le livre de M. Gilson : *Pour un ordre catholique* (1), répond clairement et fièrement à ces questions : livre austère en vérité ; livre de combat, si l'on veut, puisqu'il a déjà suscité des contradicteurs, mais qui, sans prétendre lui-même tout remettre en question, a du moins l'avantage de tout mettre en lumière sous cette brève et expressive formule : « Catholique d'abord ».

On sait l'idéal que traçait récemment Pie XI à la presse catholique, et qui consiste pour le journaliste et le pen-

(1) Chez Desclée de Brouwer, Paris.

seur catholiques à « concourir non pas à l'exploitation, qui est un vilain mot, mais à la fécondation spirituelle de ce moment historique si important, puisqu'il est comme la transition entre le passé et l'avenir, de ce moment qui termine le passé et ouvre l'avenir ».

Qu'il s'agisse de poser le problème des rapports de l'Église et de l'État ; de critiquer l'État païen : État sans religion, sans philosophie et sans morale ; de dénoncer le faux remède — si tentateur pour la France de 1935 —, d'une activité exclusivement politique qui prétendrait résoudre tous les problèmes de l'heure par une dictature où la lassitude de tous trouverait trop facilement son compte ; ou de définir le terrain de collaboration avec les incroyants en même temps que les principes essentiels d'un ordre catholique, M. Gilson fait tout cela avec une vigueur de pensée, une netteté d'expression, une chaleur de style, qui emportent la conviction.

Aucun livre ne répond plus directement, ni plus adéquatement à cet idéal que *Pour un ordre catholique*, parce qu'il montre comment le catholicisme, sans rien abdiquer de sa force, peut et doit pénétrer dans la vie individuelle, familiale, sociale.

Mais le chapitre capital de ce livre, selon nous, est celui qui est intitulé : « L'Ordre catholique et la France », parce qu'il indique sans ménagement à nos compatriotes l'esprit qui doit présider à l'organisation de l'Action Catholique pour la rendre féconde.

« Les catholiques à qui l'on conseille d'être d'abord des catholiques, s'ils veulent aider leur pays, sont en général déçus. Je le leur ai reproché, mais ils ne sont pas sans excuses et la principale est qu'on néglige de leur dire ce que c'est que d'agir en catholiques. Je ne suis même pas sûr que ceux qui leur reprochent de ne pas le faire le sachent eux-mêmes, et je crois que nous aurions tout profit à examiner la question. »

On voit ici la manière et voici la doctrine.

« Pour que le catholicisme exerce un jour sur la politi-

que française l'influence bienfaisante que l'on est en droit d'en attendre, il faut constituer d'abord en France un ordre catholique, dont tous les matériaux sont prêts, mais qui, en tant qu'ordre, commence à peine d'exister.

« Que faut-il entendre par *Ordre Catholique*?

« J'entends par là, entre la vie religieuse privée du catholique et les groupes politiques à l'œuvre desquels, en tant que citoyens, il collabore, un ordre d'institutions créées par les catholiques, pour assurer la réalisation des fins catholiques dont l'État n'assume pas la responsabilité. Tant que vous n'aurez pas créé cet ordre, à la question que vous posez : que peuvent faire les catholiques pour leur pays? il n'y aura qu'une réponse : individuellement, priez et rendez-vous meilleurs; socialement, rien, parce que vous n'existez pas. »

M. Gilson n'a d'ailleurs pas fini de préciser en quoi consiste l'ordre catholique envisagé sous tous ses aspects. Les lecteurs de *Sept* ne l'ignorent pas. Mais il faut lui savoir un gré infini, je le répète, d'en avoir précisé l'esprit, en le concentrant dans cette formule : *catholique d'abord.*

Être dans le monde et n'être pas du monde, est assurément la tâche propre du chrétien, et du catholicisme tout entier. Du fait qu'une civilisation de plus en plus païenne nous entoure, nous pénètre subtilement de son atmosphère, nous risquons fort d'être à la fois du monde, et dans le monde. Là est le danger. Ce qui me paraît le plus important dans l'action de M. Gilson, c'est d'en avoir fait prendre aux catholiques une conscience plus aiguë, en leur montrant ce qu'ils sont, ou doivent être. Les conséquences sociales, politiques et autres s'ensuivront. Car on agit selon ce qu'on est et dans la mesure où l'on est ; l'action reflète l'être. Un catholique doit agir catholiquement, et ne peut agir qu'en catholique. Se séparer du monde et de ses maximes était l'œuvre urgente. Elle a été, et elle est encore accomplie courageusement. Cette fierté et cette liberté chrétiennes qui s'affirment dans la mêlée du monde, on ne les avait plus entendues affirmer

avec autant d'éclat depuis Lacordaire et Montalembert.

Mais il y aurait danger à en rester là. M. Gilson l'a bien senti. Il signale lui-même qu'il ne faudrait pas que cette attitude de séparation nous entraînât à former une sorte d'état dans l'État, à faire figure d' « émigrés à l'intérieur ». Être différents du monde et conscients de notre propre force, bien. Mais c'est pour mieux agir sur le monde.

Nul doute que M. Gilson, dans ce travail de refonte chrétienne qu'il accomplit, ne sache marquer avec autant de netteté les conditions de la collaboration que celles de la séparation.

Il l'a déjà fait d'ailleurs dans certains passages de son livre, par exemple en appliquant ses principes à la grave question de l'enseignement catholique. Car un « ordre catholique veut une pédagogie catholique, c'est-à-dire un système d'instruction et d'éducation marqué par des caractères propres ».

D'où une campagne ardente et courageuse en faveur d'un enseignement scolaire qui soit vraiment catholique : « La vraie liberté, l'enseignement libre ne l'aura que lorsqu'il sera libre, non seulement de ses programmes et du contenu de ses programmes, et de l'esprit dans lequel ces programmes seront enseignés, mais encore des examens et des grades qui les sanctionneront. Cette liberté-là, nous ne l'avons pas ; mais dans la faible mesure où nous pouvons la prendre, elle nous est plus précieuse que tout le reste. C'est pourquoi je crains tant d'en voir compromettre les faibles restes en courant après des avantages matériels dont je crains qu'on ne nous les fasse payer fort cher. »

Cette revendication d'une liberté absolue suppose évidemment que le niveau intellectuel, technique, de notre enseignement sera digne de l'idéal qu'il poursuit.

A ce sujet, M. Gilson n'a pas hésité, avec sa rude franchise, à dénoncer ce qui, dans notre enseignement catholique, lui paraît déficient. Certains le lui ont reproché, en soutenant qu'il ne convenait pas de faire, en public, le

procès d'une institution qui a déjà assez de difficultés, et qui, au surplus, a déjà accompli une tâche magnifique.

Il est vrai, dans l'ensemble, notre enseignement libre représente un effort héroïque de la part des catholiques qui le paient, et des maîtres qui s'y dépensent. Mais héroïsme et compétence sont deux choses. On ne peut pas exiger de nos maitres plus d'héroïsme, mais est-il défendu de souhaiter de quelques-uns plus de compétence? On ne calomnie pas l'enseignement libre parce que l'on conseille à ceux qui en ont la direction d'essayer de le mener à son point de perfection, d'exiger de ses membres le maximum au point de vue professionnel, et de s'imposer à l'attention de tous par une incomparable compétence. On montre au contraire par là quelle estime et quelle confiance sans borne il inspire.

C'est d'ailleurs une loi de la nature que toute institution, en vieillissant, tend à se scléroser et que toute la ferveur première de l'Esprit retourne en matière et se change en habitude. Que l'on secoue parfois ses habitudes ne peut être que profitable à l'institution elle-même. Chercher à les améliorer n'est point un crime. Nul ne nie les efforts accomplis. Le danger est précisément de se laisser hypnotiser par ces efforts et de ne plus voir l'hiatus entre ce qu'ils obtiennent et l'idéal qu'il faut atteindre.

M. Gilson a remis cet idéal sous nos yeux. Ce faisant, il a rendu un grand service à notre enseignement religieux en France. Nous souhaitons de voir les idées de M. Gilson se répandre dans le public catholique, pénétrer l'élite des intelligences, émouvoir les cœurs et concentrer toutes les volontés pour les conduire peu à peu, en centuplant leurs forces, vers la réalisation d'un Ordre Catholique.

Rome, 30-3-35.

M.-S. GILLET, O.P.,
Maître Général.

# La cause des martyrs d'Arcueil

Pendant la Commune, en 1871, le personnel de l'école Albert-le-Grand d'Arcueil : les Pères Captier, Bourard, Delhorme, Cotrault, Chatagneret, MM. Gauquelin, Voland, Gros, Marce, Cathala, Dintroz, Cheminal et Petit furent assassinés avenue d'Italie, le 25 mars, au moment où les communards étaient contraints de quitter le XIII[e] arrondissement de Paris devant l'avance des Versaillais. Le détail de ces faits a été souvent décrit et il ne saurait être question d'ajouter une description à la liste des descriptions. Cependant, au moment où les autorités de l'Église s'intéressent plus que jamais à la béatification et à la canonisation de ceux que la voix populaire a appelés tout de suite « les martyrs d'Arcueil », il ne sera peut-être pas inutile d'évoquer à nouveau la pure grandeur de leur sacrifice. C'est bien, en effet, en haine de la Foi qu'ils ont été assassinés.

***

Au premier abord on pourrait se poser une question pénible : Les Dominicains d'Arcueil et leurs auxiliaires ne furent-ils pas simplement victimes d'une tragique méprise? On était en pleine bataille de rue contre les Versaillais; on arrêta les religieux comme otages ou comme complices de l'ennemi; la passion politique les fit assassiner; la populace ne se souciait pas de religion, mais était enragée par sa défaite...

A qui aurait le triste courage de se faire le mauvais avocat de cette fausse apparence, un petit dossier tronqué pourrait même être fourni. « Le 17 mai, plusieurs événements eurent lieu qui émurent et inquiétèrent les insurgés.

A l'avenue Rapp, c'est-à-dire dans l'enceinte de Paris et à six kilomètres au moins d'Arcueil, une capsulerie faisait explosion. Dans le val de la Bièvre, divers postes avaient été enlevés à la baïonnette et sans bruit. Enfin, à quelques pas de l'École, le château de M. le Marquis de Laplace, transformé en caserne et occupé par les fédérés, avait été incendié. On voulut absolument que la communauté d'Arcueil fût pour quelque chose dans ces faits si dissemblables; il n'en fallut pas davantage aux fédérés pour décider une arrestation. » Voilà ce qu'écrit le propre supérieur des religieux massacrés, le T. R. P. L. Lécuyer, l'année même de l'événement (1). Utilisant, hors leurs proportions vraies, ces quelques phrases, on en tirera que les professeurs d'Arcueil, laïques ou ecclésiastiques, furent arrêtés simplement comme traîtres pendant des opérations militaires. D'une manière jusqu'à un certain point semblable, l'archevêque de Paris, Mgr Darboy, divers ecclésiastiques séculiers ou réguliers comme le P. Olivaint, furent retenus en otages. On a formulé sur ces otages ce jugement que leur mort fut celle de simples condamnés politiques et nullement un martyre religieux. On a même allégué fallacieusement qu'il se trouvait parmi eux un laïc, M. Bonjean, doyen des présidents de la Cour de Cassation, comme si un laïc, même après une vie éloignée de Dieu, ne pouvait devenir un jour un martyr!

Alors aux uns comme aux autres, à l'archevêque et à ses prêtres, aux confrères jésuites du Père Olivaint, aux dominicains et professeurs massacrés on appliquera ce jugement que Jules Simon trouvait assez flétrissant pour les bourreaux (2) : « Ces hommes ont tué pour tuer parce qu'ils tenaient dans leurs mains sanglantes des chrétiens et des prêtres... Quand les balles sifflaient à leurs oreilles... ils n'ont senti ni hésitation, ni remords. »

Sous prétexte que le massacre ne fut précédé d'aucune sentence motivée de condamnation, on laissera dans l'om-

(1) *Les martyrs d'Arcueil*, pp. 39-40.
(2) *Le Correspondant*, 25 mai 1896.

bre les causes exactes du crime. Il les faut bien pourtant préciser et savoir jusqu'où cette tuerie est un martyre.

***

Les victimes de la Commune ont eu le sentiment d'être d'authentiques martyrs de la Foi. On connaît le mot de Mgr Darboy à l'un de ses prêtres et compagnons de captivité sur leur mort possible : « On ne tuerait point, disait-il, parce que je suis Mgr Darboy et vous M. Un tel, mais parce que je suis archevêque de Paris et vous prêtre et à cause de notre caractère religieux. Notre mort serait donc un martyre. » De même le Père Olivaint et ses confrères, autre glorieux groupe de martyrs de la Commune, publient à maintes reprises leur sentiment : « J'en ai la douce et ferme confiance. Si Dieu fait de nous prêtres et religieux des otages et des victimes, c'est bien *in odium fidei, in odium nominis Christi Jesu* », écrit l'un d'eux, le Père Clerc (1). Avant de voir que les Pères d'Arcueil sont morts aussi, tout uniment, pour défendre leur Foi contre les incrédules, il est bon de remarquer l'importance primordiale de ce point pour déceler le véritable martyre.

Croit-on que pour être assuré qu'un homme est martyr il est nécessaire de connaître très exactement les sentiments du bourreau? Croit-on même qu'il est très nécessaire que le tortionnaire veuille attenter très exactement au caractère sacré du chrétien victime? Ce caractère surnaturel échappe partiellement à celui qui ordonne de martyriser un chrétien. Il est évident que si l'ennemi de la Foi connaissait exactement les beautés, bontés et vérités chrétiennes, il admettrait le christianisme plutôt qu'il ne s'appliquerait à lui nuire dans la personne d'un de ses adeptes. N'est-ce point une thèse de saine philosophie catholique qu'il y a une part d'erreur dans tout péché? Le péché des persécuteurs, des bourreaux du

(1) A. de Ponlevoy, *Actes de la captivité et de la mort des Révérends Pères*, Paris, 1871.

martyr, tout en supposant un acharnement contre les défenseurs de la religion, suppose donc une méconnaissance dans l'appréciation du caractère de la Foi chez ceux qui vont être massacrés.

Certes, il peut arriver que la haine de Dieu soit directe et forte. Mais on ne peut haïr Dieu, qui est sous le Souverain Bien, sous l'aspect même de Souverain Bien. Selon la psychologie morale de saint Thomas d'Aquin, on ne peut haïr Dieu que dans un jugement de valeur où l'on se met à la place de Dieu, l'aversion de Dieu ayant pour contrepartie essentielle, formelle, la conversion à des intérêts terrestres.

Qu'on se reporte par exemple à l'époque des grandes persécutions. Les saints martyrs de ce temps de l'Empire, ces martyrs essentiels dont le sang a été, si l'on peut dire, comme la base du merveilleux essor de la Foi dans tant de cités antiques, ces martyrs étaient considérés comme « athées », ou comme rebelles au service militaire, voire même au simple « service civil » de la vie du siècle. A prendre les choses par leur envers mesquin, l'Empire païen était une société qui rejetait ses insociables. Ces « insociables » n'en sont pas moins morts pour leur Foi ; tant il est vrai que ce qui compte avant tout en matière de moralité, ce n'est pas l'intention d'autrui, c'est l'intention qu'on apporte soi-même. L'acte, vice ou vertu — et vertu peut être héroïque jusqu'au martyre — est d'abord une activité de l'esprit, non une condition subie du dehors.

Ces grandes vérités, comment l'Église catholique pourrait-elle les méconnaître, quand c'est elle-même qui les enseigne? A-t-elle hésité à béatifier les martyrs d'Avignonnet : Guillaume Arnaldi et ses compagnons dans le Languedoc albigeois du XIII[e] siècle? Pourtant, mêlée à la croisade des réconciliations confiée aux Dominicains et aux Franciscains, il y avait avec son cortège d'exactions et de rancœurs toute la croisade, ou plutôt toute l'entreprise politique et voleuse des gens du Nord contre les gens du Midi. Qu'on cherche de tous côtés, jamais on ne trouvera de psychologies si nettes qu'une seule finalité rende compte d'un acte

à l'exclusion de tout autre principe d'action, bon ou mauvais. Même dans la vie des suppliciés — qui sait? à la veille de leur mort? — des actes apparemment sans sainteté ont pu se produire. Mais la grâce du martyre a racheté tout cela. Ainsi dans ce monde, *bonum et malum commixta sunt*; ce qui n'empêche pas ce monde d'être l'œuvre de Dieu, et, il faut bien le penser, finalement son triomphe.

Or les martyrs d'Arcueil sont morts après des journées de longues souffrances en offrant leur vie à Dieu. Au commandement qui les fait sortir de prison, les livrant à la fusillade : « Sortez un à un dans la rue », le Père Captier se retourne à demi vers ses compagnons : « Allons, dit-il, mes amis, pour le bon Dieu (1). »

*
* *

Mais dans le cas des victimes d'Arcueil, il se rencontre en leur faveur plus que leur propre générosité. Leur martyre est d'autant plus un martyre que les deux malfaisants personnages responsables de leur massacre ont expressément voulu atteindre par ce procédé une Foi catholique qu'ils détestaient. Directement et solidairement responsables apparaissent ainsi deux hommes du parti communard : le « colonel » Serizier et le « capitaine » Boin, dit Bobèche.

Serizier était un dévoyé. Ancien corroyeur, il avait abandonné femme et enfants. Sa pensée caractéristique était une haine solide de l'Église. « Cent fois tous les siens seraient morts de faim pendant les années qui précédèrent la guerre, si la bonne sœur Marthe de la rue Vaudrezanne ne les avait nourris. Lui-même se faisait assister par elle, ce qui ne l'empêcha pas de lui dire au début de la Commune : « M'avez-vous assez humilié avec vos charités! Mais mon tour est venu, je me vengerai. » Dès la fin du premier siège il s'était conduit en vrai bandit. Avec le 101e [bataillon] il avait pillé la sacristie des Petits-Clercs à Issy, et organisé une procession sacrilège où lui-même portait l'étole. Après le

(1) L. Lécuyer, *Les martyrs d'Arcueil*, p. 61.

16 avril, il prit possession de l'église Bréa [chapelle de l'avenue d'Italie] et en fit un corps de garde, une buvette et pis encore (1). » Serizier n'en voulait pas à ce que d'autres eussent considéré comme « les classes capitalistes et militaires ». Il était avant tout antireligieux. On l'avait même vu, le 18 mars (devant cette porte de prison où le 25 mai il décidera le massacre des dominicains), retourner, par une harangue magistrale, les sentiments furieux d'une foule qui voulait mettre à mort les généraux Chanzy et de Langourian (2). C'est seulement lorsqu'il s'agira des « calotins » que la vengeance de Serizier sera sans merci. Quant à son séide : Boin, dit Bobèche, ivrogne et débauché, il aimait à entendre crier ses enfants, « et comme il en avait un au berceau qui sans doute ne criait pas assez fort, il chauffait un sou qu'il plaçait tout brûlant dans sa petite main (3) ».

Arrivés à Arcueil, Serizier et ses soldats du 101e bataillon ne se contentent pas d'insulter les Dominicains et de leur crier, avec une légère confusion mentale : « Les Jésuites, nous les tuerons. » Ils préparent leur mauvais coup. Serizier tient avec son comparse Bobèche des conversations anticléricales et même profondément antichrétiennes. Il montre les religieux à Bobèche et lui dit : « Ces curés-là ne sont bons qu'à être rôtis. » — « Oui, répond Bobèche, ils abrutissent la population (4). » Ainsi Bobèche, première édition de Lénine et des sans-Dieu de l'U.R.S.S., disait déjà à sa manière : « La religion est l'opium du peuple. » C'est dans ces sentiments que Serizier promettait le 18 mai à ses soldats de leur donner satisfaction : « Nous en finirons bientôt, disait-il, avec tous les calotins. » Dès midi, il faisait arrêter tous les Pères et le personnel d'Arcueil. Les réflexions de la troupe pendant l'arrestation furent les suivantes : « Il faut

(1) Un anonyme (prêtre de Saint-Sulpice), *La mort du Père Captier et des Dominicains d'Arcueil*, pp. 11 et 12, Beauchesne édit.
(2) *Ibid.*, p. 15.
(3) *Ibid.*, p. 46.
(4) *Ibid.*, p. 45.

mener tous ces calotins et toutes ces béguines au bloc... non, il faut les mettre devant une mitrailleuse. »

Transférés, après un long calvaire, à la prison du 38, avenue d'Italie, les futurs martyrs retrouvent comme directeur de la prison le sinistre Bobèche. C'est dans un petit café d'à côté que le colonel Serizier et le capitaine Bobèche décident la mort des captifs, en buvant force rasades d'eau-de-vie. S'étant donné du cœur au ventre, Serizier se précipite dans la rue Chapelle : « Allons! des hommes de bonne volonté pour casser la tête aux calotins. » La bonne concierge, Mme Evrard, ne peut cacher son émoi. Serizier lui crie : « Vous êtes donc une dévote, vous? Eh bien, il y en aura assez d'autres, pour vous dire la messe. Ceux-là ne la diront plus (1). » S'acharnant sur les cadavres, les communards se livrent à des pantomimes significatives. Ils passent par exemple un scapulaire à un chien (2).

∴

La responsabilité du crime ne s'arrête pas aux comparses, pris de vin, affolés par l'odeur du sang et le bruit des balles tout autant que mus par un anticléricalisme de la plus basse nature. Cette responsabilité se concentre davantage encore sur les têtes de Boin, dit Bobèche, l'antireligieux directeur de la prison, et sur le colonel Serizier, principalement animé par la haine de la Foi. Elle remonte même plus haut.

Les sociologues modernes, en effet, peuvent apprendre quelque chose aux plus traditionnalistes des moralistes chrétiens. C'est que, par-delà la responsabilité formelle et spirituelle au premier chef qui intéresse d'abord la morale chrétienne, en dessous de la pure « source » de religion, il existe aussi (spirituelle encore mais à la manière d'un automatisme au moins en train de se faire), l'autre des deux

(1) *Ibid.*, pp. 69-70.
(2) *Ibid.*, p. 76.

« sources » de la morale et de la religion dont parle H. Bergson. En ce bas lieu de la vie de l'esprit, religion et morale sont coagulées dans une masse. Cette spiritualité par en bas peut se manifester dans l'esprit d'une caste, dans les racismes, où cette mentalité collective a bien son genre de responsabilité. Cet esprit-là risque de présenter au moraliste plus de fautes que de mérites, car il est rarement mystique, rarement chrétien. Cet esprit de la bête, ou plutôt du troupeau de bêtes! cause les révoltes contre les purs, les massacres dont les saints deviennent les martyrs. Cet agrégat anticlérical, on le connaît assez en maintes circonstances historiques. L'histoire de l'anticléricalisme en France, décrite par H. Weill, le montre grossissant à la veille de la Commune, sous le second Empire. Et il est déjà aussi antireligieux que simplement anticlérical. De cet esprit de la foule, dont il n'a ni assez de culture, ni assez de morale pour se séparer, Serizier, tout comme ses comparses de l'avenue d'Italie, malgré ses galons de colonel, n'est qu'un participant et un exécutant. Un Serizier, qui se croit meneur, n'est qu'un meneur mené, un bas « héros », simple haut-parleur pour basse multitude.

Dans cette misère spirituelle, les plus grands responsables sont peut-être plus éloignés dans le passé. Ne sont-ce point ceux qui ont jeté en circulation les idées néfastes? On trouverait Voltaire qui a passé aux sociétés de pensée et aux clubs révolutionnaires son mot d'ordre : « Écrasez l'Infâme ». On trouverait, par delà, « la crise de la conscience européenne » décrite récemment par M. Hazard, c'est-à-dire cette époque qui va de 1680 à 1715 et qui prépare le XVIII[e] siècle voltairien. Là, les pré-responsables de la mort des martyrs d'Arcueil on ose presque les identifier encore. Ils s'appellent Richard Simon, le bibliste douteur et Pierre Bayle l'érudit hypercritique. Cette crise de conscience européennne, elle remonte même bien plus haut. On la trouve à l'université européenne de Paris, au temps même de Thomas d'Aquin et d'Albert le Grand qui fut aussi le temps de Michel Scot et de Siger de Brabant.

Alors si l'on considère toute la masse d'opinions antica-

tholiques qui descend de siècle en siècle et de niveau social en niveau social, on a l'impression, justifiée, d'un torrent ou d'une avalanche. Elle détruit au passage — ou rêve de détruire! — les dominicains d'Arcueil, comme elle cherche à submerger bien d'autres réalités spirituelles. Ces martyrs eux-mêmes nous apparaissent défendre une barricade, autre il est vrai que ces barricades de la Commune où leurs bourreaux avaient prétendu un moment les entraîner. Ils sont des soldats dans une bataille pour les cimes de l'esprit, dans une bataille mystique, *milites Christi*, soldats au premier rang, au poste périlleux entre tous, au poste le plus nécessaire aussi à la victoire. Ils font partie de la grande armée des évangélistes de ce pays; car leur sang à eux aussi sera, dans les circonstances que Dieu fera, semence de la Foi. Saint Denys, le décapité de Montmartre, n'est pas le contemporain des religieux et professeurs d'Arcueil. Cependant ils sont, tous, plus que compagnons d'armes. Tous ensemble, Église militante et triomphante du Christ, ils s'unissent dans ce corps mystique où ils ont une place éminente, éminemment martyrs d'une cause où n'intervient aucune considération terrestre.

M.-M. Gorce, O.P.

# Le Mystère de la Messe [1]

Il semble qu'Henri Ghéon n'ait guère fait qu'emprunter un thème à Calderon de la Barca, et que sa part ici soit grande. La réussite, — il fallait qu'elle fût parfaite, — exigeait non pas seulement des qualités d'excellent adaptateur, mais la plus délicate maîtrise.

Le chœur des ignorants s'avance, allant à la messe, et soucieux de bien la suivre, mais il avoue son ignorance : ils lisent, ils regardent, mais ils ne voient que noir sur blanc, et n'entendent pas le sens des mots; ils voient des gestes, ils perçoivent des chants, mais ils ne savent ce que cela veut dire. La Sagesse va les éclairer, en faire les spectateurs du Mystère

*Qui prend source au péché d'Adam, se consomme à la Cène et ne finit plus :*

*Le Saint Mystère de la Messe, de la Sainte Messe éternelle,*

*Éternellement célébrée pour le salut éternel des pécheurs et pour la gloire éternelle de Dieu*

*Par Jésus-Christ, Offrande et Sacrificateur, Prêtre et Victime.*

Ce sera donc Adam qui apparaîtra d'abord, image du premier temps de la messe; Adam après la chute, devant l'autel, demandant que joie et jeunesse lui soient rendues, et confessant sa faute. Puis c'est, pour le second temps, Moïse monté à l'autel, implorant la miséricorde et proclamant la gloire de Dieu. Et Jean le Baptiste, et le chœur des Juifs, dont saint Paul viendra prendre la tête, tandis que Pierre et Jean guideront le chœur des Gentils; et le Christ...

Ainsi le grand drame de la messe est mis en mystère scé-

(1) De Don Pedro Calderon, adapté par Henri Ghéon.

nique, montré, figuré ; — à l'offrande, le chœur même des fidèles accédera à la scène : moissonneurs, vendangeurs, ouvriers d'atelier et d'usine, hommes de bureau, d'étude et de comptoir, apporteront la gerbe, la grappe, les outils, des pièces de drap, des mètres, des livres... Aux yeux des ignorants sont ainsi restitués le sens, chargé des souvenirs de toute la Sainte Histoire, le drame même, la vie profonde du Sacrifice.

On voit combien grande était la difficulté : suivre les paroles de la messe, reprendre chaque prière, chaque geste, et cependant, pour qu'on voie, pour qu'on entende, leur prêter une nouveauté : ne rien apporter qui soit autre, ou même qui soit nouveau, et redonner la fraîcheur du neuf à ce que l'habitude a peut-être terni d'un vieillissement dans les cœurs. Il y fallait et l'écrivain le plus sûr, et le fidèle le plus instruit. Il fallait le sens de la langue et de la poésie, de la parole forte et fraîche, qui rend aux mots leur efficace ; et davantage peut-être : un mouvement du cœur.

Henri Pourrat.

# A TRAVERS LES REVUES

## Notes incohérentes sur l'Action

Elles sont de Raymond de Becker dans la **Cité chrétienne** du 5 avril.

Citons quelques fragments dans leur incohérence... et dans leur vérité.

Le besoin d'action naît au cœur même de la contemplation :

Pour le chrétien, à mesure même que croît sa vie intérieure, une poussée toujours plus violente le pousse à agir. Il est tiré par une force inconnue, irrésistible, hors du silence, hors de la solitude.

Et dès qu'il commence à agir, quelle nouvelle solitude, plus dure à supporter :

L'homme d'action chrétien est seul. Il est incompris de la masse des catholiques à qui ses préoccupations sociales sont étrangères. Il est incompris de la masse des incroyants à qui ses préoccupations religieuses sont étrangères.

Et cependant...

il se sent intimement lié à cette foule, par des liens qu'elle-même ignore. L'homme d'action chrétien est à la fois « solitaire et social ». Il sent qu'il incarne les aspirations les plus profondes de cette foule.

L'homme d'action chrétien lutte pour révéler l'homme à lui-même en faisant naître Dieu en lui, pour la transformation de la cité terrestre, en instaurant le Christ en elle, autant qu'une cité peut être chrétienne sur cette terre. Tout notre effort est, par charité, de rechercher la justice de Dieu.

Nous connaissons bien toute l'importance de la justice, mais on nous accusera toujours de n'agir que « par charité ». Nous ne le

faisons pas, mais incontestablement il y a décalage entre notre action dans le monde et notre recherche de Dieu : le décalage même qu'il y a entre Dieu et le monde.

Et la difficulté de notre tâche, c'est que la charité divine nous lie dans notre travail terrestre. Disons-le simplement : les révolutionnaires chrétiens ne peuvent pas être révolutionnaires comme les autres.

Les mystiques de la violence et de la révolution prolétarienne croient pouvoir faire disparaître l'injustice en supprimant ceux qui l'incarnent pour l'instant. Mais pour nous, chrétiens, il nous est dit d'aimer nos ennemis et il nous faut absorber en nous-mêmes toute la souffrance du monde avant d'avoir le droit de porter la souffrance dans la chair de l'adversaire.

## *Memento des Revues*

**Nouvelle Revue Théologique**, avril 1935. — R. Boigelot : *L'Église et le socialisme.*

Cet article fait suite aux études du même auteur sur *L'Église et le Capitalisme* que nous avons signalées en leur temps (octobre 1934). Voici la conclusion :

« Le devoir du catholique est de reprendre au socialisme les éléments de vérité chrétienne indéniable qui y sont recélés et que l'Église nous y a montrés, de les intégrer dans une doctrine constructive et de travailler, plus que quiconque, à les réaliser dans la société. »

**Nova et Vetera**, janvier-mars. — Charles Journet : *Les destinées du royaume de Dieu.*

« La certitude que, malgré les attaques des ennemis du dehors, malgré les défaillances et les trahisons des ennemis du dedans, le royaume de Dieu s'actualise constamment au cours de l'histoire est bien capable d'enlever du cœur des fidèles toute attente fiévreuse de la fin du monde... ; mais aussi d'enflammer chaque jour davantage en eux le désir pur, désintéressé, immense de la venue définitive du Seigneur. »

## QUESTIONS POLITIQUES ET SOCIALES


CIVIS. *Des foyers vides à la nation armée.*

ÉLISABETH TASSET-NISSOLLE. *A propos du vote des femmes : Emmeline Pankhurst et le mouvement suffragiste anglais.*

La question du vote des femmes se pose en France. On évoque les « suffragettes » d'outre-Manche. On en souriait alors... Respectait-on assez l'héroïsme et la soif de justice qui se cachaient sous le ridicule, parfois touchant, des manifestations?

A.-D. TOLÉDANO. *A la veille de la Conférence de Stresa.*

M. LALOIRE. *Lettre de Belgique : L'expérience Van Zeeland.*

De grands espoirs sont fondés sur cette expérience.

Dr K. TÜRMER. *Tragédie de la Jeunesse allemande.*


## *DOCUMENTS*


***La politique démographique et raciste de l'Allemagne nouvelle.***

Conférence du Dr Grosz organisée par le service de politique extérieure du parti national-socialiste, le 21 mars 1935.

***A travers les revues :*** Choisir.

*Billet de Civis*

# Des foyers vides à la nation armée

*Le rétablissement des deux années de service militaire a suscité en divers milieux une série de protestations dont on a peine à comprendre l'utilité. Car comment s'élever contre une nécessité au moins provisoire ? Nous entendons bien que les protestataires nient cette nécessité même. Mais leurs arguments consistent à critiquer un passé sur lequel nous n'avons plus aucun pouvoir — l'homme récolte toujours ce qu'il a semé — ou à proposer maints systèmes qui ne vaudraient qu'à l'avenir, un avenir toujours hypothétique, alors que, pour le présent, l'appel à l'inconnu n'est pas une raison. On ne se garde pas d'une inondation menaçante en projetant de grands travaux dont l'exécution demanderait plusieurs années. Ainsi, devant les faits actuels ne peut-on arguer de ce qui pourrait les modifier en 1938 ou 1940.*

*Ce qui ne laisse pas de surprendre, c'est le grand nombre d'esprits qui nous organisent — sur le papier —, par une série d'ukases, la défense nationale et lèvent, d'un clin d'œil, l'armée de métier qui nous manque, sans égard au temps nécessaire à la constituer. Il fallait soulever cette revendication en 1920 ou 1925; peut-être alors eût-elle abouti, d'autant*

*que tous nos grands chefs militaires y étaient et y sont encore favorables :* Civis *en a recueilli maints témoignages ; le rappeler est justice. Mais alors, on les critiquait, et il serait facile de montrer textes en mains la volte-face de quelques-uns ; plus facile encore de rappeler maintes théories d'antan qui vantaient les supériorités démocratiques de la « nation armée », sans prévoir les « guerres d'enfer » qui en naîtraient, simplement parce que le système de la conscription était conforme à la tradition révolutionnaire qui l'a enseigné à l'Europe entière.*

*Une forte armée de métier, supposé qu'on s'y mette, peut alléger le fardeau dans trois ou quatre ans. Pour les années 1935 à 1938, ce ne peut être une solution.*

*Douze mois de service militaire n'ont rien d'agréable, quand douze autres mois les ont précédés. Si les peuples prenaient une conscience vive de l'absurdité et, pour tout dire, de la sauvagerie propre au système socialiste de la nation armée, ce serait tout gain. Mais, pour ce qui nous concerne,* Civis *ne parvient pas à comprendre que nul, en France, ni dans la nation, ni au gouvernement, n'ait indiqué, pour y porter remède, l'essayer au moins, la cause principale. Elle se dégage de quelques chiffres que nous prenons à l'hebdomadaire* Familles de France. *Il s'agit du nombre des naissances :*

| | *en France et Als.-Lorraine* | *en Allemagne* |
|---|---|---|
| 1913 | 790.000 | 1.606.000 |
| 1914 | 753.000 | 1.588.000 |
| 1915 | 480.000 | 1.207.000 |
| 1916 | 382.000 | 899.000 |
| 1917 | 410.000 | 817.000 |
| 1918 | 470.000 | 829.000 |
| 1919 | 503.000 | 1.173.000 |
| 1920 | 833.000 | 1.545.000 |
| 1921 | 811.000 | 1.522.000 |
| 1926 | 767.000 | 1.227.000 |
| 1932 | 722.000 | 978.000 |
| 1933 | 682.000 | 956.000 |
| 1934 | 575.000 | 1.171.000 |

*Avec ces chiffres, tout est dit, pour le présent et pour l'avenir. Certains nous disent : Soyons forts. Et nous n'y contredirons pas. La force est une vertu, supposé qu'elle soit juste, et la faiblesse ne vaut rien à un peuple. Mais la pire faiblesse vient de cette blessure secrète par où la vie se retire peu à peu, alors que Dieu l'a donnée aux hommes afin qu'ils la communiquent et qu'elle rejaillisse en vie éternelle. Par le refus des égoïsmes humains, les deux patries, de la terre et du ciel, sont l'une après l'autre lésées. Ainsi le vrai problème humain se pose-t-il, bien au-delà des controverses actuelles.*

CIVIS.

# A propos du vote des Femmes

## Emmeline Pankhurst et le mouvement suffragiste anglais

On se tromperait fort si l'on croyait que la conquête des libertés politiques fut, pour la femme anglaise, l'aboutissement nécessaire d'une suite normale d'événements. Bien au contraire, elle fut le résultat d'une longue lutte. Des éléments tragiques et tragi-comiques s'y trouvent mêlés, des erreurs, des périodes d'avance et de recul. On y voit l'inexpérience voisiner avec l'héroïsme, la fougue avec l'esprit d'organisation, le jaillissement imaginatif avec la volonté réfléchie. Mais le mouvement présente des caractères bien définis. En suivant ses fluctuations, surtout dans sa période militante, nous parcourrons des yeux une des pages les plus colorées de l'histoire du parlementarisme anglais.

En général, on s'accorde à découvrir les premiers indices des aspirations nouvelles dans la brochure de Mary Woblenstonecraft, *Revendication des Droits de la Femme*, publiée en 1792. On les retrouve aussi dans la *Charte des Libertés et Droits* de 1832, qui en fait expressément mention. Mais ces manifestations ne sont que théoriques et fragmentaires. Deux périodes divisent l'histoire du suffrage féminin : l'une de préparation, qui va jusqu'aux

environs de 1850, l'autre, militante, qui va de cette date à nos jours.

Cherchant son expression dans la philanthropie ou dans les lettres, la poussée de la première période ne réussit pas à atteindre la vie parlementaire ni à émouvoir l'opinion. Qu'il y eût éveil de l'âme féminine, c'était indéniable. Mais on en discourait encore dans les hauteurs.

Et même en 1857, le problème semblait encore suspendu entre ciel et terre. Lorsque John Stuart Mill fait au Parlement son fameux discours de 1867 sur le suffrage des femmes, il ne quitte pas le plan de la justice et du droit abstraits.

Un demi-siècle sera nécessaire pour que les impulsions divergentes se concentrent en une seule, et que les femmes comprennent la nécessité de porter leur effort sur un point unique. Beaucoup d'entre elles, et non des moindres, s'étaient déjà usées dans les tâtonnements, les compromis stériles et les échecs. Si le droit doit prendre corps et devenir réalité, si les principes doivent trouver leur application, il faut réduire les buts poursuivis et aller à l'essentiel, c'est-à-dire au suffrage. Parmi les femmes qui se vouèrent à cette tâche, une surtout s'identifia avec son achèvement. Elle avait des dons, une âme d'apôtre, une grande soif d'activité. Elle exerça un ascendant notoire. Par son moyen, bien des résistances en réserve furent jetées dans le creuset de la révolte, avec une masse considérable d'énergies bouillonnantes et neuves.

Emmeline Goulden était née à Salford, près de Manchester, dans ce comté de Lancashire qui fut si fortement mêlé à tous les épisodes de l'histoire sociale anglaise. Très jeune encore, elle épousa Richard Marsden Pankhurst, docteur en droit et avocat au barreau de la région. En dehors de ses obligations professionnelles, Richard Pan-

khurst s'occupait activement de politique, s'employant dans les litiges locaux, soutenant les causes qui lui semblaient lutter pour le redressement de vieilles erreurs. Il a un sens aigu de la justice, il ne se ménage pas pour autrui. On le voit chercher à fonder des écoles populaires, préconiser la nationalisation des terres et des usines, l'abolition de la guerre, etc. C'était ce qu'on appelait alors un radical, — terme qui ne correspond point au nôtre. Parallèlement à son amour du bien public, le parti radical professait des idées anti-monarchiques, des notions familiales élargies, un déférent mais ferme agnosticisme religieux. Aider les opprimés, combattre l'injustice, — programme qui prend figure de religion. Dans l'agnosticisme du Dr Pankhurst transparaît un élément positif — un seul — et qui demeure de valeur : l'obligation de travailler pour le prochain. On verra quel rôle important il joua dans la destinée d'Emmeline.

Plus âgé qu'elle de vingt ans, Richard Pankhurst n'eut pas de peine à former sa compagne dans le sens de son propre humanitarisme. Intelligente, elle ne demandait qu'à apprendre. Ardente, elle se lançait fougueusement dans les voies que lui ouvrait son mari. Car tout en cultivant l'esprit de la jeune femme, Richard Pankhurst l'initiait à la vie publique. Plus tard, elle avoua n'en pouvoir souffrir aucune autre. Était-ce un souvenir qui la hantait lorsqu'elle se dépensait follement pour « la cause »? Dans ses exaltations comme dans ses résistances, il ne serait pas difficile de retrouver l'influence de cet amour. Toutefois, pendant les premières années de son mariage, elle n'est que l'épouse dévouée qui suit passionnément les campagnes politiques de son mari. Dans les villes du Nord, autour de Manchester, elle se multiplie. Où ne voit-on pas son petit chapeau de paille rose? il a fini par devenir célèbre. Elle se tient sur l'estrade, veille à la bonne tenue

des meetings. Sa grâce, son joli visage aux yeux de violettes, lui valent une immense popularité. Le vin du succès la grise peut-être un peu ; d'autre part elle fait preuve de courage, elle ne se lasse pas de se dépenser pour autrui. Que l'on prépare des réunions de bienfaisance (elle est de bonne heure au Comité d'Assistance Municipale) (1), qu'il soit question de présenter un candidat libéral, de recevoir une députation, de dénoncer publiquement quelque abus, Emmeline Pankhurst figure invariablement au premier rang. En même temps, elle acquiert l'expérience de la versatilité inconsciente des foules : un jour elle est accueillie à coups de pierres, une autre fois elle manque d'être roulée dans un tonneau.

Bientôt Manchester et sa région ne suffisent plus aux Pankhurst. Ils s'installent à Londres, dans une vaste et commode maison où ils comptent recevoir leurs adeptes et faire de la propagande pour leur parti. Rapidement, en effet, leur salon devient le lieu de rencontre de personnalités marquantes, tant d'Angleterre que d'ailleurs, toutes occupées à réformer le monde. On y rencontre William Lloyd Garrison, l'apôtre des noirs, Annie Besant, Louise Michel, Henri Rochefort, le décorateur Morris, et Mulvi, dont on dit qu'il enseigne l'hindoustani à la Reine, et dont les robes fastueuses rehaussent l'éclat des réceptions.

Dans ce tourbillon, quatre enfants grandissent, servant aussi le bien public. Dès l'âge le plus tendre, on leur a appris à se rendre utiles ; ils rangent les chaises pour les réunions, dessinent des écriteaux — ici, le thé —, recueillent le produit des collectes dans de minuscules sacs de satin. Certains soins leur manquent peut-être, de par

(1) *Poor Law Guardian.*

ailleurs. Mais ne faut-il pas habituer les enfants à ne compter que sur eux-mêmes?

Au premier plan des grandes causes dont les Pankhurst se sont faits les champions figure le vote des femmes. On se répète les nobles paroles de John Stuart Mill : « Nous avons eu la moralité de la soumission et celle de la chevalerie ; mais l'heure est venue pour celle de la justice. » Toutefois aucun progrès n'a été fait dans ce domaine. Au contraire, la situation accuse un recul.

En 1867, Disraeli étant au pouvoir, les conservateurs avaient présenté un projet de réforme électorale, dit *Reform Bill*, qui donnait le droit de vote à une certaine classe de locataires, ainsi qu'aux moyens et petits possesseurs d'immeubles, dans les villes. Cet élargissement avait été fort discuté. Mais il en appelait un autre qui le fut davantage. Les libéraux, venus au pouvoir à leur tour avec Gladstone en 1885 et 1886, cherchèrent à renchérir et à aménager le *Reform Bill* de telle sorte que les métayers et ouvriers ruraux bénéficient de ses avantages. Les sociétés suffragistes en profitent pour faire ajouter au texte un amendement concernant le vote des femmes. Malheureusement, par un de ces hasards néfastes dont l'histoire du mouvement est remplie, la mesure dépend de Gladstone, qui ne peut souffrir l'idée d'une participation des femmes à la vie publique. Il dissocie l'amendement. En outre, le *Reform Bill* doit subir une refonte avant de repartir pour son va-et-vient de présentation. Il reviendra dans le champ de la discussion ; mais en ce qui concerne les suffragistes, c'est d'ores et déjà l'échec complet.

A dire vrai, la question n'était simple qu'en apparence. Le suffrage, au moment qui nous occupe, n'appartenait pas à tout homme, il n'était pas le corollaire de la notion d'individu. Reposant sur des bases concrètes — dont les

principales sont la propriété, les impôts, le prix du loyer et le temps du séjour —, il s'établit par paliers successifs et s'appuie sur une échelle de catégories où se retrouvent les vestiges de systèmes périmés et bon nombre des anciens privilèges aristocratiques. Ces restrictions furent abolies avec le temps. Mais lorsque les femmes cherchèrent à obtenir le suffrage pour leur propre compte, elles ne rentraient dans aucun des cadres établis. Non seulement le principe, mais les modalités de son application restaient complexes. L'accorderait-on aux femmes célibataires seulement ? Considérait-on que les autres sont suffisamment représentées par leurs maris ? Dans ce cas il conviendrait logiquement de soutenir que les employés sont représentés par leurs patrons, les ouvriers par leurs directeurs, les paysans par les *landowners* et les fils par leurs propres pères. Un parti de gauche n'accepte pas cette façon de voir. Appliquerait-on alors la règle du suffrage adulte, égale pour les deux sexes et indépendante de la propriété ? Dans ce cas on verra les conservateurs s'opposer à son établissement. Ainsi dans le sein même du féminisme les avis étaient partagés.

Consternées d'abord par l'échec du *Reform Bill*, les suffragistes ne tardent pas à se reprendre et à examiner de plus près les méthodes du jeu parlementaire. N'étaient-elles pas trop ignorantes de ses règles et procédés ? Elles se tenaient sur le terrain du droit, elles compulsaient des textes, elles discutaient sur le sens du terme saxon *man*, elles évoquaient des principes et des précédents. Or, de quoi s'inquiétait l'adversaire ? Les conservateurs affirmaient que les voix des femmes s'en iraient aux libéraux, et les libéraux qu'elles s'en iraient aux conservateurs. Obscure impasse... Chaque parti se cramponnait au *statu quo*, craignant de favoriser l'ennemi. On avait compté cent députés favorables au suffrage des femmes : lorsque

Gladstone manifesta son opposition, en 1870, il n'en resta plus un seul.

Mais n'était-il pas grand temps d'abandonner le terrain de la théorie? En 1898, un front de bataille réussit à amalgamer ses formations. Les diverses sociétés provinciales de suffrage ou d'intérêt féminin fusionnent en une seule qui prend le nom d'*Union Nationale pour le Suffrage des Femmes*. A la tête : Mrs. Henry Fawcett. L'organe reçoit une constitution démocratique et une armature aux cadres solides. L'épée de Siegfried est forgée.

Cependant les choses ne prennent pas meilleure tournure. Les ministres refusent de recevoir les déléguées, les sous-secrétaires d'État ne répondent pas aux lettres. De sournoises oppositions jouent dans les couloirs. D'insaisissables ennemis défont l'écheveau savant des combinaisons. De 1892 à 1895, chaque tentative sombre dans le ridicule et le silence. Le ton de l'opposition est d'ailleurs celui de la plaisanterie. Pour les membres de l'Union, un journaliste trouve ce nom qui fait fortune : les suffragettes. Tout comme brunette, ou comme omelette, il n'évoque à des oreilles anglaises rien que d'aimables échos, voire des souvenirs vaguement parisiens.

Tout semble perdu jusqu'à l'aurore de 1903. A ce moment, un soulèvement ayant éclaté dans le Nord, parmi les ouvrières du textiles, la question de l'égalité des salaires se pose à nouveau devant le parti ouvrier. Les travaillistes indépendants, I.L.P. (1), sont maintenant constitués en groupe. Les syndicats reprennent vite. Keir Hardie, cœur généreux, nature droite, se déclare prêt à présenter les revendications des femmes aux Communes. On forme une députation. Une pétition est envoyée à Westminster, portant 67.000 signatures.

(1) I. L. P., *Independant Labour Party*.

Mais l'adversaire se renforce de son côté, bien résolu à ne pas céder un pouce de terrain. Sa tactique c'est l'obstruction. Les orateurs, qui veulent soutenir l'amendement féministe, ne trouvent plus l'occasion de se faire entendre. On espérait, lors du passage de Bill, qu'il y aurait au moins discussion. Derrière les grilles de la tribune réservée aux femmes, Emmeline Pankhurst attendait. Elle n'assiste à rien de moins qu'à l'étranglement de son projet. La bassesse du procédé fait monter en elle une longue vibration de colère. A la porte, elle improvise un meeting de protestation. La preuve en est faite, dit-elle, les vieux sentiers ne conduisent plus nulle part. Les travaillistes indépendants abandonnent nos revendications. Ce qu'il faut, c'est une organisation féminine plus active que la précédente, avec plus de vigueur dans la direction, plus de rapidité dans l'exécutif. Et, en animatrice incomparable qu'elle est, elle réussit à entraîner de son côté la meilleure partie des militantes. *L'Union Politique et Sociale des Femmes* est fondée. On la connaîtra sous les initiales fameuses, W.S.P.U. (1). Nous sommes à l'aube des grands jours.

Laissant l'ancienne Union à ce que les nouvelles ligueuses appellent son petit trot somnolent, les W.S.P.U. entrent immédiatement en campagne. Justement une importante réunion électorale doit avoir lieu à Tree Trade Hall, Manchester. Elle sera présidée par Sir Edward Grey, qui fit autrefois des promesses aux suffragistes... et les oublia sitôt au pouvoir. Après son discours, Annie Kenney se lève et demande à quel moment l'orateur entend s'occuper du vote des femmes. Des cris éclatent de toutes parts. Au lieu de répondre, Sir Edward Grey se dérobe. Mais la question lancée a eu pour effet de mettre la foule

(1) *Women's Social and Political Union.*

en rumeur. Les assistants discutent, se déclarent pour ou contre. On n'écoute plus l'orateur. Les suffragistes sentent qu'elles viennent de gagner un point.

Elles le sentent si bien qu'elles adoptent désormais l'interruption calculée comme tactique de leur association. Avec une incomparable sûreté d'instinct, elles vont mettre au service de leur cause cette énorme force, la publicité. La W.S.P.U. dépêche aux réunions ses émissaires. Des bandes de calicot sur lesquelles se lisent les mots : « Vote pour les femmes », sont subitement déroulées du haut des tribunes et produisent grand effet sur les auditeurs. De gré ou de force, l'attention du public est ramenée à la question pendante. Les W.S.P.U. ont soin d'emporter plusieurs bandes, et de remplacer au fur et à mesure celles que la police saisit. De petits drapeaux qui se déroulent rapidement, mus par un système ingénieux, jettent dans les yeux de l'orateur la même obsédante formule : « Vote pour les femmes ». Asquith est ainsi « interrompu » à Scheffield, Campbell-Bannermann à Liverpool, Llyod George à Chester. Ailleurs c'est Winston Churchill qui n'arrive pas à se faire entendre parce que des cloches de pâtissiers ambulants, subitement mobilisées, s'agitent sans arrêt dans la salle. D'autres fois, c'est l'une des militantes, bien connue par sa voix de stentor, qui se présente au seuil du hall et invite les auditeurs à venir l'écouter sur la place. La foule avide de nouveauté s'y précipite. Et le conférencier demeure seul devant sa carafe et son verre d'eau.

Malgré ces incidents, le gouvernement persiste dans son attitude d'indifférence. Par mesure de prudence les chefs de parti font imprimer des cartes d'admission, qui devront être présentées à l'entrée de leurs réunions. Instantanément des presses clandestines produisent des cartes semblables. Les salles sont, comme par le passé,

envahies. Passe encore pour la propagande dans les rues, les coches ornés d'affiches, les attelages bariolés, les parapluies timbrés de devises, les trottoirs couverts d'inscriptions à la craie, pour le cerf-volant qui se balance au-dessus des Communes, et le petit vapeur qui bat le flot devant les fenêtres de Westminster. Mais un ministre n'est plus en sécurité nulle part. Défend-on la porte aux suffragettes? C'est par la fenêtre qu'elles entreront. Elles se cachent dans les cheminées, les décors de théâtre, les buffets d'orgue. Et soudain, c'est le déroulement du petit drapeau à déclic, réclamant les droits de la femme. Si encore elles s'en tenaient à ces bagatelles : mais à leur fécondité imaginative les militantes joignent un réel courage, qui les porte à des actes plus inquiétants. On le vit bien à Dundee, puis à Edinbourg. D'importantes forces de police avaient entouré, dès la veille, une salle où Lord Haldane devait parler. « Croyez-vous, écrivait un journal écossais avec sa froide malice tranquille, que le ministre soit préoccupé des manœuvres du parti adverse? Que nenni... Il a en tête une seule idée : que vont inventer les suffragettes? »

De fait, la réunion avait à peine commencé qu'on entend voler en éclats les ardoises de la toiture. Munies de hachettes, et débouchant des cheminées qui leur avaient servi d'abri pendant la nuit, deux W.S.P.U. besognent pour s'ouvrir un passage vers l'intérieur, par le chemin que prit le paralytique de l'Évangile. On s'en va quérir les pompiers. Ruisselantes, les démolisseuses n'en continuent que plus vigoureusement leur travail. On fut forcé de renoncer à la séance. Comment, d'ailleurs, aurait-elle pu avoir lieu? Des mégaphones électriques, installés dans les maisons voisines, inondaient la scène de leurs mugissements.

Utilisant tous les éléments qui viennent à elle, Emme-

line Pankhurst délègue maintenant dans les salons des femmes du monde, que leur élégance met à l'abri de tout soupçon. Au cours de la soirée, c'est la surprise, le déploiement du drapeau, le cri détesté. Le ministre est inondé d'une pluie de confetti, du genre « Vote des femmes ». En l'une de ces occasions, il veut saisir l'intruse par les épaules pour la pousser dehors. Il se prend les pieds dans la robe à traîne et s'étale sur le parquet. Ce n'était point encore tragique, mais c'était déjà odieux.

Cependant Campbell-Bannermann, devenu chef de cabinet, consent à recevoir une députation. Elle est composée de femmes membres du parti socialiste-coopératif, auxquelles se sont jointes les déléguées des deux Unions. Le Premier se montre conciliant : « Vos raisons sont irréfutables... » Mais en même temps, il s'étend sur les difficultés de l'époque, les dangers de la témérité, l'avenir et ses incertitudes. Il résume ses conseils en un seul, attendre. Emily Davis lui fait remarquer qu'elle attend depuis cinquante ans.

Plus amère encore la déception qui suit la décourageante entrevue. Cette année-là, le Discours du Trône ne contient aucune allusion aux revendications suffragistes. Légalement et effectivement, une moitié de la nation n'existe pas. L'indignation soulève les ligueuses. Elles jurent de mettre un terme à ce silencieux mépris, en levant l'étendard de la révolte.

Quand donc le Parlement se rassembla pour la session d'octobre 1906, il trouva les forces de la W.S.P.U. massées en formations serrées devant ses portes. Emmeline Pankhurst fait passer à l'intérieur une note : Le gouvernement envisage-t-il l'introduction d'un projet de vote pour les femmes ? La réponse revient, négative. Alors la première attaque d'envergure se produit. Une femme se dresse pour parler. Les grilles sont franchies, la police

accourt. Renversées, piétinées, traînées par les cheveux, les manifestantes sont refoulées dans les rues d'alentour, puis jetées dans des voitures et conduites à la prison de Holloway.

Là, Emmeline Pankhurst tient tête aux magistrats, revendiquant la pleine responsabilité de ses actes. Son âme ardente éclaire l'horizon. Que réclame-t-elle qui ne soit juste? Elle est dans la tradition d'une nation libérale à gouvernement parlementaire, qui considéra toujours les droits de la personne comme sacrés. Ce que la W.S.P.U. a inscrit à son programme, ce n'est point la guerre des sexes, mais l'amélioration du sort de la femme, la protection de l'épouse et de la mère, la participation à la gérance du bien commun, — *commonwealth*, — qui est le patrimoine de tous. Faire de ce monde une terre meilleure, quelle plus noble vocation? La cause a déjà ses apôtres, elle aura, s'il le faut, ses martyrs.

Et ce sont les cellules de Holloway, les longs couloirs froids, les papillons de gaz clignotant dans la nuit, les geôlières hautaines et dures. Les prisonnières sont rangées, fouillées et dévêtues. On leur passe une longue chemise rude, à manches, semblable à la camisole de force. Vient ensuite une épreuve devant laquelle l'héroïsme le mieux trempé ne peut se défendre d'un frisson. Aux arrivantes le règlement prescrit un bain, mais ne stipule pas qu'il faille en changer l'eau. La combattante s'arrête, avec un haut-le-cœur, devant la baignoire encrassée, où s'amasse une écume grise (1). C'est ensuite le costume, l'étrange robe informe, de bure grossière, timbrée du haut en bas de la double flèche noire qui est la marque des vêtements de prison. De gros bas de laine retombent sur les chevilles, gênant la marche. Mais les règlements,

(1) Sylvia Pankhurst, *The suffragette movement* (Longmans, 1931.)

qui imposent les bas, considèrent la jarretière comme un luxe. Pour finir, la détenue reçoit le mouchoir, qui doit servir un mois, le tablier et le bonnet de calicot à carreaux bleus, serré par deux brides sous le menton.

Emmeline Pankhurst réclame le traitement des détenus politiques et le transfert des suffragettes dans la première section de Holloway. La requête est impitoyablement repoussée. Ses deux filles Christabel et Sylvia ont été incarcérées le même jour. Mais le régime est celui de la cellule : lit de planches, cruche d'étain, cuiller de bois (1). Comme nourriture, du gruau clair le matin, deux fois par semaine des pommes de terre, et un pudding à la graisse au milieu du jour. Pas d'air, malgré l'existence d'un vasistas, car il est situé trop haut pour être ouvert. Dans certaines chambres les dalles ne sèchent jamais, d'un bout de l'année à l'autre. La lumière passe faiblement, par le vasistas, ou tombe du bec de gaz du couloir, par une ouverture à demi masquée. Sur une planchette, une Bible, conformément aux règlements, avec une poignée de traités : *L'heureuse famille*, *Comment embellir la maison*...

Les révélations que les détenues ne manquent pas de faire à la sortie causent une considérable émotion, non seulement en Angleterre, mais en Amérique et dans le monde entier. Il n'y a plus d'indifférents. Certains exaltent la force d'âme des rebelles, d'autres affirment qu'elles font du tort à leur propre cause. Mais ces derniers eux-mêmes en sont fatalement amenés à examiner le litige. Un faisceau de lumière est impérieusement projeté sur les maux dont souffre la femme depuis des siècles, — son état de minorité, son infériorité légale par rapport à ses enfants, ses pauvres salaires, son exploitation par les

(1) Elles ont été récemment remplacées par des cuillers d'étain.

pourvoyeurs de la débauche. Et ainsi parce que le jour vient, et parce que l'héroïsme ne passe jamais de mode, il n'est déjà plus si ridicule d'être prisonnière d'Holloway.

Peu après la libération des détenues, s'organisa une manifestation qu'on qualifie de monstre, bien qu'elle fût largement dépassée par la suite. Trois mille femmes défilèrent de Hyde Park Corner à Exeter Hall, avec couleurs, orchestres et uniformes. En tout point l'ordre fut parfait. La W.S.P.U. avait acquis de la technique. Mais comme si le ciel voulait, lui aussi, mettre tant de persévérance à l'épreuve, il plut sans arrêt sur la procession. On appela cette manifestation le Défilé de la Boue, *the Mud March*.

Un second défilé, cette fois de quinze mille femmes, eut lieu peu après, accompagné de tumultueuses réunions à Hyde Park et à Albert Hall. Manchester et Edinbourg grondaient de manifestations analogues. Des villes telles que Glasgow, Liverpool, Birmingham, jugeaient bon d'envoyer à Londres leurs délégués officiels. Le gouvernement se contenta d'accentuer son attitude dédaigneuse. Appels, démonstrations et raisonnements semblaient également impuissants à l'émouvoir.

Au début de 1908 l'agitation prend un caractère plus violent. Des femmes s'enchaînent aux grilles du Parlement, d'autres assiègent les portes de Downing Street. La police a fort à faire pour rétablir « la paix du Roi ». Traqués, les ministres n'osent plus sortir sans escorte; notamment Asquith, coupable de promesses oubliées. En dépit des précautions prises, il est rejoint à sa descente de voiture et frappé d'une cravache à chiens. La Chambre est jour et nuit gardée, les couloirs sont interdits aux femmes. Mais un jour, — ô mânes du cheval de Troie! — vingt suffragettes s'échappent d'une voiture de déménagement que la police n'a pas eu l'idée d'arrêter : l'en-

ceinte, les couloirs sont pris d'assaut. Jusqu'à un petit télégraphiste, jusqu'à une femme de ménage qui un jour se transforment en suffragettes, et agitent devant le Parlement abasourdi le drapeau des W.S.P.U.

L'année 1910 voit les libéraux au pouvoir, et les espoirs du camp suffragiste se réveillent. De fait, un *Comité* dit *de Conciliation* se constitue au sein du cabinet pour examiner le projet féminin. Les militantes concèdent au gouvernement une trêve. Mais serré de près par les manœuvres de Lloyd George et de Winston Churchill, le *Comité de Conciliation* aboutit derechef à une impasse. Il se sépare. Les suffragistes considèrent qu'elles ont été jouées indignement.

Cette fois elles n'ignorent pas d'où vient le coup. Donnant l'exemple de la révolte, Emmeline Pankhurst brise à coups de pierres les fenêtres du Ministère de l'Intérieur. Entraînée, la masse s'ébranle. Les vitres des bureaux de poste et des offices gouvernementaux volent en éclats. Les devantures des magasins sont détruites. Chaque pierre s'enveloppe d'un papier, portant la fameuse devise. Les ordres sont de frapper le carreau, non de lancer la pierre afin d'éviter les accidents de personnes ; mais les dégâts matériels atteignent dans l'ensemble plusieurs millions. Les suffragettes sont emprisonnées par centaines. Le gouvernement décide qu'Emmeline Pankhurst sera jugée pour conspiration contre la sûreté de l'État. Les locaux de la W.S.P.U. sont fermés par ordre. Christabel Pankhurst réussit à s'échapper et à se cacher à Paris. De là elle continuera à diriger le mouvement et à assurer la publication du journal.

C'est le quatrième emprisonnement d'importance qu'Emmeline Pankhurst ait à subir. Il est à noter que sur elle chaque épreuve agit à la manière d'un coup d'éperon. La cause la possède jusqu'aux moelles. A quoi,

d'ailleurs, pourrait-elle encore se prendre? En 1898 elle a perdu son compagnon de vie, celui qui l'a aimée, révélée à elle-même, formée pour le combat. Dans le vide créé par ce départ, l'âme insatiable tournoie, tel un oiseau dans la tempête, ne se plaisant qu'au vacarme des éléments et aux grands coups de vent du large. Nulle croyance, nulle perspective de l'au-delà n'apporte à l'épreuve son apaisement. Au reste, par quoi remplacer un amour lorsque tout finit à ce monde? Restent la justice, la solidarité humaine, — idéologies dont Richard Pankhurst avait fait sa religion. S'y consacrer ce sera encore le rejoindre. Et si le bien public réclame des sacrifices plus amers, elle tendra ses lèvres à la coupe.

A ce moment, il eût été possible aux prisonnières de bénéficier d'un traitement moins rigoureux. Le régime de la détention politique venait de leur être accordé. Mais apprenant que plusieurs des W.S.P.U. en seraient exclues, l'instigatrice du soulèvement refuse les avantages de la mesure. Elle n'entend pas être mieux traitée que le dernier de ses soldats. En outre, une nouvelle manière de poursuivre l'action vient de se présenter à son esprit. Pour obliger le gouvernement à céder, elle fera la grève de la faim.

Dès lors, suivant son exemple, les détenues laissent tout aliment et toute boisson de côté. Insensibles à la tentation comme à la menace, elles commencent une véritable marche à la mort. Dans les cellules de Holloway, ce sera bientôt une hécatombe. Que dira alors l'opinion? Point rassuré, le gouvernement préfère se débarrasser des suffragettes en ouvrant les portes de la prison.

Entre temps, tel un navire émergeant des brumes, le *Reform Bill* réapparaît devant les Chambres, sous sa forme remaniée. Il remorque l'amendement. Réussira-t-il à entrer au port sans encombre? Ce serait compter sans

Asquith. Le ministre coupe une fois de plus l'amarre, et l'amendement repart à la dérive.

La réplique ne se fait pas attendre. Cette fois, ce sont des incendies qui s'allument. Le feu est mis à la propriété du ministre Lewis Harcourt, laissant près d'un million de dégâts. Un théâtre où Asquith devait faire une conférence flambe tout à coup, comme par hasard. Le risque est gros, puisque l'Angleterre conserve la peine de mort comme sanction de l'incendie volontaire. Mais des vies s'offrent tous les jours, se disant inutiles, demandant à être sacrifiées. Les œuvres d'art, les monuments historiques, les tableaux, sont impitoyablement attaqués. Des hachettes se dissimulent dans des gerbes de chrysanthèmes ; les postiers découvrent des substances corrosives dans les boîtes aux lettres, du phosphore dans les paquets.

Inquiet des conséquences que pourrait avoir sur l'opinion la persistance de ces troubles, le Ministre de l'Intérieur modifie les règlements en cours au sujet des grèves de la faim. Il décrète (1) que la détenue en danger de mort ne sera relâchée que provisoirement, et qu'elle restera sous surveillance jusqu'au moment où, rétablie, elle pourra être reconduite en prison. De la cellule à l'hôpital, de l'hôpital à la cellule. Le chat ne lâchera plus la souris. En même temps l'ordre est donné de nourrir de force les récalcitrantes.

La prisonnière était d'abord maintenue sur son lit de planches par quatre vigoureuses geôlières, tandis que deux médecins essayaient de lui desserrer les mâchoires. La pesée du levier cassait les dents, ouvrait des plaies dans les gencives. Introduit de force dans l'estomac, le tube y causait des nausées violentes qui rejetaient la nourriture au dehors. Si grande était la résistance des victimes, et si

(1) *Cat et Mouse Act*, 1913.

court le temps dont on disposait (1), que le tube s'enfonçait parfois à faux et que les aliments se trouvaient répandus dans les poumons. Plusieurs suffragettes moururent. D'autres furent atteintes d'infirmités incurables. La délicate Lady Constance Lytton sortit de prison paralysée. Ces méthodes brutales, appliquées à des prévenues, ne pouvaient manquer de susciter des réactions. On descendait jusqu'à l'ignoble. Le pays criait de dégoût.

Toutefois, le temps n'était plus où « l'homme de la rue » tournait en dérision les suffragistes. Des changements s'étaient produits. Familiarisé avec les idées nouvelles, le facétieux d'autrefois se transformait peu à peu en admirateur. La ténacité des victimes éveillait la sympathie des foules. N'avait-on pas vu Emmeline Pankhurst, mourante, diriger la lutte de son lit d'hôpital? Et Sylvia, sa fille, portée à un meeting sur une civière? Après tout, c'était une lutte de principes et une lutte désintéressée. Quelque chose, au fond de l'âme humaine, s'incline toujours devant l'oubli de soi.

Par la voix de ses organisations féminines qui suivaient avec passion les péripéties de la bataille, les États-Unis sollicitent la visite d'Emmeline Pankhurst. A peine remise de son dernier séjour en prison, l'infatigable animatrice s'embarque clandestinement à destination de New-York. Elle est arrêtée à Ellis Island, comme dangereuse excitatrice. Elle proteste, elle menace. Fera-t-elle une autre grève de la faim? Les citoyens américains prennent son parti, au nom de leurs libertés. Finalement les autorités retirent l'interdiction. Quelques mois plus tard, chargée de gloire, elle revient en Angleterre. Elle est arrêtée à Southampton par ordre du gouvernement

(1) En 1912, deux cent quatre-vingt-six suffragettes souffrirent la grève de la faim. En 1913, cent quatre-vingt-deux.

anglais. Sous prétexte qu'elle n'a pas purgé sa peine, la police la ramène à Halloway où elle commence sa douzième grève de la faim.

Un labeur persévérant, des sacrifices de toute nature, une dépense prodigieuse d'héroïsme, — et l'année 1913 se termine sans que le but paraisse plus près d'être atteint qu'au siècle dernier. Les femmes votent, il est vrai, en Nouvelle-Zélande et dans le Sud de l'Australie depuis 1894. Le vote municipal passe sans difficulté dans les mœurs. Mais il faut une foi robuste pour croire à l'établissement du suffrage politique sur le sol de la mère patrie. Les deux Unions tentent encore de présenter leur projet à la Chambre des Lords. Soixante pairs du royaume se déclarent en sa faveur. Hélas ! il en reste cent quatre à conquérir. Le fleuve ne réussit pas à creuser son lit à travers la dure paroi des résistances séculaires accumulées.

Des meetings, des défilés, de l'agitation autour des candidatures, — il en faut pour maintenir vivante une foi qui vacille dans bien des cœurs. Sylvia Pankhurst, travaillant l'Est londonien, s'arrange pour jeter dans les roues du char gouvernemental une nouvelle série d'embarras. La question d'Irlande s'y ajoute, épineuse. Et tout à coup c'est la déclaration de guerre, l'éclair dans le ciel de juillet 1914. Les regards se portent au-delà des frontières. Un subit renversement des plans change l'ordre accoutumé des perspectives.

Du bouleversement qui suivit, il n'est pas nécessaire de parler. Oubliant leurs griefs, les femmes ne songent plus qu'à apporter leur aide aux combattants. Les premières organisations féminines sont débordées d'offres volontaires. On voit naître, comme par enchantement, les *Ambulances territoriales*, le *Service Naval et Militaire de la Reine*, les dépôts de pharmacie et d'outillage chi-

rurgical, les hôpitaux privés et les camps de réfugiés belges, les *Ambulances automobiles du front*, toutes entreprises entre des mains de femmes. Bientôt ce sont les usines d'obus qui absorbent un fort contingent de population féminine, les services postaux et télégraphiques, les transports, l'agriculture, — sans compter les groupes employés par la direction des armées à l'intendance, à la manutention et à la trésorerie. En 1915 se forme la *Légion féminine*, qui consiste surtout en cuisines roulantes et en services de ravitaillement. En 1917, le *Corps auxiliaire des services de l'air et de la marine royale*. Au total, 150.000 femmes enrôlées officiellement.

Sensible à tous les souffles du large, Emmeline Pankhurst épouse la cause nationale comme elle a épousé la cause du suffrage féminin. Au reste, elle ne peut connaître de repos. Son âme, qui n'a pas la paix, s'exténue dans le désir d'une action toujours plus étendue, dans la détermination d'imposer ses volontés à l'avenir. On la voit partir pour la Russie, chargée d'une mission officielle. Elle fait campagne en faveur du recrutement, à côté d'Asquith, son vieil ennemi. Beaucoup l'accusent de renoncer à ses principes. Ils ne comptent pas assez avec la fuite des années. Mais le converti, c'est l'homme d'État. Devant la tombe d'Edith Cavell, il s'accuse, jetant un coup d'œil en arrière : « Nous avions des milliers de femmes semblables, et voilà que nous n'en savions rien... »

Emmeline Pankhurst vécut assez pour voir le plein succès de son effort. Le suffrage des femmes fut l'objet d'une première mesure gouvernementale en 1917. On en élargit rapidement les clauses en 1918, 1919 et 1920. Se réalisent alors successivement les réformes tant réclamées dans le domaine légal : égalité de l'homme et de la femme dans le mariage, révision des conditions du divorce et de la tutelle des enfants. Les professions libérales ouvrent

leurs portes, les grades universitaires sont conférés, les Pairesses entrent à la Chambre des Lords, la Société des Nations accueille les candidatures féminines. En 1923 huit femmes députés siègent déjà à Westminster.

Par un revirement qui ne doit pas surprendre, étant donnée sa nature passionnée et entière, la célèbre agitatrice abandonne alors les milieux militants pour se rapprocher des conservateurs. La venue du soir atténue les bruits de la ville, le silence incline à la méditation. Un corps usé prématurément et qui porte les marques cruelles des combats de jadis réclame sa part de ménagements. Cependant Emmeline Pankhurst fait encore au Canada une série de conférences. Puis, indifférente à son propre avantage comme aux critiques de l'opinion, elle accepte de veiller sur les intérêts *tories*, dans une petite circonscription de l'Est londonien. C'est là que la mort vient la prendre, au printemps de 1928.

Chose curieuse : lorsque sonna pour les suffragistes l'heure tant désirée du triomphe, elle passa presque inaperçue. Aucune manifestation ne la salua, aucun déploiement de cortèges. C'est que l'atmosphère était profondément changée. Hommes et femmes avaient souffert côte à côte ; ils se sentaient liés d'une solidarité nouvelle. Ils pressentaient aussi que la maison du bonheur n'a guère de solidité dans les royaumes de ce monde, lorsqu'elle est uniquement construite par des mains humaines. Certes, les partisans du vote féminin peuvent se réjouir de leur victoire. La loi de 1917-1920 en est une. Mais c'est une victoire qui ne déploie point ses ailes. Elle ne porte pas le front haut. Elle contemple un horizon endeuillé sur lequel traîne, encore menaçante, la fumée des derniers obus.

ÉLISABETH TASSET-NISSOLLE.

# NOTES ET RÉFLEXIONS

## A la veille de la Conférence de Stresa

Une extrême confusion règne à la suite des voyages anglais, destinés cependant à clarifier la situation. Essayons cependant de voir clair dans cette situation et de dresser un bilan objectif des diverses positions prises par les Gouvernements intéressés.

Deux méthodes sont mises en avant pour parer au danger constitué par le réarmement de l'Allemagne : la méthode forte et la méthode de conciliation.

La méthode forte a officiellement pour avocat l'Italie; le langage de la presse d'outre-Monts ne permet là-dessus aucun équivoque. Il laisse percer même l'opposition de toujours entre latinisme et germanisme. On estime que le seul moyen de faire entendre raison au Reich ne consiste plus désormais à chercher à le ramener à Genève et à l'intégrer dans un système de sécurité générale qu'il dédaigne, mais bien à lui montrer que le bloc franco-italo-anglais est résolu à organiser la sécurité et la paix sans lui en laissant toutefois la porte ouverte à son adhésion ultérieure; mais on tient avant tout à l'affirmation d'une volonté commune, et, en attendant que les autres intéressés suivent, on maintient une classe sous les drapeaux et on annonce que la péninsule peut mobiliser huit millions de soldats.

L'attitude de l'Italie est d'autant plus énergique qu'un remords doit se mêler à ses sentiments d'exaspération con-

tre les méthodes germaniques : celui d'avoir trop longtemps appuyé les revendications du Reich, et d'avoir même manifesté de vives sympathies aux nazis, lorsque ceux-ci prirent le pouvoir. Ce remords ne doit pas aller sans un certain dépit de s'être trompé, et d'être un peu tenu pour responsable de l'hitlérisme. Et comme toujours la maladresse allemande attise les choses en raillant lourdement les velléités guerrières du « printemps romain », et en feignant de mépriser la force italienne.

Rome tient par ailleurs à incorporer dans le bloc antigermanique l'Autriche et la Hongrie, et voudrait rendre effective l'aide que ces deux pays pourraient lui prêter sur le Danube, en leur permettant d'augmenter leurs armements. Mais ici la difficulté git — pour ce qui concerne la Hongrie du moins — dans le fait que la Petite-Entente pourrait prendre ombrage de ce réarmement, qu'elle interpréterait comme une menace dirigée non pas contre l'Allemagne mais bien contre elle-même. Il convient toutefois de relever l'attitude franchement cordiale de la presse italienne vis-à-vis de Belgrade, de Prague et de Bucarest. Devant le danger commun que constitue l'Allemagne, les préventions passées s'atténuent chaque jour. M. Mussolini, qui songe avant tout au Danube, cette véritable frontière de la péninsule, comprend qu'il a besoin de la Petite-Entente dans cette région, et il agit en conséquence.

Quant au pacte oriental, l'esprit positif de la Consulta, qui se met toujours en présence des réalités, comprend que sans l'adhésion de Berlin ni de Varsovie sa conclusion devient précaire. Mais on serait heureux d'incorporer la Russie dans le front antiallemand.

La position officielle de l'Angleterre contraste avec celle de l'Italie. Les éléments libéraux et socialistes croient encore possible de conserver une attitude médiatrice entre l'Allemagne d'une part, la France, l'Italie et la Russie de l'autre. Attitude parfaitement insoutenable d'ailleurs, car la Grande-Bretagne est aussi directement visée que nous par les revendications aériennes et navales du Reich, et plus direc-

tement visée même par ses prétentions coloniales. Le mot désormais fameux de M. Baldwin : « notre frontière est sur le Rhin », reste vrai aujourd'hui encore plus qu'hier.

En outre, Londres semble garder l'espoir de ramener l'Allemagne à Genève et de la persuader de conclure une convention de limitation des armements, ainsi qu'un pacte aérien occidental. Malgré le coup de force du 16 mars, on fait encore confiance au Reich et à sa signature, et surtout on ne veut pas donner l'impression de la formation d'un front commun contre lui.

Cependant la déclaration faite par sir John Simon aux Communes le 9 avril au sujet des revendications allemandes devrait ouvrir bien des yeux outre-Manche. Le Reich demande une armée de 550.000 hommes, une flotte correspondant au tiers du tonnage britannique, la parité aérienne avec la France et l'Angleterre, et encore sous la réserve que les forces russes ne l'obligent pas à demander plus. Il ne veut pas du pacte oriental, et n'accepte le pacte danubien que si l'on arrive à définir ce que veut dire « non-intervention en Autriche ». Si Berlin est prêt à conclure des pactes de non-agression avec ses voisins, il en exclut la Lithuanie, à cause de la question du statut de Klaïpéda-Memel. Quant au retour à Genève, l'Allemagne ne pourrait l'envisager qu'au cas où ses colonies lui seraient rendues.

Les informations rapportées de Berlin par les ministres anglais ont au moins un avantage : celui de la franchise. Nous savons désormais à quoi nous en tenir. Malheureusement la netteté des revendications allemandes ne provoque à Londres que confusion. L'opinion y est dangereusement hésitante et divisée. Certains persistent à vouloir que l'Angleterre reprenne sa politique d'isolement — un isolement qui n'aurait certainement rien de « splendide » et qui ne ferait qu'enhardir le Reich et provoquer de sa part de nouvelles revendications. Les autres s'entêtent à rechercher une entente à tout prix avec Berlin, alors même que les conditions posées à cette entente la rendent quasi impossible, et que le réarmement allemand, qui progresse chaque jour,

enhardit le Reich et ne peut que le rendre plus exigeant. Enfin une bonne partie de l'opinion, plus clairvoyante que les deux autres, opte pour la manière ferme et pour une action résolue avec la France et l'Italie.

N'incriminons pas trop le cabinet anglais des flottements dont il nous donne le spectacle ; des questions électorales se posent : travaillistes et libéraux surveillent de près la conduite des ministres. M. Mussolini par contre n'a pas une opposition à ménager ni des manœuvres électorales à pratiquer.

Il est étrange de constater que le pays qui avec l'Italie se montre le plus sévère à l'égard de l'Allemagne est l'U.R.S.S. Les raisons invoquées sont la nécessité de la lutte contre le « fascisme allemand ». Ainsi la nation qui a donné naissance au fascisme et celle qui se pose en adversaire irréductible de ce système de gouvernement se trouvent réunies du même côté de la barricade. Mais Moscou craint pour ses frontières occidentales, et la presse soviétique fait de plus en plus appel au sentiment national pour exciter le peuple à la défense de la « patrie prolétarienne » menacée. Le mot de « patrie », ce vocable « bourgeois » par excellence, est aujourd'hui d'emploi quotidien là-bas.

La Russie n'est pas représentée à Stresa ; son ombre puissante planera cependant sur les délibérations des bords du lac Majeur. La rentrée de l'Union soviétique dans la grande politique internationale a plus ou moins coïncidé avec la reprise en Allemagne de la politique de force. Malgré l'affinité plus grande qui existe entre le bolchevisme et le national-socialisme qu'entre le bolchevisme et le fascisme, ou le libéralisme commun à la France et à l'Angleterre, Moscou a dû choisir Paris, Rome et Londres plutôt que Berlin, actuellement adversaire irréductible du communisme — ce dont nous ne pouvons en l'occurrence que nous féliciter, ayant tout à redouter d'un bloc germano-russe.

En outre, le Reich violateur du traité de Versailles a dressé contre lui non seulement les signataires de ce traité, mais les nations, petites ou grandes, qui comprennent bien

qu'aucune vie commune n'est possible en Europe si les engagements les plus solennels sont répudiés, si donc les frontières peuvent être impunément violées.

C'est là aussi, naturellement, l'opinion de la Petite-Entente, qui, tout en ne participant pas non plus à la conférence de Stresa, y fera cependant sentir son influence. Comme nous le disions plus haut, les rapports entre ce groupement de puissances et Rome ont bien changé depuis quelques mois. Une fois de plus, la diplomatie mussolinienne n'a pas hésité à rectifier sa ligne de conduite devant le danger constitué par l'Allemagne braquée vers Vienne, et qui, une fois rétablie sur le Danube, reprendrait le *Drang nach Osten* des Habsbourgs. De l'accord désormais certain entre l'Italie et la Petite-Entente on peut augurer le meilleur résultat pour le maintien de la paix en Europe.

Et la France? La France veut rester loyalement fidèle à son amitié avec l'Angleterre, mais il ne faudrait pas que ce très louable sentiment lui fît négliger l'importance de l'appui italien. Peut-être M. Mussolini n'est-il pas fâché de voir à Stresa l'occasion, devant une Angleterre hésitante et une France ne voulant pas heurter de front la tentative de médiation germano-européenne, chère à Londres, de prendre la tête du front anti-allemand qui s'identifie au front de la paix.

Le jeu sur les bords du lac Majeur sera serré. Les conséquences des conversations franco-anglo-italiennes seront très grandes ; s'il ne sort de ces conversations que des résolutions cherchant à contenter tout le monde, mais vides de tout contenu pratique, l'effet produit sera lamentable. Dans ce cas, il restera encore heureusement Genève, qui ouvrira ses portes peu après que Stresa les aura fermées.

11 avril 1935.

A.-D. Tolédano.

# Lettre de Belgique

## L'expérience van Zeeland

La Belgique s'engage dans des voies nouvelles.

Le gouvernement constitué, au soir du 25 mars 1935, par M. Paul van Zeeland, soulève, à l'intérieur comme à l'extérieur, un intérêt considérable. Ses premiers actes — fermeture des bourses pendant trois jours, dévaluation du belga — ont fait sensation. Il n'en faut pas davantage pour soulever partout, mais plus particulièrement dans les pays aux prises avec des difficultés du même ordre, des débats passionnés. Fallait-il dévaluer? fallait-il dévaluer à 28 o/o? quelles seront les conséquences de cette opération chirurgicale? On pourrait à ce sujet disserter à perte de vue.

Il importe, toutefois, de ne pas oublier les événements qui ont amené le nouveau gouvernement à consentir à cette dévaluation. L'aggravation de la situation économique, l'échec de la politique improprement appelée de la déflation des prix, l'augmentation du chômage, l'opposition violente du parti socialiste, les campagnes contre le franc, empoisonnent l'atmosphère nationale; dans les banques, les retraits se multiplient, l'or s'évade. Notre institut d'émission, la Banque Nationale de Belgique, s'inquiète de ces retraits qui lui rendent plus difficile l'octroi de crédits aux banques. De proche en proche, la situation se complique. M. Theunis et ses collègues, à leur retour de Paris, décrètent le contrôle des changes : en fait, dès le 18 mars, l'étalon-or est suspendu, le franc belge est dévalué sur les marchés étrangers.

C'est le fait brutal devant lequel se trouve M. Paul van Zeeland au moment où il réussit, non sans difficulté, à constituer son gouvernement.

Gouvernement d'union nationale : les trois grands partis y sont représentés. Aux parlementaires, on a joint des techniciens.

Et d'abord M. van Zeeland lui-même. Professeur à l'Université catholique de Louvain, vice-gouverneur de la Banque Nationale, M. Paul van Zeeland est un technicien réputé ; il a participé à plusieurs conférences internationales, il a étudié le régime bancaire aux États-Unis et le plan quinquennal en Russie soviétique, il s'est fait documenter sur les expériences économiques du gouvernement hitlérien. Il dirige, à Louvain, l'Institut des sciences économiques. Il est jeune : quarante-deux ans à peine. C'est un excellent catholique, docteur en philosophie thomiste ; il a lu et étudié *Quadragesimo Anno*, il suit avec attention et une fervente sympathie le mouvement social chrétien.

A ses côtés, M. Max-Léo Gérard représente le haut patronat, les milieux économiques encore fort influencés par le libéralisme, mais attirés cependant par les expériences économiques européennes ou orientales.

Deux ministres appartiennent au mouvement démocrate chrétien.

M. Achille Delattre est le porte-parole autorisé du syndicalisme socialiste. Et je réserve pour la fin celui dont le concours est le plus significatif : H. de Man, l'auteur du plan du travail.

Cette équipe accède au pouvoir avec un programme nouveau, audacieux, révolutionnaire. Ce n'est pas le plan de Man, comme certains l'ont cru, c'est à proprement parler le plan von Zeeland.

Que contient-il ?

La défense du franc, une réorganisation bancaire, des mesures d'expansion économique, des réformes de structure.

La politique monétaire est inséparable de la politique économique : une monnaie techniquement saine, l'expérience l'a révélé, peut céder sous la pression des difficultés bancaires et économiques. Le gouvernement s'attachera à un

assainissement interne des banques, mais, en revanche, il leur imposera un certain contrôle. Dans sa déclaration aux Chambres, le Premier Ministre a annoncé l'octroi aux banques d'un statut légal, la désignation de commissaires chargés de veiller au respect de ce statut, l'organisation du crédit. Il ne songe pas à confier l'octroi du crédit à des fonctionnaires de l'État : le banquier, seul responsable sur ses capitaux propres vis-à-vis de ses actionnaires comme vis-à-vis des tiers, conformément au droit commun, restera seul juge du crédit à octroyer; le commissaire ne pourra s'immiscer dans la gestion proprement dite des banques.

La plaie du chômage ne cesse d'étendre ses ravages. Le gouvernement considère que la seule méthode permettant une réduction sensible du chômage est une politique d'expansion économique.

La baisse des prix et la « déflation », en réduisant le pouvoir d'achat, se sont révélées néfastes. Le gouvernement désire une hausse des prix de gros; il veillera à limiter la hausse des prix de détail, pour ramener un certain équilibre. Il a agi avec promptitude et énergie contre les hausses excessives et inconsidérées dues à un début de panique.

Allégement des charges financières et des charges fiscales, développement du crédit à bon marché, établissement d'un office de réescompte et de garantie pour les banques en difficulté, création d'un Institut central hypothécaire pour assainir le marché hypothécaire et abaisser les taux, réorganisation du marché de l'argent, conversion volontaire de la rente, réforme administrative aux fins de réduire les dépenses publiques, établissement d'un programme de travaux publics, et, en particulier, de construction d'habitations ouvrières, aide aux jeunes chômeurs, protection des salaires, accroissement du pouvoir d'achat des masses, ce sont les mesures essentielles et les plus importantes que le gouvernement annonce pour faciliter la reprise économique. Elles sont vastes et nouvelles, sinon toutes originales : on découvre sans difficulté parmi les solutions envisagées des formules adoptées dans d'autres pays.

Réformes de structure : pour prévenir le retour des crises ou, tout au moins, pour en atténuer l'ampleur, M. Paul van Zeeland, s'inspirant des directives contenues dans *Quadragesimo Anno*, encouragera et facilitera l'organisation des professions :

Nous pousserons à l'organisation graduelle des professions et nous envisageons de confier à certains organismes émanant de ces professions ainsi organisées certains pouvoirs réglementaires, dans les limites et aux fins économiques ou sociales poursuivies par la profession.

Nous étendrons et développerons l'action des commissions paritaires. Nous poursuivrons, en matière de reconnaissance des syndicats et de tous les problèmes de salaires, une attitude constructive, à la fois prudente et réaliste, en vue de faire concourir l'ensemble de ces organismes de manière plus efficace à notre but final : la rénovation économique.

Pour réaliser ce plan, M. van Zeeland a estimé avoir besoin d'une année au moins de stabilité : il a demandé et obtenu des pouvoirs spéciaux pour un an, mais il s'est engagé à rester en contact avec les grandes commissions parlementaires et à convoquer les Chambres lorsque ses projets seront prêts. Son gouvernement est un gouvernement fort, décidé à

affirmer par ses actes la primauté de l'État, gardien des intérêts généraux, sur tous les intérêts particuliers, marcher fermement vers un but bien défini, par des voies nettement tracées.

Il écarte, dans ce but, toutes les questions irritantes, les querelles partisanes. Toute son activité sera consacrée « à la tâche angoissante mais magnifique » de la rénovation économique.

Il ne serait pas exact de dire que ce programme a été accueilli avec enthousiasme par les milieux politiques : la majorité l'a approuvé avec résignation, pour ne pas aggra-

ver le gâchis ou bien parce que les opposants les plus résolus étaient impuissants à proposer un autre programme positif.

Dans l'opinion, également, la surprise et la méfiance, entretenues par la presse, ont généralement accompagné les premiers actes du gouvernement.

Tout au contraire, le plan van Zeeland a été approuvé avec enthousiasme par les jeunes et par le mouvement ouvrier chrétien.

Au congrès extraordinaire que la Ligue nationale des travailleurs chrétiens a tenu, à Bruxelles le 7 avril, on a salué le programme gouvernemental comme un programme « quadragésimain ». L'épithète est peut-être excessive, mais il est permis de retrouver dans plusieurs passages des déclarations gouvernementales des échos de l'Encyclique.

L'orientation corporative des réformes sociales envisagées est indiscutable : il sera d'autant plus intéressant de les suivre que, dans le cas belge, les socialistes sont appelés à collaborer à la réalisation d'un tel programme.

En résumé, l'accession au pouvoir de M. van Zeeland et de ses jeunes collaborateurs marque le début d'une politique toute nouvelle, en marge de toutes les combinaisons que nous avons connues depuis vingt ans. De grands espoirs sont fondés sur cette expérience et c'est à juste titre qu'elle soulève tant d'attention dans les pays voisins et amis.

Marce Laloire.

# La Tragédie de la jeunesse allemande

« De Wilhelm Meister à la S. A. », tel est le titre d'un article paru récemment dans un périodique allemand. La formule est à la fois déconcertante et significative. Le promeneur solitaire, vivant pour son perfectionnement intérieur et individuel, a pour jamais disparu dans la coulisse. Sur la scène, la place est à « l'homme S. A. » Il a joué l'épilogue de la tragi-comédie qui s'intitulait « La République de Weimar », et maintenant il entame le prologue de ce vaste drame qui s'intitulera la « Révolution allemande ». Car cette révolution est à peine commencée... L'avenir allemand, quelle qu'en soit la physionomie, reposera de plus en plus entre les mains de la jeunesse... On a beau vivre loin d'elle, désapprouver, en politique, sa marche vers l'hitlérisme, — qui se ralentit peut-être, — on ne peut rien écrire sur son compte qui ne devienne un plaidoyer en sa faveur, dès qu'on évoque son passé pitoyable, son présent sans consolation et son avenir sans limite...

Les quelques phrases que nous venons de rapporter du livre d'Ernst-Erich Noth (1) suffisent pour démontrer que malgré le tableau bien sombre qu'il est obligé de nous présenter, il ne croit pas que l'évolution allemande, envisagée du côté de la jeunesse qui joua un rôle décisif, soit arrivée à son point final. Le dynamisme de la jeunesse allemande n'est point épuisé par l'hitlérisme. Le Troisième Reich auquel beaucoup de jeunes Allemands croient avec un fanatisme illimité ne se confond point à leurs yeux avec le Reich d'aujourd'hui, simple

(1) Ernst-Erich Noth, *La Tragédie de la jeunesse allemande*. Traduit de l'allemand par Paul Genty, Collection « Les Ecrits » (sous la direction de Jean Guéhenno), Grasset.

point de départ pour quelque chose de plus grand. Quand ils auront un jour l'impression d'être trompés, que feront-ils? « Le monde se demande avec angoisse si ce chemin l'entraînera dans un nouveau massacre ou dans les chantiers de l'œuvre de reconstitution sociale. » L'auteur espère que la jeune génération allemande deviendra la protagoniste d'une « seconde Révolution », qui au sein de l'obscurantisme nazi engendrera le nouveau monde socialiste.

Sur ce point, je suis entièrement d'accord avec Ernst-Erich Noth, pourvu que le terme « socialisme » ne soit pas interprété d'une façon dogmatique marxiste ou autre, mais qu'il veuille dire simplement justice sociale et économie organisée sur des bases coopératives. On a l'impression que l'auteur le comprend ainsi. La situation matérielle et morale de l'Allemagne et de sa jeunesse est pleine de dangers et de complications. Les observateurs trop optimistes de naguère sont terriblement désillusionnés. Mais tout n'est pas perdu. Le dynamisme de la jeune génération allemande, dont le nazisme a pu s'emparer et abuser temporairement, n'est pas mort. Il a toujours la possibilité de mener au-delà de l'hitlérisme, au-delà du culte aveugle de la violence et de l'État, et de contribuer à un avenir meilleur pour l'Allemagne et pour l'Europe.

S'il ne faut pas perdre cet espoir et s'il ne faut jamais désespérer du peuple allemand, qu'il faut chercher à comprendre au lieu de le condamner, il est important aussi de ne pas sous-estimer les influences sauvages et destructrices qui s'y sont souvent manifestées. Une force débordante et une vitalité sans bornes qui devraient être mises au service de la civilisation humaine, sont souvent employées pour des buts néfastes. C'est une véritable tragédie.

Pour comprendre l'Allemagne, il faut connaître les tendances qui ont influencé et inspiré sa jeunesse depuis le début de notre siècle. On en signale beaucoup dans *La Tragédie de la Jeunesse Allemande.* Comme aperçu de

l'histoire du mouvement de jeunesse, des idées et des événements qui ont exercé une influence décisive sur la jeune Allemagne, des facteurs psychologiques et sociologiques qui ont poussé la majorité de cette jeunesse vers Hitler, le livre de Noth est excellent. Il est sans doute meilleur que la plupart des autres brochures du même genre que nous connaissons. C'est une ample et précieuse documentation en peu de pages.

En ce qui concerne les détails, il y aurait à critiquer certaines omissions, maintes affirmations exagérées, maints jugements trop sommaires, et aussi un certain manque de clarté et de netteté, même dans la terminologie.

Le livre commence par un chapitre sur « la jeunesse ouvrière de la révolution ». Toute jeunesse qui serait passée par les mêmes misères que la jeunesse allemande aurait été révolutionnaire au plus haut degré. Il est presque banal d'y insister. Mais pourquoi est-ce justement Hitler qui l'emporte? Parce qu'il a le mieux réussi à présenter son mouvement comme l'incarnation du profond désir de régénération universelle qui tourmentait les jeunes Allemands.

En tous cas, dans un tel livre on aimerait trouver un peu plus de renseignements sur les tendances religieuses, catholiques, protestantes ou néo-païennes, de la jeunesse allemande. Il ne suffit pas, comme l'auteur l'a fait, de parler des rivalités extérieures entre jeunesses hitlériennes qui prétendent au monopole et jeunesses catholiques. Les remarques sur les relations entre les sexes et sur la triste importance de l'homosexualité sont un peu trop sommaires et risquent d'être mal entendues.

En somme, le livre d'Ernst-Erich Noth est un document, incomplet sans doute, mais de haute valeur; il mérite d'être connu par ceux qui veulent étudier l'Allegne nouvelle.

Dr Kurt Türmer.

# DOCUMENTS

## La politique démographique et raciste de l'Allemagne nouvelle

*(Conférence du Reichsantleiter Dr. Walter Grosz à la Soirée organisée par le Service de politique extérieure du Parti National-Socialiste, pour la diplomatie et la presse étrangères, le 21 mars 1935.)*

*Pro domo...* La politique démographique et raciste du National-Socialisme, plus que toutes les autres mesures prises par la nouvelle Allemagne, a suscité dans l'opinion internationale de nombreux commentaires. Dans ce domaine, en effet, un grand État a pris brusquement des voies qui n'étaient pas seulement nouvelles dans le détail et souvent sans précédents, mais dont la finalité même forme en même temps un contraste certain avec les idées libérales communément acceptées. C'est pourquoi nous ne pouvions pas être surpris de voir au début s'élever dans le monde, précisément à l'égard de cette partie de l'œuvre constructrice du National-Socialisme, des malentendus et des préjugés. Nous les tolérâmes, avec la sûre conscience qu'après un examen plus sérieux, l'opinion mondiale se persuaderait bientôt que la voie suivie ici par l'Allemagne n'est pas seulement nouvelle, mais nécessaire et droite, et que, pour toute une

série de questions, elle peut servir d'exemple et de modèle à d'autres grandes nations. Nous sommes heureux de pouvoir affirmer aujourd'hui que cette conviction n'a pas été déçue et qu'un peu partout dans le monde on commence à marquer une meilleure compréhension de la politique d'Adolphe Hitler en matière démographique et en matière raciste.

*Le rôle de l'Homo biologicus dans l'histoire*

Pour arriver à une compréhension complète, il est nécessaire de suivre d'abord en toute clarté les transformations de principe que le National-Socialisme a fait subir, dans la pleine clarté de l'histoire, à la conception du monde (*weltanschauung*). Alors qu'autrefois, et plus particulièrement sous le règne des idées marxistes, la croissance et la décadence des États et des cultures étaient considérées comme des suites de processus économiques ou, à la rigueur encore, purement politiques, nous voyons aujourd'hui plus fortement que jamais le rôle décisif que joue l'*homme*, comme « porteur » et comme « formateur » de l'économie, de l'État, de la culture et de la politique tout aussi bien que de l'art et des courants spirituels. Et de même que pour comprendre les États et les cultures il est important de connaître les hommes qui les ont créés, ainsi pour la sauvegarde des créations étatiques et culturelles, la sauvegarde de leurs créateurs et de leurs « porteurs » est décisive au plus haut point. *La force et la santé du sang* ne sont en effet données au peuple qu'une fois, et, si elles viennent à disparaître, on ne les reconstruit pas plus que des villes détruites ou des champs désertés. C'est pourquoi une politique avisée doit placer avant les soins proprement politiques et économiques le souci de la sauvegarde des forces biologiques, c'est-à-dire *raciques*, de son propre peuple. La longue série des États et des cultures que nous voyons disparaître au cours de l'histoire témoigne des conséquences terribles qui résultent de l'oubli de ce fait positif.

*Trois dangers*

L'histoire et la science démographique enseignent que trois processus biologiques conduisent à la ruine de la force *racique* d'un

peuple et par conséquent des fondements de l'État et de la culture. Ce sont d'abord la *décadence numérique*, ensuite l'*invasion des hérédités malsaines*, enfin le *mélange imprudent* (*wahllose Mischung*) *des races*. Dans les derniers siècles, le peuple allemand lui aussi a été atteint de plus en plus par ces trois processus combinés. On les trouve d'ailleurs aujourd'hui chez la plupart des autres peuples civilisés, et c'est pourquoi les mesures prises par l'Allemagne sur ce terrain peuvent servir pour la plupart des autres États d'exemples et de modèles d'une importance directe.

*La dénatalité allemande*

I. **Décadence numérique**. — En ce qui concerne le développement numérique du peuple allemand, c'est-à-dire avant tout le chiffre des naissances, il règne encore le plus souvent à l'étranger des idées fausses. Il est vrai que de 1870 à aujourd'hui le peuple allemand est passé de 42 millions à 67 millions d'habitants. Mais voici déjà longtemps qu'en même temps se révélait une diminution constante du chiffre des naissances, en sorte que l'excédent des naissances n'est dû qu'à la diminution simultanée du chiffre des décès, c'est-à-dire à la prolongation de la durée moyenne de la vie. Mais comme la courbe des décès ne peut pas décroître indéfiniment (nous sommes incapables de supprimer de ce monde la mort elle-même), il serait nécessairement venu un moment où la diminution croissante des naissances n'aurait plus seulement suffi à assurer une croissance démographique, mais même le maintien pur et simple du chiffre de la population.

En 1900, l'Allemagne avait en chiffres ronds deux millions de naissances; en 1933 le chiffre est tombé pour la première fois au-dessous du million. Cela signifie, pour 1000 habitants, une chute d'indice de plus de 30 à moins de 15 (la France, le prétendu pays classique de la dénatalité, conservait au même moment une proportion de 17,3 0/001 Si l'on compare ces statistiques de natalité avec les statistiques de mortalité correspondantes, et si l'on tient compte en même temps de la répartition du peuple allemand par âges, qui amènera

nécessairement dans l'avenir une grosse augmentation de la mortalité (à cause de l'accroissement proportionnel du nombre de vieillards), on se rend compte que, d'après les travaux de Burgdörfer, dès l'année 1926 nous n'avions plus d'excédent de naissances *effectif*, mais plutôt un déficit réel et qui atteint de telles proportions que déjà en 1933 il manquait en chiffres ronds un tiers du nombre des naissances nécessaires rien que pour maintenir durablement à un niveau constant la population allemande. On a pu calculer que la continuation de cet état déficitaire de la natalité amènerait nécessairement dans les prochaines décades une diminution sérieuse de la population allemande. D'après les calculs prudents et officiels du Bureau national de Statistique, c'est un fait suprenant mais certain que le développement démographique de l'Allemagne avant le gouvernement national-socialiste aurait conduit nécessairement à une chute telle de la population allemande que celle-ci, en l'an 2000, n'aurait pas dépassé en chiffres ronds 47 millions d'habitants.

*Mesures économiques et morales...*

En considération de cette grave situation, il a fallu prendre d'énergiques mesures pour arrêter le recul des naissances. Ces mesures furent d'abord et sont encore partiellement d'ordre économique : facilités accordées aux jeunes mariés sous forme de subventions, dégrèvements fiscaux accordés aux familles nombreuses en compensation partielle des charges injustes qu'elles subissent par la faute des impôts indirects. Mais le National-Socialisme n'en restait pas moins fermement persuadé que la vraie cause de la dénatalité ne réside pas dans le désavantage économique d'une nombreuse famille, mais bien plutôt dans cette psychologie hostile à la famille et à l'enfant qui régnait en maîtresse ces temps derniers, et c'est pourquoi il a entrepris dans ce domaine tout un travail de propagande et d'éducation. Il a appris de nouveau au peuple que la route de l'avenir passe nécessairement par une génération forte d'enfants sains, et que le bonheur et la grandeur de la génération qui vient dépend

*La tradition et l'avenir...*

pour une part essentielle du fait qu'elle sera assez forte aussi en nombre pour conserver, dans le changement des conditions de vie historiques, et pour défendre ce que les ancêtres et les parents ont réalisé et créé par leur travail.

*La décadence française*

Il est bien connu que d'autres pays, particulièrement la France et l'Italie, travaillent depuis des années à l'amélioration de leur natalité. Ils ont compris aussi que *le rétrécissement* (die *Schrumpfung*) *d'un peuple doit le conduire à la longue à la perte de sa situation politique et culturelle.* L'énergie avec laquelle ils se sont attaqués chez eux à ce problème nous a servi en partie de modèle pour notre propre politique.

*Le miracle du National-Socialisme*

Le succès de la politique démographique du National-Socialisme s'est manifesté l'année dernière déjà par un remarquable accroissement du chiffre des naissances. Si fiers que nous soyons de constater que notre peuple a clairement compris la nécessité de notre effort sur ce terrain, si heureux que nous soyons d'entendre des voix étrangères rendre hommage à ce succès, ne croyons pas pourtant que le danger de la dénatalité en Allemagne soit actuellement tout à fait conjuré. Lorsque récemment Mussolini lui-même, dans un discours sensationnel, donnait en modèle les mesures du gouvernement national-socialiste et leur approbation par la nation allemande, il ne faut pas méconnaître pour autant que ses déductions en la matière ne correspondent pas à la situation de fait de notre démographie. Il est certain que le chiffre des naissances a augmenté en 1934 de 25 0/0 par rapport à l'année précédente, — preuve de la force intacte et de la confiance nouvelle de la nation. Mais cette augmentation même, comme le montrent des calculs précis, est loin de suffire à maintenir durablement le niveau de la population allemande. Le directeur Burgdörfer a démontré, dans sa réponse aux exposés italiens, qu'il faudrait une augmentation de 45 0/0 pour maintenir en Allemagne le chiffre actuel de la population. Par conséquent, il ne peut être aucunement question que

*Limite du miracle...*

les mesures démographiques de l'Allemagne aient pour le moment comme effet nécessaire un accroissement considérable de la population allemande. J'insiste sur ce fait pour montrer la vanité des craintes politiques et militaires qui ont été exprimées dans certains cercles étrangers devant la politique démographique allemande.

Aujourd'hui l'Allemagne ne lutte par sur ce terrain pour une augmentation folle de sa situation numérique, mais pour le maintien de sa population actuelle : cette politique ne signifie donc aucune menace pour les États voisins, mais seulement une tentative heureuse de la part d'une grande nation pour assurer les fondements biologiques de son existence et pour créer, par ses enfants, la condition préalable à la conservation des biens culturels dont nous avons pu faire don à l'univers au cours de notre histoire.

II. **Hérédités malsaines.** — Le second souci de notre politique vise le maintien de la capacité productrice de la nation.

*Déterminisme biologique*

La science biologique et médicale nous a enseigné dans les trente dernières années que l'homme est bien plus fortement déterminé dans sa valeur tant corporelle que psychique par son hérédité propre que par toutes les mesures extérieures, qu'elles concernent l'alimentation, le sport ou l'éducation. En effet toutes ces influences extérieures présupposent pour agir la présence des qualités héréditaires correspondantes, et l'homme n'a pas le pouvoir de créer de nouvelles qualités du type de celles qui se transmettent par hérédité, ni de détruire dans le détail les qualités présentes. Par conséquent, si un peuple veut conserver durablement, ou accroître ses forces physiques et morales, il ne le peut que par la sélection des hommes qui possèdent la meilleure hérédité, et en même temps par la restriction de la fécondité de ces autres hommes à qui un destin insaisissable a apporté des hérédités maladives et incoercibles.

*Sélection du cheptel humain*

Cette doctrine, connue depuis plusieurs dizaines d'années sous le nom d'*eugénisme* et répandue surtout par l'anglais Galton depuis le milieu du dernier siècle, a servi de base dans l'Allemagne nouvelle pour une série de mesures législatives qui, par la « loi sur la prévention de la procréation tarée, doit endiguer et exclure au moins les hérédités malsaines les plus dangereuses et les plus directement mortelles pour un peuple civilisé, et cela au moyen de la stérilisation des individus tarés. On sait que cette loi a suscité au début beaucoup d'opposition dans le monde. On craignait un abus des déterminations légales, parce qu'on ignorait les prescriptions parfaitement précises qui font dépendre ici toute décision stérilisatrice d'un jugement unanime d'experts médicaux et juridiques. On a mis en doute aussi le droit de l'État de pénétrer aussi profondément dans la vie de l'individu : mais cette objection méconnaît complètement ce fait que par la stérilisation on empêche l'homme taré, déjà si gravement atteint dans son propre corps, de voir revivre son propre destin lamentable dans le corps, inévitablement taré, de ses enfants. La pratique de la loi a montré, dans la première année de son application, que la grande majorité des stérilisés acceptent tout à fait spontanément les mesures législatives qui leur sont appliquées, et qu'il n'arrive que très rarement que l'opération soit faite contre le gré de celui qui en est l'objet.

*Altruisme de la stérilisation*

Il faut ajouter ici que chez tous les peuples civilisés on trouve aujourd'hui une immense armée d'hommes incapables, pour des raisons héréditaires, de vivre de leur travail, et que cette armée est pour la nation une très lourde charge morale et financière qui occupe des forces et des moyens qui devraient être mis à la disposition de la partie saine et productrice du peuple. Rien de surprenant dès lors à ce qu'on puisse citer aussi dans d'autres nations des mesures de plus en plus nombreuses dans l'ordre *eugénique* ou, comme nous disons en Allemagne, dans l'ordre de l'*hygiène raciale*. A côté de l'Amérique

*Bilan économique*

où l'on sait que des lois de stérilisation sont en vigueur depuis plusieurs années, il faut citer des mesures récentes, prises surtout en Angleterre, dans les pays scandinaves, en Finlande et en Suisse. Pour juger ce développement, il est important de se référer au Congrès de la *Fédération Internationale des organisations eugéniques* qui s'est tenu le 21 juillet 1934 à Zurich, et qui, après quatre jours de discussions sur la loi allemande, a voté la motion suivante :

*Le Congrès de Zurich*

« Les participants à la deuxième conférence de la Fédération Internationale des organisations eugéniques, réunis à Zurich et représentant les pays les plus divers de la terre, affirment que, malgré toute la diversité de leurs points de vue politiques ou philosophiques, ils se sont mis d'accord après un échange de vues de quatre jours pour affirmer l'importance essentielle et indéniable des recherches théoriques et pratiques d'hygiène raciale pour tous les pays civilisés. Le Congrès recommande aux gouvernements du monde d'étudier les questions d'hérédité biologique, de politique démographique et d'hygiène racique avec le même souci réaliste qui a prédominé déjà dans quelques pays d'Europe et d'Amérique, et d'appliquer les résultats de cette étude pour le bien de leurs peuples respectifs. »

*Les fous et les idiots*

Ici et là on a affirmé que la loi allemande rend possible la stérilisation sans l'assentiment exprès du patient et sans qu'il ait pu exprimer son vouloir libre. De telles objections sont insensées, car on ne peut pas attendre l'expression d'un vouloir libre, là où il n'y a pas de vouloir libre (par exemple dans un cas psychopathologique), et on ne peut pas exiger l'assentiment du patient là où la raison fait totalement défaut (comme dans les cas de crétinisme). Et si le droit de tous les peuples permet de priver de tels malades de la libre disposition de leur argent ou de leurs meubles, on ne peut pourtant pas prétendre leur laisser en même temps le droit de prendre eux-mêmes ces décisions mille fois plus importantes qui concernent la procréation et l'avenir de leurs enfants! Ici c'est la responsabilité de la

nation, c'est-à-dire de l'État législateur, qui doit intervenir. Et de même que l'État possède, d'après la conception universellement admise, le droit de veiller pour le bien de la nation sur la vie du soldat, tout de même a-t-il le droit, suivant notre conception, d'imposer la renonciation à procréer, chaque fois que cette procréation apporterait de la souffrance et de la misère à l'individu comme à la nation.

*La paix comme moyen eugénique*

Pour prévenir la transmission des tares héréditaires, l'hygiéniste racial doit faire entrer en ligne de compte la conservation soigneuse des « porteurs » d'hérédités saines. Et c'est pourquoi, conformément à l'affirmation répétée du Congrès de Zurich, le politique persuadé des exigences de l'hygiène raciale devra prendre nettement position contre toute idée de guerre engagée à la légère (*gegen jeden leichtfertigen Krieg*), *parce que la guerre signifie l'anéantissement de très précieux « porteurs » d'hérédités saines* et que par conséquent même une guerre victorieuse représente du point de vue biologique une perte irréparable. *C'est parce que l'Allemagne nationale-socialiste pense raciquement qu'elle veut la paix.*

III. **Mélange des races.** — Mais les plus forts malentendus sont venus surtout de la conception nationale-socialiste en matière raciale. Aujourd'hui les milieux bien informés reconnaissent le bien-fondé de la politique allemande à l'égard du judaïsme étranger qui dominait toute notre vie publique et contre lequel furent dirigées toutes les mesures pratiques dans ce domaine. Il s'agit ici d'un problème spécifiquement allemand, et aucun peuple soucieux de son honneur n'aurait à notre place agi d'une autre manière que nous. S'il est vrai que dans les seules années qui vont de 1910 à 1925 il pénétrait chaque jour dans nos frontières, pour s'y fixer durablement, 13 Juifs orientaux, s'il est vrai qu'à la fin des professions entières étaient à peu près devenues l'apanage du judaïsme, qu'il nous fallait compter à Ber-

*L'antisémitisme question d'honneur*

*... ou de places à prendre...*

lin parmi les médecins des caisses d'assurances sociales 60 0/0 de Juifs [Note du traducteur : le chiffre ne vaut que pour Berlin. Dans toute l'Allemagne, la proportion ne dépassait pas 15 0/0] et parmi les avocats 50 0/0, on se rend compte de la nécessité pressante de rétablir législativement la souveraineté des Allemands dans leur propre pays. Que les mesures prises n'aient rien eu de brutal ni d'inconsidéré, on peut le voir d'après les statistiques actuelles qui indiquent encore à Berlin une proportion de 46 0/0 de médecins juifs pour les caisses d'assurances sociales, et, parmi les avocats, environ 30 0/0 qui peuvent continuer à exercer leur profession. Revue vraiment impressionnante de notre attitude généreuse et humaine en cette matière!

*La générosité nazi...*

Mais il s'est élevé dans le monde des voix pour se demander si les principes racistes du National-Socialisme n'impliquaient pas un mépris ou même une diffamation des autres races. Sur ce point il faut dire qu'au contraire la philosophie raciste du National-Socialisme constitue la meilleure garantie pour un respect réciproque des peuples et leur assure une possibilité de coexister pacifiquement.

*Pluralisme pacifique...*

L'histoire, la science et la vie nous montrent de mille manières que sur cette terre les apparences humaines diffèrent beaucoup, que bien plus les grandes races ne manifestent pas seulement des différences héréditaires fondamentales dans l'ordre corporel, mais surtout dans l'ordre de l'âme et de l'esprit. Là où hier on est resté aveugle devant cette réalité de fait, là où l'on a prétendu unifier pour tous les peuples et pour toutes les races de la terre les formes économiques, culturelles et *religieuses*, on a véritablement *péché contre la nature* même et contredit, au nom d'un faux principe, aux caractéristiques naturelles des groupes de races et de peuples. Mais aujourd'hui nous reconnaissons de nouveau les différences raciales. Nous vou-

*Inégalité ou simple variété?*

*L'universalisme religieux péché contre nature*

*Les exigences du particulier...*

lons que chaque espèce d'homme trouve la forme d'existence qui lui convient. C'est pourquoi nous refusons tout chauvinisme et tout impérialisme, reconnaissant aux autres races de la terre le même droit que nous exigeons pour nous-mêmes, je veux dire le droit d'organiser le monde et la vie selon la nécessité de notre propre caractère.

*... fondement mystique de la création*

Et si le National-Socialisme voulait voir éviter dans l'avenir l'incessant croisement des races, il n'y a rien là, bien au contraire, qui soit signe de mépris. On a dit, imaginant par là atteindre le National-Socialisme, que *toutes les races de la terre sont des pensées de Dieu. C'est exactement ce que nous croyons*, et c'est pourquoi nous exigeons une séparation purificatrice entre le sang et le Sang, *pour que les pensées de Dieu ne soient pas troublées et que les particularités qu'Il a créées dans chaque race humaine soient conservées dans toute leur pureté.*

*La mansuétude nazi...*

On nous a demandé si de telles conceptions ne représentaient pas une prise de position hostile à l'égard des pays dont la population révèle, par suite de leur développement historique, d'importants mélanges raciques, et l'on a supposé que notre refus de principe du mélange des races entraînait nécessairement le mépris à tout le moins des peuples à races mélangées. Ce ne peut pas être pourtant le cas, puisque le National-Socialisme est un mouvement vivant qui ne peut pas tenir la génération aujourd'hui vivante pour responsable de l'attitude des générations antérieures dans cette question. Même le peuple allemand, du point de vue strictement scientifique, peut être considéré comme un mélange racique.

*Le naturalisme de demain*

Les exigences national-socialistes ne visent qu'à tenir compte à l'avenir de *la volonté de la nature et des lois de la vie, qui n'ont créé les races diverses de ce monde que pour que chacune puisse développer et exercer dans la plus grande pureté possible ses forces propres.*

*Les précédents américains et coloniaux*

Et là encore, au fond, le point de vue national-socialiste n'est pas si différent de celui de tout peuple sain. La législation américaine sur l'émigration repose, par exemple, très consciemment sur des principes racistes. Dans leurs rapports avec les Hindous, les Malais, les Asiatiques, les Européens ont en général écarté jusqu'à présent le mélange des sangs, et des deux côtés on a pu considérer, et on considère encore les transgressions de cette frontière raciale comme inopportunes, sans que pour autant la possibilité fût détruite d'une collaboration amicale étroite et expressément affirmée. Dans le cas de l'Allemagne nouvelle, je peux une fois de plus le redire en y insistant. Nous ne désirons pour les hommes de notre peuple aucun mélange et aucun mariage avec les ressortissants de races étrangères, parce que de telles unions ne peuvent que détruire de part et d'autre les qualités originelles. Mais après comme avant nous accueillons toujours comme les bienvenus nos hôtes, même appartenant à des civilisations éloignées de la nôtre, et notre point de vue racique nous conduit à respecter aussi soigneusement *leur* caractère propre que nous voulons savoir respectées par le monde les particularités raciales de *notre* peuple.

*Un concordat amical ou un pacte racial de non-immixtion*

*Les lois du sang*

Cet aperçu de la politique démographique et raciste de l'Allemagne nous aura montré que dans ce domaine aussi notre attitude est dictée par un amour passionné de l'avenir et de la grandeur de notre peuple, mais en même temps par un sentiment de notre responsabilité et par un grand sang-froid. Nous espérons que les autres peuples comprendront et estimeront cet esprit, et nous croyons qu'il ne peut plus y avoir, dès l'avenir le plus proche, de politique sur cette terre qui méconnaisse *les grandes lois du sang et de la race. Car c'est la vie même qui les a écrites* et un peuple ne peut durer que s'il vit en accord avec elles.

# A TRAVERS LES REVUES

## *Choisir*

Dans le Bulletin de l'**Union pour la Vérité**, M. Georges Guy-Grand évoque la critique faite

à ceux qui, par scrupule de vérité, refusent d'adhérer sans nuances aux formations massives, aux « fronts » qui, dans les temps de lutte comme celui-ci, s'opposent dans un antagonisme irréconciliable.

On reconnaît le reproche — que rappelle nommément M. Guy-Grand — adressé par M. Henri Massis aux signataires du manifeste *Pour le Bien Commun*.

M. Guy-Grand se refuse à répondre au nom des catholiques — et nous le comprenons — mais la raison qu'il donnerait pour son compte si l'on faisait le même reproche à l' « Union » vaut d'être retenue :

Qu'il faille sur toutes les choses graves de l'existence et décider et agir en conséquence, on en tombe d'accord ; se refuser à juger serait donner sa démission d'homme. Mais la force, la netteté, la catégoricité des jugements, dépendent des matières où ils s'appliquent. Quand l'évidence est aveuglante, le jugement peut être tranchant ; quand les choses sont plus complexes, il devra, par respect même du vrai et du juste, se nuancer. Or, il est peu de choses plus complexes, plus difficiles à bien connaître, que les événements humains.

Les événements sont-ils en effet si clairs que l'on puisse exiger que l'on prenne une position définitivement tranchée ?

Il semble qu'on prenne plaisir à confondre des attitudes intellectuelles cependant fort distinctes. De ce qu'un esprit, par souci du vrai et du juste, se refuse à accepter des affirmations ou des négations simplistes, on conclut qu'il brouille tout et jette tout dans le même panier. On dirait qu'on n'a le choix qu'entre deux partis, celui du fanatique et celui du sceptique ; du fanatique si absolu

dans sa croyance qu'il n'éprouve nul désir d'écouter l'adversaire, du sceptique dilettante qui en arrive à croire que toutes les croyances se valent et que les regarder s'exterminer est un jeu bien agréable.

Voilà qui est bien dit. Mais ici — il ne s'en étonnera pas — nous ne suivrons plus M. Guy-Grand. Le directeur de l'*Union pour la Vérité* base en effet son attitude libérale sur le fait qu'entre *tout* et *rien*, il y a *quelque chose*, et c'est seulement ce *quelque chose*, tout relatif, que l'esprit humain peut prétendre découvrir. Pour nous, c'est au contraire l'absolu de notre foi qui est cause de notre réserve. Déjà pour notre réflexion raisonnable, c'est parce que nous voulons *absolument* être fidèles à la vérité, qu'en des réalités contingentes où la vérité absolue ne se rencontre pas, nous nous garderons de prendre une position tranchée. Mais si nous voulons rester fidèles non seulement à un esprit de vérité, mais à la vérité même se révélant dans sa plénitude, c'est plus clairement encore que nous verrons la disproportion entre l'adhésion de notre Foi à la vérité divine, et le choix d'une attitude politique. Nous ne protestons pas de voir des chrétiens choisir pour des raisons que leur prudence a jugées bonnes tel groupement politique qui n'offense pas notre foi, nous trouverons qu'il aura raison de s'engager, et même de s'engager tout entier. Mais qu'il ne prétende pas voir aussi s'engager l'Église. Le royaume de l'Église n'est pas de ce monde, et son choix réclame une autre certitude. L'Église a partout des enfants : dans tous les camps où un cœur droit a été attiré par la vérité partielle et par la revendication juste que présentait son parti, l'Église doit être suffisamment libre pour répondre à son attente. D'où cette nécessaire collaboration entre chrétiens et incroyants à l'âme droite — bien que non pleinement éclairée — dont parlait M. Jacques Maritain à l'entretien évoqué ici par M. Guy-Grand.

Pour parler comme M. Jacques Maritain, — bien que nous ne prétendions nullement faire de lui un « libéral » (cf. le *Bulletin* d'octobre-novembre 1934) —, il suffit que toute foi absolue se complète d'un « pluralisme » d'équité ou de charité pour que soit possible entre chercheurs de bonne foi ce dialogue sans lequel il n'est pas de vraie discipline intellectuelle et morale. Tout bien pesé, il faut choisir, mais choisir n'empêche pas de juger avec lucidité même ce qu'on a choisi.

# QUESTIONS MISSIONNAIRES ET COLONIALES

FRATER. *Défense de la chrétienté.*

A propos de l'Éthiopie.

★ ★ ★ *Réflexions sur le malaise marocain.*

Mai 1933, troubles de Rabat ; printemps 1934, incidents de Marrakech ; mai 1934, soulèvements nationalistes de Fès et de Taza... Il ne faudrait pas que les troubles plus récents de Tunisie et d'Algérie pussent cacher les difficultés très graves que traverse le Protectorat. On connaît les revendications des « Jeunes Marocains ». On proteste volontiers contre leurs injustices. On n'a pas le souci de retenir ce qu'elles ont de fondé et de dénoncer les véritables sources du mal.

On trouvera ici, accompli avec mesure et clairvoyance, un courageux examen de conscience, bien nécessaire si nous voulons que la France accomplisse au Maroc la mission qui doit être la sienne.

H. C. E. ZACHARIAS. *La Malaisie et le Japon.*

La rétrocession des Dindings.
Le Johore et la base navale de Singapour.

J. FOLLIET. *La première femme.*

Un recueil de contes de Pearl Buck.

J. F. *Notes bibliographiques.*

*A travers les revues :*

Les Assyriens d'Irak et la Société des Nations.
La Turquie kémaliste.

*Billet*

# Défense de la chrétienté

*On a beaucoup parlé, tous ces jours, de l'Éthiopie. On a multiplié les méditations, les ratiocinations, les pronostics sur le conflit italo-abyssin. Mais il est une considération qui semble n'avoir arrêté personne : c'est que l'Éthiopie est terre de chrétienté et que ce fait modifie, pour des chrétiens, la face du problème.*

*Entendons-nous : je ne dis pas que l'Éthiopie est terre d'Église. Sa confession, séparée de Rome, isolée du grand mouvement de l'Occident chrétien, ne connaît qu'un christianisme mutilé, entaché par l'erreur monophysite, engourdi et endormi dans cette torpeur qui accable tous les peuples chrétiens éloignés de la source vive. Il y aurait, pensons-nous, beaucoup de critiques justifiées contre la religion populaire de l'Abyssinie, où la superstition voisine de trop près avec des lambeaux de vérité, contre un clergé ignorant, fanatique, trop engagé dans le temporel et qui persiste à trouver dans la malédiction de Cham une légitimation religieuse de l'esclavage. (Il faudrait, d'ailleurs, nuancer notre jugement, car le clergé abyssin comprend aussi des prêtres savants à leur manière et qui s'efforcent vers une certaine notion de la sainteté.)*

*Il n'en reste pas moins qu'il y a, en Éthiopie, des chrétiens sincères, pieux, et que seul un manque d'information empêche de donner toute leur mesure. Un voyageur, qui aime ce pays, nous contait dernièrement que les grandes dames abyssines, dont l'éducation traditionnelle a été soignée, savent par cœur de vastes passages du Nouveau Testament, épîtres*

*comprises, et qu'elles passent leurs loisirs à compléter ce savoir en lisant et relisant les Écritures. Nous souhaiterions qu'on en pût dire autant de nos grandes dames françaises.*

*Des missions catholiques : Lazaristes, Capucins, travaillent sur la vieille terre, où la Légende dorée allait chercher la figure de son diable. Ils ont obtenu des résultats. Les missions protestantes, au contraire, n'ont eu que peu de succès. Les pasteurs, en effet, s'en sont pris au culte de la Sainte Vierge, et les Abyssins, qui professent, pour la Mère de Dieu, une dilection filiale, se défient de ceux qu'ils appellent les ennemis de Marie.*

*Le gouvernement du négus Haïli Silassié est favorable au catholicisme. Peut-être même envisagerait-il l'éventualité d'une réunion des Églises. Cette pensée pourrait-elle être autre chose qu'un désir ? Le clergé abyssin se laisserait-il entraîner par le négus, alors qu'en réalité c'est le chef de l'église éthiopienne qui, dans ce pays de structure encore féodale, détient le véritable pouvoir ? Autant de questions auxquelles nous aurions bien de la peine à répondre. Toujours est-il que la réunion de l'Église éthiopienne n'est pas une chimère, pas même une pure possibilité. Le Vatican, suit, pour cette raison, d'un regard particulièrement inquiet, les développements du conflit italo-abyssin.*

***

*Mais nous avons dit, au début de cet article, que l'Abyssinie est cependant terre de chrétienté. Une terre de chrétienté, c'est un coin du globe où, de manière ou d'autre, plus ou moins purement, plus ou moins parfaitement, l'influence chrétienne s'exerce dans le temporel, pénètre les institutions et les mœurs. Qu'on le veuille ou non, une solidarité de fait et de droit unit toutes les nations chrétiennes, si peu qu'elles le soient, en face de l'islamisme ou des paganismes — au moins tant qu'elles ne tombent pas dans un néo-paganisme, bien pire que l'ancien.*

*On comprend, dès lors, le sens de notre affirmation. Si l'Éthiopie n'est pas ou n'est pas encore terre d'Église, si même sa religion n'influence que peu ou mal les institutions et les mœurs de ses habitants, on peut lui refuser le titre de terre de chrétienté. Il y a plus : elle a été l'un des marché de la*

*chrétienté contre l'invasion de l'Islam. Des siècles, elle a résisté victorieusement aux poussées musulmanes, si fortes cependant. Mahomet a pu gagner toute la côte orientale de l'Afrique; le lion de Juda n'a point cédé devant son prestige. Cette lutte a modelé si fortement le caractère abyssin que, naguère, pour avoir montré trop de complaisances à l'Islam, Lidj Yassan, prédécesseur de Haïli Silassié, perdit son pouvoir devant la révolte du peuple.*

*Une Éthiopie unie à Rome, purifiée, modernisée, débarrassée de la féodalité et de l'esclavage, devenue à son tour missionnaire, serait, n'en doutons point, l'un des facteurs les plus puissants de la conversion de l'Afrique.*

*C'est pourquoi l'opinion chrétienne d'Europe ne doit point tolérer une expédition coloniale contre l'Abyssinie. Or, un conflit italo-abyssin ne serait, dans la pensée de l'Italie, qu'une expédition coloniale.*

*Au problème éthiopien il n'y a qu'une solution raisonnable : le relèvement de l'Éthiopie par elle-même. Qu'on ne crie pas à l'impossibilité : le Japon de 1850 n'était pas en de meilleures conditions sociales et politiques que l'Abyssinie actuelle. L'Éthiopie doit réussir à se moderniser sans abandonner ses traditions, et, particulièrement, ses traditions chrétiennes.*

*Tous les chrétiens qui le peuvent doivent l'y aider. Et il y aurait peut-être quelques belles aventures à courir.*

FRATER.

# Réflexions sur le malaise marocain

Mai 1933, troubles antisémites à Rabat ; février 1934, émeute à Alger ; printemps 1934, incidents entre Juifs et Musulmans à Marrakech ; mai 1934, incidents nationalistes de Fès et de Taza ; été 1934, pogrome sanglant de Constantine et révolte de Tunisie ; février 1935, troubles de Sétif, grèves d'Alger, émeute de Mostaganem. Sur cette liste éloquente, que tous les Français devraient méditer — surtout les Français de la métropole, trop enclins à oublier l'existence de l'empire et l'importance vitale de l'Afrique du Nord, — l'Algérie, à la sagesse si vantée jadis, tient le premier rang par la gravité des événements. Mais le Maroc y occupe bien sa place. Que le malaise soit commun aux trois pays, c'est d'ailleurs chose maintenant publique. Mais il revêt des formes variées, qui tiennent aux différences régionales. C'est l'aspect marocain de ce malaise que nous étudierons ici, sans chercher à en dresser un tableau complet, qui déborderait le cadre d'un simple article.

***

Dans les milieux informés, l'attention a été de nouveau attirée sur le Maroc, vers le début de décembre dernier,

par la présentation au Sultan, au gouvernement français et à la Résidence générale, d'un *Plan de réformes marocaines*, élaboré par le « Comité d'Action Marocaine », sous le patronage de quelques journalistes et hommes politiques français. On a fait autour de cette démarche et de ce texte un silence épais. On n'a pas réussi à le faire total. Le *Plan de réformes*, publié en français et en arabe, a été abondamment distribué, et il est facile aujourd'hui d'en indiquer les grandes lignes.

Ce *Plan* comporte un avant-propos qui s'efforce de dégager les caractères et les causes du malaise marocain. Ce malaise est avant tout d'ordre interne. Il tient principalement, nous dit-on, aux erreurs et aux injustices de la politique française. Celle-ci a fait à la minorité européenne une situation privilégiée et l'a comblée de toutes les faveurs. A côté d'elle, les Marocains sont traités en parents pauvres : ils paient des impôts très lourds et fournissent la plus grosse part d'un budget dont profitent surtout les autres. L'enseignement destiné aux Musulmans est squelettique et rétrograde ; on semble avoir peur de former une élite et de travailler au progrès de la population marocaine. La liberté de la presse, la liberté d'association et la liberté de réunion n'existent pratiquement pas pour celle-ci. La colonisation agricole « se préoccupe de rafler les meilleures terres des Marocains pour les distribuer à des colons parfois improvisés, dont beaucoup manquent d'aptitudes et ne présentent pas les garanties nécessaires » (p. IX). Enfin, la politique française est assimilatrice, elle tend à l'administration directe, elle fait la guerre aux traditions nationales et à la culture arabe, elle tâche à semer la division parmi les Musulmans. Au moment de quitter la Résidence générale, M. Lucien Saint annonçait des réformes. Mais il « promettait précisément au moment où il ne pouvait agir efficacement »

(p. x) (1). Les réformes ne sont pas venues. Depuis lors, la situation n'a pas empiré. Mais elle demeure mauvaise. « On reste encore dans une expectative que l'on souhaiterait ne pas être totalement vaine » (p. xi).

Devant cette inertie de l'autorité, privés d'autre part de tout moyen d'expression par l'interdiction de leur presse à la suite des incidents de mai 1934, les Marocains qui dirigeaient le mouvement se sont décidés à élaborer un programme positif. Nous laisserons de côté la longue introduction historique et juridique qui le précède ; elle reprend surtout, en les développant, les griefs de l'avant-propos. Nous nous en tiendrons aux différents articles de ce programme, car c'est ce qui nous intéresse ici plus particulièrement. Dans leur ensemble, les réformes proposées par le Comité d'Action Marocaine visent d'abord deux buts, attribuer une part plus grande aux Marocains dans le gouvernement et l'administration de leur pays, réduire les dépenses du Protectorat pour alléger les charges fiscales qui pèsent si lourdement sur les petites gens. Le programme prévoit, par exemple, la réduction du nombre des fonctionnaires, la diminution de leurs traitements et indemnités, la suppression des cumuls, etc..., l'instauration de conseils municipaux judéo-musulmans élus au scrutin de liste à deux degrés, avec un chef des services municipaux marocain, la fondation de chambres économiques marocaines, l'institution d'un conseil natio-

(1) Le 8 mars dernier, M. Lucien Saint, ancien résident général en Tunisie et au Maroc, a fait devant la commission sénatoriale des Affaires Etrangères un exposé sur la situation nord-africaine et présenté un programme de réformes qui alliaient, dit *La Vigie Marocaine* du 9 mars, « à l'autorité de l'expérience et à l'élévation des vues une élégance particulière de forme ». Il est permis de penser que c'est là « moutarde après dîner », surtout si l'on se rappelle que c'est du temps de M. Saint qu'eut lieu la plus grosse inflation budgétaire et administrative du Maroc.

nal, l'égalité de la langue arabe et de la langue française, la réforme du *tertib* (impôt sur les récoltes), etc. Le *Plan* comporte en second lieu un certain nombre de revendications de justice. Au sens strict du mot, on demande une réorganisation totale de la justice musulmane et du régime pénitentiaire. Au sens large, on demande des réformes sociales dont les plus urgentes paraissent la lutte permanente contre le taudis et en particulier les « bidonvilles », l'interdiction de la prostitution, la répression de l'usure, la fondation d'hospices pour les vieillards et les indigents, la protection des terres des tribus contre les abus de la colonisation, enfin la réglementation sévère du travail et l'amélioration de la condition du travailleur marocain (repos hebdomadaire, salaire vital, accidents, maladies, hygiène, emploi des enfants et des femmes, etc.). Ces réformes sociales devront être complétées par la réorganisation de l'enseignement musulman et par le développement de l'enseignement primaire, rendu obligatoire pour les Marocains. Le Comité d'Action Marocaine réclame en outre un certain nombre de garanties qui limitent, en matière de libertés publiques et privées, l'arbitraire de l'administration.

Le *Plan de réformes* est rédigé sur un ton modéré. Les membres du Comité ont compris que le souci de leur propre dignité et le respect de ceux à qui ils s'adressaient imposaient cette mesure et ce calme. Ils ont compris aussi que c'était le meilleur moyen de se faire écouter. Il y a lieu de les en féliciter. Il est cruel, quand on aime son pays, de le voir sous la tutelle de l'étranger, et d'un étranger dont on est séparé par tant de choses. Il est plus cruel encore, quand on l'aime avec clairvoyance, de se rendre compte qu'il ne peut progresser qu'avec le concours de cet étranger. On a trop oublié cet état d'esprit, cependant très naturel, lorsque l'on a reproché à ces

hommes, dont la plupart sont jeunes, la nervosité de leur attitude et la vivacité, parfois un peu aigre, de leurs manifestations. D'ailleurs, ils se défendent d'agir par hostilité contre la France ; les droits et les intérêts de celle-ci, disent-ils, peuvent et doivent se concilier avec ceux du Maroc. Jusqu'à preuve évidente du contraire, nous tiendrons cette affirmation pour loyale. A notre avis, les faiblesses du *Plan de réformes* ne sont pas à chercher de ce côté. Nous lui reprocherons, tout d'abord, de demander trop, de demander trop à la fois, et de demander trop de petites choses sans bien les distinguer des grandes. Il y a là une surabondance de détails, voire de minuties, un défaut de classement et de perspective, qui sont à la fois, croyons-nous, une maladresse de composition et une erreur de tactique. A moins que le Comité, suivant un procédé connu, ne réclame plus pour obtenir moins. Mais c'est manier une arme à double tranchant, et risquer l'échec total.

Nous reprocherons aussi au *Plan de réformes* son patronage. Nous n'y mettons aucune indignation — on va voir tout de suite pourquoi. Mais se présenter sous l'égide d'un Longuet, d'un Renaudel, d'un Bergery, d'un Challaye, c'est apparaître comme inféodé sinon à un parti, du moins à une tendance bien définie, et c'est se fermer délibérément l'audience d'une bonne moitié de l'opinion française. Nous savons bien qu'à cela les « Jeunes Marocains » répondent : « Il nous faut un patronage ; nous le prenons où nous le trouvons. Les autres partis, les autres tendances se sont-ils intéressés à notre cause ? » L'argument est d'une force indubitable. Il est certain que, en dehors des éléments dits « de gauche », personne, ou à peu près, n'a fait accueil aux doléances des Nord-Africains. Les partis « nationaux », pour qui le patriotisme cesse trop souvent d'être une vertu quand il apparaît comme

l'amour légitime d'un étranger pour son propre pays, ne voient guère dans ces jeunes gens que des agitateurs, des ennemis, des traîtres, et les accusent trop volontiers de travailler pour Hitler ou pour les Soviets. Cette attitude n'est pas étrangère aux catholiques eux-mêmes. L'année dernière, un hebdomadaire catholique de Casablanca, aujourd'hui disparu, commit l'imprudence de discuter avec fermeté, mais courtoisie, les idées des « Jeunes Marocains » et d'appuyer certaines revendications qui lui parurent conformes à la justice. Ce fut aussitôt une révolte indignée chez beaucoup de ses lecteurs et de ses abonnés, et il s'en fallut de peu qu'on n'accusât la rédaction, entièrement bénévole, d'être à la solde de l' « Anti-France ». De toute façon, les manifestations d'intérêt de l'opinion catholique pour la part de vérité que contenaient les revendications des « Jeunes Marocains » ont été si rares, si sporadiques, si réservées aussi, que l'on peut pratiquement les considérer comme nulles. Dans ces conditions, est-il étonnant que le Comité d'Action Marocaine se soit jeté dans les bras d'hommes qui font profession — à tort ou à raison, ceci est une autre affaire — de défendre les opprimés et de se battre pour toutes les libertés en péril? Est-on fondé à lui en faire critique? Et a-t-on le droit de lui reprocher de s'adresser ailleurs pour obtenir un patronage que l'on se refuserait à lui accorder soi-même?

L'argumentation, répétons-le, ne manque pas de force. Elle n'est pas entièrement irréfutable. On peut du moins faire deux remarques. La première, c'est qu'il y a quelque chose de paradoxal dans cette alliance entre des hommes dont la plupart sont agnostiques ou athées, parfois violemment hostiles à toute religion positive, et des jeunes gens qui s'affirment et qui sont de sincères musulmans, par conséquent des âmes vraiment religieuses, passionnément attachées au dogme d'un Dieu unique et créateur.

La seconde, c'est que la méfiance et la réserve ne se trouvent pas d'un seul côté. Sur ce point, les « Jeunes Marocains », il faut le leur déclarer en toute sympathie, mais en toute clarté, ne sont pas irréprochables. Ils n'ont trouvé de patronage, disent-ils, que dans les milieux « de gauche ». Mais en ont-ils sollicité ailleurs? Ont-ils fait dans les autres milieux toutes les démarches qui leur étaient possibles? Ont-ils cherché tous les contacts qui pouvaient s'offrir à eux? Bien plus, ont-ils fait ce qu'il fallait pour ne pas blesser les convictions des catholiques? Le *Plan de réformes* répond de lui-même à cette question. Et ici nous nous devons à nous-même comme à l'estime que nous avons pour les « Jeunes Marocains » de dire franchement notre pensée : l'appui que les catholiques pourront apporter au Comité d'Action Marocaine sera forcément tempéré de réserve, tant que celui-ci n'aura pas renoncé à certaines revendications qui ne peuvent que les blesser douloureusement.

Laissons de côté le vœu émis à la p. 131 : « Supprimer le vocable « croix » dans les décorations chérifiennes ». C'est un enfantillage comme il y a en quelques-uns dans ce petit livre, et qui surprennent. Mais le Comité d'Action Marocaine aurait été bien inspiré de ne pas jeter à la tête du Vicaire Apostolique de Rabat les quelque 400.000 francs que lui verse chaque année le Protectorat. L'Église de France dépouillée par le combisme, les religieux de France expulsés de leur propre pays et privés du droit d'enseigner, les catholiques de France traités en citoyens de seconde zone par la dictature de la maçonnerie, ont le droit de demander qu'on soit plus discret à leur reprocher les maigres aumônes de l'État laïque. Resterait à savoir si le Vicariat Apostolique n'aurait pas avantage à abandonner cette subvention, qui risque d'engendrer bien des servitudes. Mais nous n'avons pas qua-

lité pour poser la question, encore moins pour y répondre. Il y a plus grave : « Interdire aux missionnaires des deux sexes la création et la direction d'écoles, ateliers et orphelinats pour les enfants marocains, et confier les œuvres de ce genre déja existantes à l'État marocain ou aux Sociétés musulmanes de bienfaisance » (p. 126). Et il y a surtout ceci : « Interdire toute propagande à caractère évangélisateur parmi la population musulmane de tout le Maroc. Mettre un terme à l'action des missionnaires des deux sexes quels que soient leur nationalité et leur rite, notamment en leur interdisant d'entreprendre à titre de missionnaires une activité quelconque à travers les *souks* (marchés de campagne) et à l'occasion des *moussems* (fêtes foraines) ; ne tolérer de leur part aucune publication portant atteinte au respect dû à l'Islam et à son prophète » (p. 125-126). *Le Maroc catholique* a déjà fait observer que l'on ne voit pas bien comment concilier ces articles avec « la libre expression des idées et des opinions », qui est réclamée ailleurs (p. 52). Ou alors, c'est que cette libre expression n'existerait pas pour les catholiques ; on se contenterait ainsi de pratiquer à leurs dépens cette « politique des deux poids et deux mesures » dont il nous est fait reproche. Quant à l'activité des missionnaires à travers les *souks* et à l'occasion des *moussems*, nous craignons bien, du moins pour ce qui est des religieux catholiques, qu'elle n'appartienne au domaine de la légende, comme les six cents missionnaires dont la presse musulmane parlait il y a quelques années, et qui auraient été lancés par le gouvernement français à l'assaut de l'Atlas marocain. Mais nous pensons qu'il faut s'exprimer avec respect sur toute religion digne de ce nom, et nous estimons, en particulier, qu'on n'avance à rien, qu'à porter des blessures presque toujours irrémédiables, en traitant Mahomet d'imposteur ou en déclarant que les

Musulmans font du Ramadan une simple occasion d'orgie nocturne. Nous demanderons seulement au Protectorat de « ne tolérer... aucune publication portant atteinte au respect dû » au catholicisme et à son fondateur; et nous demanderons au Comité d'Action Marocaine de s'associer avec nous contre certains hebdomadaires français du Maroc qui insultent bassement notre foi, nos évêques et nos prêtres, et contre l'inexplicable propagande qui, tout dernièrement, affichait sur les murs de nos églises d'ignobles papillons dont l'un représentait le Pape en adoration devant une pièce de cinq francs.

Il y a donc, dans le *Plan de réformes marocaines*, une part de sectarisme dont on trouverait d'autres exemples. Ce n'est pas sans un peu de tristesse que l'on note, dans un effort par ailleurs intéressant, cet esprit étroitement tyrannique, qu'il eût été facile d'atténuer et peut-être de retrancher sans rien faire disparaître d'essentiel. Et c'est sans doute le point où l'on regrette le plus que le Comité d'Action Marocaine n'ait pas eu davantage le sens de la hiérarchie et le sens de l'opportunité.

Nous redoutons enfin que le *Plan* ne soit partiellement injuste à l'égard du Protectorat. Ce n'est pas que nous admirions sans réserves l'œuvre accomplie par celui-ci, surtout depuis 1925; elle prête à discussion et peut inspirer de très graves critiques. Nous ne les ménagerons pas tout à l'heure. Mais nous croyons qu'il y a quelque légèreté à écrire, par exemple, au sujet des opérations militaires de pacification : «... le Marocain constate la carence des autorités protectrices dans une politique de pénétration réellement pacifique, qu'il leur était très souvent possible de pratiquer » (p. 25). Le Comité d'Action Marocaine ne se serait-il pas laissé entraîner ici par l'antimilitarisme de principe qui anime ses conseillers? Car il ne nous paraît nullement évident qu'il était très souvent

possible aux autorités protectrices de pratiquer une politique de pénétration pacifique. Mais peut-être le Comité d'Action Marocaine a-t-il en ce domaine complexe des lumières particulières. Ce n'est qu'un exemple. D'une façon générale, les membres du Comité, hommes jeunes qui n'ont pas connu ou qui ont à peine connu le Maroc avant l'occupation française, ont tendance à grossir ce que le Protectorat leur a ôté, à réduire ce qu'il leur a apporté. Le tableau flatteur qu'ils font du règne de Moulay Hassan (p. 20-21) est caractéristique à cet égard. Sans doute, ils ne nient pas certains avantages : la sécurité, l'organisation des communications, le développement de l'hygiène et des secours médicaux. Mais tout cela est aujourd'hui si bien incorporé à la vie marocaine qu'ils ne l'apprécient plus à sa juste valeur. Il y a des choses, dit un proverbe espagnol, que l'on oublie à force de les savoir. Que l'œuvre faite au Maroc ait été accomplie surtout à l'intention des Européens, nul doute. Du même coup, les Marocains en profitent aussi, et ils le reconnaissent. Mais ils nous reprochent de l'avoir faite pour nous, et non pour eux. A nos yeux, le tort essentiel du Protectorat n'est pas là. Il est de vouloir faire croire aux Marocains que nous avons travaillé pour eux, alors que nous avons d'abord travaillé pour nous. Cette hypocrisie, le plus souvent inconsciente, se pardonne plus malaisément que certains excès graves, mais qui ne se cachent pas sous le voile de la philanthropie.

***

Il faut donc faire des réserves sur le *Plan de réformes marocaines*, sur les revendications qu'il rassemble, sur leur forme et sur leur esprit. Est-ce à dire qu'il n'y ait rien à prendre dans cet exposé? Nous ne le pensons pas;

nous pensons même qu'il y a beaucoup à prendre. Mais, puisque le *Plan* pose devant l'opinion le problème du malaise marocain, il nous paraît préférable d'aborder maintenant celui-ci sans nous assujettir au texte du Comité d'Action Marocaine. Nous retrouverons, chemin faisant, bien des idées exprimées dans le *Plan de réformes*, avec lequel nous marquerons, le cas échant, notre accord.

Il est aujourd'hui une vérité qui rallie la majorité des esprits, encore que beaucoup, qui en conviennent dans la liberté intime d'une conversation, n'osent pas le déclarer tout haut, c'est que le Maroc, sous son aspect européen, est un pays « soufflé ». On a soufflé la colonisation, on a soufflé le budget, on a soufflé les cadres administratifs, on a soufflé même la vie journalière. Partant d'une conception étroitement terrienne de l'occupation, on a voulu multiplier les colons. On n'a tenu compte ni de l'insuffisance de la natalité française, ni des dangers que cette politique pouvait créer pour les agriculteurs musulmans, ni des conflits qui pouvaient surgir avec la métropole. On a répété aux colons qu'ils étaient les piliers de la domination française et de la sécurité dans le bled. On a achevé de leur tourner la tête et de les pousser aux imprudences en leur ouvrant de larges crédits. Cet édifice s'effondre, parce qu'il avait la fragilité de tout ce qui comporte une trop grande part d'égoïsme et d'imprévoyance.

De même, on a grossi le budget jusqu'à dépasser le milliard, pour un pays dont le revenu annuel est évalué à un milliard et demi et dont les cinq millions d'habitants sont presque tous extrêmement pauvres. Lorsque M. Lucien Saint, il y a quelques années, revint de Paris après avoir obtenu la concession de l'emprunt destiné à l'outillage du Maroc, il fut accueilli en triomphateur, comme si la France faisait un cadeau généreux et gratuit.

Aujourd'hui une amère déception succède à un enthousiasme un peu puéril : on s'aperçoit que le service de la dette publique représente 28 o/o du budget, et que c'est un cas monstrueux (1). Et, si le budget a grossi dans ces proportions, c'est aussi parce que l'on a laissé croître exagérément le nombre des fonctionnaires. En 1930 et 1931, ceux-ci étaient déjà plus de 16.500 (Marocains compris) ; en 1932 et 1933, à une date où il ne fallait pas, semble-t-il, une pénétration exceptionnelle pour se rendre compte de l'existence de la « crise », ce chiffre est de plus de 19.000. Dans quel sens s'est faite cette inflation, on le comprendra sans peine quand on saura que la Direction Générale des Finances compte aujourd'hui exactement vingt-huit lignes téléphoniques, contre quatre à celle de la Santé et de l'Hygiène et deux à celle des Travaux Publics. On ne sera donc pas étonné d'apprendre que les traitements des fonctionnaires absorbent près de la moitié du budget. Ajoutons que l'inflation ne se bornait pas au personnel. On voyait en même temps s'élever de tous côtés de vastes et somptueuses bâtisses administratives, tel l'imposant et déjà célèbre Palais de Justice de Rabat.

Enfin, à la faveur des affaires heureuses, des coups de spéculation, des bons traitements et des larges indemnités, les Européens ont soufflé, à leur tour, le train de leur vie. Alors que la population musulmane, dans certaines régions, demeurait encore misérable, ils ont bâti de magnifiques villas (2). Les automobiles se sont multi-

(1) Par une coïncidence malheureuse, cet emprunt a été conclu à une date où le loyer de l'argent était fort élevé et où les travaux coûtaient très cher.

(2) Les énormes immeubles, les grands hôtels, les salles de spectacles, etc., qui achèvent de donner au voyageur l'impression d'une croissance anormalement rapide, ont été construits pour la plupart par des groupements capitalistes de la métropole, qui n'ont pas fait une opération aussi heureuse qu'ils l'escomptaient.

pliées ; la vanité s'en mêlait, et chacun, ou presque, avait sa voiture, quitte à y mettre tout son argent ou à vivre perpétuellement endetté. On contemplait d'un œil complaisant le grouillement des automobiles à la sortie des cinémas, ou leur longue file devant les églises, le dimanche, pendant la messe de 11 heures, où l'on donnait généreusement cinquante centimes à la quête ; et l'on était tout fier de pouvoir dire que le Maroc, pour le nombre des automobiles proportionnel à la population européenne, venait dans le monde immédiatement après les États-Unis, qui semblaient alors détenir le secret de la prospérité.

Cette croissance malsaine, fondée sur le postulat inconscient de l'enrichissement indéfini du Maroc, ne pouvait durer. Actuellement, tandis que la plupart des entreprises périclitent, le contribuable marocain est accablé d'impôts et le Protectorat se trouve au bord de la faillite. Il faut de toute urgence faire des économies pour soulager l'un et sauver l'autre. Mais à les faire trop vite on risque de précipiter les difficultés économiques. On ne peut, en particulier, diminuer trop soudainement les traitements et du même coup les facultés d'achat des fonctionnaires qui, avec leurs familles, représentent pour le moins le tiers de la population européenne (1). Mais on a tellement attendu que l'on a été acculé à prendre hâtivement des mesures brutales et mal étudiées, qui ne ménagent pas suffisamment le budget difficilement compressible des petits fonctionnaires, qui frappent à tort et à travers, qui risquent de désorganiser brusquement des services délicats et qui ont en outre l'inconvénient de fortifier cet arbitraire admi-

(1) Cette diminution serait assurément compensée par la baisse du prix de la vie. Mais elle resterait très dangereuse pour les fonctionnaires, relativement nombreux, qui ont emprunté afin de construire leur propre maison et ne se sont pas encore libérés.

nistratif dont nous parlerons plus loin. D'une manière générale, il semble que cette tentative de redressement comporte trop de palliatifs et d'expédients. Aucune réforme d'ensemble ne paraît avoir été entreprise, ou même projetée.

Là ne se bornent pas les conséquences fâcheuses de ces erreurs. Cette prolifération excessive a comme submergé la population proprement marocaine. Celle-ci est devenue un simple moyen, elle n'a plus représenté que des impôts, des terres et de la main-d'œuvre. Trop fréquemment, la colonisation a exproprié les tribus contre des indemnités insuffisantes. En même temps, la situation économique et le régime douanier spécial au Maroc ne permettent pas de payer à la main-d'œuvre des salaires convenables. Dans les villes, les ouvriers touchent de cinq à sept francs par jour ; dans le bled, les salaires dépassent rarement trois francs. C'est trop peu, même si l'on tient compte de la modicité du prix de la vie en milieu musulman. Sans doute, les difficultés de presque toutes les entreprises sont telles que, si elles relevaient les salaires, elles risqueraient la faillite et condamneraient ainsi au chômage une grande partie des travailleurs. Il n'en reste pas moins que cet état de choses est choquant pour la raison comme pour le sens de la justice, et qu'il peut recéler de sérieux dangers, surtout dans une ville comme Casablanca, où il s'est peu à peu constitué, depuis notre arrivée, un véritable prolétariat industriel.

A côté de ce vice de l'organisation économique, il faut incriminer le fonctionnarisme et le développement excessif de la bureaucratie. Les fonctionnaires recrutés en France de façon massive débarquaient au Maroc sans préparation et sans curiosité, attirés surtout par une promotion honorable — beaucoup de fonctionnaires ont été nommés au Maroc avec un grade supérieur à celui qu'ils

avaient dans la métropole —, par les bons traitements, la vie large, l'agrément du climat. Ils s'installaient pour vivre à Marrakech, à Fès, à Rabat, comme dans quelque sous-préfecture provinciale. Le Maroc restait en marge de leur existence. En outre, ces fonctionnaires innombrables devaient justifier leur propre multitude. De là un débordement de papier et une poussée maladive de formalisme bureaucratique qui recouvrent les affaires vivantes, le pays et les hommes ; l'administration en arrive à constituer une fin en soi, et la machine se met à tourner à vide. Le Marocain — ouvrier, cultivateur, lettré — ne tient plus dans le système qu'une place de parent pauvre. Et les contrôleurs civils, pour ne citer qu'un exemple, passent à remplir des états et à établir des bordereaux un temps qu'ils emploieraient plus utilement à étudier leurs administrés et à les défendre contre les exactions de leur caïd. Toutefois, c'est très certainement à Rabat que le mal est le plus grand. Le problème de la capitale du Maroc n'était pas facile à régler ; peut-être même ne comportait-il pas de solution vraiment satisfaisante. Mais, quoi qu'il en soit, cette ville à peu près purement administrative, où des milliers de fonctionnaires travaillent, s'agitent, intriguent, s'épient, se surveillent et se jalousent en vase clos, a quelque chose de monstrueux, et elle ne saurait être regardée comme une des créations les plus heureuses du maréchal Lyautey. Il est vrai que l'on s'est chargé après lui d'aggraver les conséquences de l'erreur qu'il avait commise.

Malheureusement, ce n'est pas tout. Les fonctionnaires marocains, puissants par leur nombre et par l'importance aussi bien que par la variété des « leviers de commande » qu'ils manient, apparaissent en effet comme une oligarchie qui fait peser sur le Maroc une véritable dictature collective. Le Comité d'Action Marocaine réclame la

liberté totale de la presse, ainsi que la liberté de réunion et d'association. Il nous semble que la population marocaine n'est pas encore mûre pour des libertés aussi larges. Elles impliquent une longue éducation, qu'il serait du reste peu loyal de remettre indéfiniment sous prétexte qu'elle exigera beaucoup de temps. Mais il ne faut pas oublier que, si les Européens jouissent en principe de ces libertés, en fait cet avantage est très souvent illusoire. A part quelques hebdomadaires peu lus, qui vivent mal et qui, en général, n'ont guère d'autorité, la presse marocaine ne dit que ce que la Résidence lui permet de dire. Mais surtout les Européens comme les Marocains sont complètement désarmés contre les décisions de l'administration, pratiquement soustraites à tout contrôle, en particulier celles de l'administration des finances, qui se trouve être à la fois juge et partie. Les résolutions les plus graves pour la vie du pays peuvent être prises par un fonctionnaire anonyme et irresponsable dans le secret protecteur d'un bureau sans fenêtres, soigneusement protégé contre tout contact avec les réalités. Ce sont ces conditions qui ont permis la multiplication ruineuse des fonctionnaires. Dans une capitale comme Rabat, où l'on a inévitablement une tendance à tout voir sous l'aspect administratif, il arrivait que la grande ambition du chef de bureau fût de devenir chef de service, celle du chef de service de devenir directeur, celle du directeur de devenir directeur général. Chacun gonflait donc ses services, multipliait les bâtisses, recrutait rédacteurs, commis, dactylographes, etc., et, inconsciemment oublieux de l'intérêt public, atteignait peu à peu le titre et le traitement auxquels il aspirait. Il va sans dire que cet état d'esprit n'était pas universel. Mais qu'il ait existé, la chose n'est que trop certaine.

Et si l'envahissement de la paperasserie, dont nous

parlions tout à l'heure, a fini par faire écran entre l'administration et le pays, l'administration elle-même se trouve en constituer un autre entre les chefs responsables du Maroc et les problèmes qu'ils ont à résoudre. Le maréchal Lyautey, homme de génie, mais homme faillible, a commis des erreurs. Nous en mentionnions une il y a un instant. Mais au sens le plus vigoureux de l'autorité il savait allier le mépris des hiérarchies artificielles : une de ses grandes forces, c'est qu'il voyait lui-même tout, et tout le monde, et qu'il causait de tout avec tout le monde. Aujourd'hui, l'information se fait principalement « par la voie hiérarchique », et cette multiplicité d'écrans arrive à donner l'impression que le Maroc est mené à l'aveuglette. Il est très naturel, dans ces conditions, que la métropole soit mal renseignée sur ce qui se passe au Maroc. Sur place, en effet, on ne le sait pas bien. Et ce qu'on sait, on ne le dit pas toujours. Quand les affaires vont mal, on n'est guère pressé ni fier de l'avouer. Mais c'est le moyen qu'elles marchent plus mal encore. Les Français de l'empire se plaignent volontiers de l'ignorance, de la maladresse, de l'incompréhension des bureaux de Paris. Ils ont souvent raison. Mais Paris a l'excuse de ne pas être toujours informé comme il devrait l'être. Il lui arrive de raisonner et de conclure sur des bilans falsifiés. Comment ne se tromperait-il pas ?

Il est probable que l'on nous jugera exagérément sévère pour l'administration marocaine. Précisons qu'il ne s'agit pas de l'accabler dans une réprobation globale, qui serait injuste par sa généralité même. L'administration du Maroc compte beaucoup d'excellents éléments. C'est même à cause de cela que la situation n'est pas plus grave. Seulement, en règle générale, ces éléments ne sont pas à leur place. Ils sont trop souvent confinés dans les postes secondaires, dans les fonctions où l'on travaille

beaucoup, mais où l'on décide peu. Et dans l'ombre où ils sont maintenus — fréquemment par l'ostracisme des puissances occultes —, ils ne peuvent ni faire tout ce qui doit être fait, ni empêcher tout ce qui doit être empêché. On peut être tenté de dire que c'est une grande force pour un pays que d'avoir des hommes de valeur dans des fonctions modestes. Cela est vrai, à condition qu'il y en ait aussi aux postes importants. Sauf les exceptions qui vont de soi, on n'oserait affirmer que c'est le cas du Maroc. Ce pays, qui compte tant de petits despotes, est depuis dix ans un pays sans chefs.

* * *

L'expression est dure. Nous ne croyons pas que, dans son ensemble, elle soit inexacte ou injuste. On se plaint d'ailleurs assez en France du manque de vrais chefs pour que le lecteur ne soit pas étonné de retrouver cette insuffisance en Afrique du Nord. C'est le contraire qui mériterait de surprendre.

Le Maroc, pays de protectorat, est rattaché au Ministère des Affaires Étrangères. Il est entre les mains du Quai d'Orsay. Les Marocains tiennent beaucoup à cette dépendance : ils y voient la garantie officielle de la souveraineté du Sultan et comme la consécration de leur personnalité. C'est là un point de vue qui se défend. Nous ne sommes pas sûr, toutefois, que cette espèce de mainmise des Affaires Étrangères sur le Maroc puisse être regardée de tous points comme une chose heureuse. Nos diplomates ont individuellement de grandes qualités : ce sont des hommes de bonne compagnie, d'une culture aimable, d'un accueil ouvert et courtois. Il y a parmi eux des esprits éminents. Mais, par définition, les diplomates sont formés à négocier, non à gouverner, et trop souvent

leurs qualités précieuses sont gâtées par des déformations professionnelles dont les conséquences risquent d'être graves. La première, celle qui frappe le plus l'observateur superficiel, c'est un goût quelquefois excessif pour la vie mondaine. Il paraît certain que, dans cette vaste communauté que forme la Résidence générale et ses principaux services, les promenades à cheval, les thés, les bridges, les bals, tiennent une place que l'on peut qualifier d'exagérée. Beaucoup de ces divertissements, en soi, n'ont rien que d'honnête, et l'on nous taxerait avec raison d'un rigorisme déplacé si nous faisions mine de les blâmer. Mais ils ont l'inconvénient de devenir vite fort absorbants, et une fois pris dans cet engrenage mondain on a grand'peine à se dégager. Pendant ce temps, le travail ne se fait pas, et les affaires attendent, sans compter que l'on vit dans une atmosphère d'agitation et de convention qui n'est favorable ni à l'étude sérieuse ni à la solution sage des problèmes. Ajoutons que ce travers n'est pas commun à tous les hauts fonctionnaires du Maroc, et que certains sont les premiers à s'en lamenter comme à en souffrir. Mais ajoutons aussi que, dans ce milieu trop fermé, l'esprit d'intrigue et de jalousie, les rivalités de personnes, la médisance et la calomnie font de mortels ravages. Ravages qui, cependant, ne sont pas particuliers à Rabat. Ce n'est un mystère pour personne que les difficultés qui se présentent à Fès en matière de politique musulmane tiennent en partie au défaut d'entente entre ceux qui sont appelés à la diriger. Il est vrai qu'ils sont nombreux : le général commandant la région, ses bureaux, son adjoint civil, les services municipaux, la police, la direction de l'Instruction Publique. Il arrive que chacun de ces éléments pratique sa politique propre, et il est évident que cette incohérence ne peut mener à rien qu'au désordre. Si le Maroc manque de chefs qui donnent de

manière plus constante l'exemple du travail, il manque ainsi également d'unité dans le commandement.

A dire vrai, les circonstances ne facilitent guère cette unité. Le Maroc, dont les traités ont solennellement proclamé et garanti l'intégrité, a été découpé par la diplomatie européenne en trois morceaux d'étendue fort inégale et de régime administratif différent : la zone française, la zone espagnole, la zone internationale de Tanger, gouvernée en commun par l'Angleterre, l'Espagne et la France. Et il ne faut pas oublier, outre l'enclave d'Ifni, les places espagnoles de souveraineté, Ceuta et Melilla, occupées sans interruption par les Européens depuis le XV^e^ siècle et qui sont devenues aujourd'hui de grosses villes. La collaboration franco-espagnole est donc au Maroc une nécessité essentielle et permanente. Mais c'est aussi un problème permanent, et parfois aigu. Car on a mis longtemps à accepter le voisinage et à se rendre compte de cette nécessité. Inutile de revenir sur des froissements douloureux, où personne ne pouvait gagner et où, en fait, personne n'a gagné. L'atmosphère s'est très sensiblement assainie depuis l'action commune contre Abd-el-Krim, et les deux zones ont cessé de se tourner le dos. Mais les méfiances et les susceptibilités subsistent, et il suffit d'un rien pour les réveiller, comme l'a montré l'affaire d'Ifni — qui fut vraiment une tempête dans un verre à liqueur. Et c'est ici que joue un rôle regrettable l'autre déformation professionnelle trop fréquente chez le personnel du Quai d'Orsay : l'obsession de l'intrigue, la tendance à soulever des problèmes inutiles et à compliquer des situations simples. Déformation d'autant plus dangereuse qu'elle a une base respectable : beaucoup de diplomates semblent y voir, en effet, un des aspects de leur devoir d'état. Pour déjouer l'intrigue adverse, plus souvent supposée que démontrée, on forge une contre-intrigue, ou bien l'on

découvre avec fierté quelque petite difficulté subtile que personne n'avait aperçue; ainsi on embrouille tout, et l'on retarde indéfiniment les solutions. Quand nous joignons à cela le ton hautement doctoral que nous adoptons trop volontiers à l'égard de nos frères latins, nous inspirons des ressentiments qui s'effacent avec peine.

Il serait cependant d'autant plus nécessaire de substituer à cet abus d'esprit juridique et d'habileté facile une attitude droitement et largement humaine que la presse ne cesse de jeter de l'huile sur le feu. L'organe officieux des milieux coloniaux, *L'Afrique française*, conserve à l'égard de l'Espagne des dispositions hargneuses et désobligeantes. Pendant longtemps, ces articles hostiles, parfois médiocrement courtois, furent rédigés à Madrid même, par un correspondant dont les Espagnols supportèrent la présence avec une mansuétude digne d'une meilleure récompense. On regrette d'avoir à constater que ce périodique gêne gravement notre collaboration avec une puissance qui est doublement notre voisine au Maroc, et qui détient deux points stratégiques d'une importance capitale pour notre Afrique, les Baléares et les Canaries. De son côté, la presse espagnole n'échappe pas à tout reproche. Il serait facile de citer telle revue où notre activité dans le monde musulman est critiquée avec plus de constance et de passion que de discernement; et l'admirable journal catholique de Madrid *El Debate* nous excusera de lui dire, avec toute l'amitié très grande que nous avons pour lui, que ses correspondants de Paris, de Tanger et de Casablanca n'ont pas toujours fait œuvre de paix et de compréhension. Tout est fait pour réunir l'Espagne et la France, tout devrait, entre elles, aboutir de soi-même, presque sans effort, à une entente. Il suffirait de renoncer désormais aux chicanes mesquines et aux coups d'épingle, et d'oublier les malen-

tendus passés. Les deux puissances doivent se mettre d'accord, sans arrière-pensée et en toute loyauté, non pour opprimer le Maroc, cela va de soi, mais pour le gouverner et pour l'éduquer.

Nous mentionnions tout à l'heure la police. Le problème de la police ne peut pas ne pas se poser au Maroc, comme en France et dans le reste de l'Afrique du Nord. Pareillement aux autres, la police du Protectorat a ses méthodes, si l'on peut dire, qui, avec une apparence de subtilité, ont parfois la réalité de la rudesse, sinon de la brutalité. Elle ne semble pas apporter une intelligence notable à s'informer, ni un sens psychologique raffiné dans la répression. Mais on est heureux d'écrire qu'elle ne paraît pas avoir à se reprocher les atrocités d'autres polices coloniales. Nous ne croyons pas non plus qu'elle ait accumulé contre elle les rancœurs que la police algérienne, à en juger par l'émeute de Sétif, semble avoir inspirées. Néanmoins, elle reste ce qu'elle est. Des détenus se sont plaints de ses mauvais traitements; ceux-ci n'ont pas été prouvés. Et c'est par la police du Makhzen que l'on a laissé bastonner quelques « Jeunes Marocains ». Le fait a été signalé par plusieurs publications, et il doit être particulièrement exact, puisqu'il n'a pas même été démenti. La question demeure de savoir si c'est là une initiative spontanée des autorités locales. Toujours est-il que ces procédés sommaires, loin d'intimider l'opposition marocaine, achèvent de nous aliéner les jeunes gens qui en sont victimes et de les rendre irréconciliables. Lorsque, dans leur *Plan de réformes*, ils en demandent la suppression, avec des sanctions contre ceux qui les emploieraient à l'avenir, ils parlent d'expérience.

L'insuffisance de l'autorité se marque enfin au progrès régulier des éléments de désordre. On sait la puissance de la franc-maçonnerie en Algérie, où elle se manifeste

presque au grand jour. Les Loges de notre vieille possession ont largement colonisé le Maroc. Elles y ont donné la main aux francs-maçons venus de France, et jusqu'à l'année dernière la maçonnerie avait un représentant quasi officiel à un des postes essentiels du Protectorat. C'est à ce haut fonctionnaire que l'on doit, en particulier, le *dahir* qui interdit la liberté de l'enseignement secondaire au Maroc. A la franc-maçonnerie ne s'ajoutent pas seulement, aujourd'hui, des partis politiques qui ne servent qu'à semer la division entre les Français : il s'y ajoute encore, depuis quelques mois, et cela en pays musulman, c'est-à-dire passionnément théiste, la propagande des sans-Dieu. Nous faisions un peu plus haut allusion au lamentable incident que celle-ci a dernièrement provoqué. Mais il ne paraît pas utile d'insister sur ces différents points : on retrouve au Maroc, en ce domaine, les mêmes complaisances et les mêmes abdications qu'en France. Il reste en revanche un problème qui revêt un aspect spécifiquement nord-africain, le problème juif.

Faut-il dire que nous ne professons aucun antisémitisme? Nous sommes de ceux qui croient que les catholiques, pour des raisons à la fois très générales et très particulières, n'ont pas le droit d'être antisémites. Et ce qui constitue un danger en Afrique du Nord, ce n'est pas la présence des Israélites, c'est l'indiscrétion qu'ils apportent trop fréquemment à profiter des avantages de la paix française et qu'encourage la bienveillance excessive de l'autorité. Longtemps et scandaleusement opprimés, encore qu'ils aient exercé en certaines circonstances une influence énorme, les Juifs marocains, une fois libérés par l'occupation française, se sont relevés avec la souplesse et la ténacité proverbiales de leur race. Certains ont fait de grosses fortunes, quelquefois rapidement. Les autres ont débordé du *mellah* sur la ville européenne, multiplié les

magasins, accaparé une grosse part du commerce, envahi les services de certaines entreprises privées, grands magasins, transports, banques, etc. Polyglottes et cosmopolites, maniant familièrement les trois langues du Maroc — arabe, espagnol, français —, à la tête d'un réseau d'affaires bien organisé dont les bases sont Gibraltar, Tanger et Tétouan, Fès, Casablanca et Mogador, ils continuent de jouer leur rôle traditionnel et fondamental d'intermédiaires. Toute cette activité, en elle-même, est utile. Mais elle prend facilement des formes dangereuses par son défaut de tact et de mesure. L'Israélite marocain, quand il est superficiellement européanisé, unit trop souvent l'insolence à la platitude. Sous prétexte qu'il porte un chapeau ou qu'il parle français ou espagnol, il lui arrive d'adopter à l'égard de ses compatriotes musulmans une attitude de mépris brutal qui révolte légitimement ceux-ci. Le lettré de Salé ou de Tétouan, resté fidèle au costume d'autrefois, admet difficilement, quand il va prendre son billet d'autocar, d'être malmené par le petit Juif qui occupe le guichet et qui lui refuse quelquefois l'accès des bonnes places pour le forcer à s'entasser à l'arrière avec les paysans crasseux et malodorants. Des circonstances fortuites complètent cette apparence d'une hégémonie juive : à Fès, la « crise » a peu à peu vidé la ville nouvelle de la majeure partie de sa population européenne, mais les Israélites sont naturellement restés et donnent, sans le vouloir, l'impression d'être les maîtres. Enfin, si l'alliance du judaïsme et de la franc-maçonnerie est un thème un peu gros dont on a maladroitement abusé, on sait qu'il n'y faut pas voir une pure imagination. L'indiscrétion des Israélites peut donc tenir en partie aux sympathies dont ils bénéficient. Il serait facile d'en citer des exemples et de montrer que les catholiques auraient quelque motif d'envier la sollicitude que les pouvoirs publics

manifestent à l'égard des Juifs. Rappelons seulement que, si nous avons le devoir d'empêcher les Israélites d'être persécutés, il y a imprudence et parfois injustice à leur laisser prendre figure de privilégiés. Sur ce point aussi, et pour quelque raison que ce soit, le Maroc manque d'une direction ferme.

***

Nous ne nous dissimulons pas que ce tableau semblera poussé au noir. Aussi bien, nous proposant ici de dégager, au moins en partie, les causes d'un malaise trop réel, nous avons été nécessairement amené à mettre l'accent sur les erreurs et les déficiences. Il y a beaucoup d'admirables choses dans ce que nous avons fait au Maroc. Mais les bienfaits indéniables de la France envers l'Afrique du Nord ont été si largement divulgués par les discours officiels et par une copieuse littérature, que nous n'aurions pas eu grand'chose à apprendre à nos lecteurs. On sait moins, comme il est naturel aujourd'hui, les fautes qui ont été commises. Elles seules, cependant, ou, du moins, elles surtout expliquent les difficultés actuelles. Lorsque l'on ne connaît que l'aspect flatteur de notre action, on ne comprend rien à ce qui se passe. Mais si l'on concluait de ce résumé qu'il ne nous reste plus qu'à plier bagage et à nous en aller, on se tromperait lourdement. En abandonnant le Maroc, nous trahirions notre devoir et notre mission. Notre départ, à supposer qu'il s'accomplît en toute tranquillité, serait immédiatement suivi des pires calamités. Prenons garde seulement que nous trahirions aussi notre devoir et notre mission si nous nous refusions aux réformes qui s'imposent. Et nous trahirions par surcroît nos propres intérêts.

Par ailleurs, nous ne nous refusons pas ici à constater

les améliorations. A Fès, dans une bonne partie de la population musulmane, on a noté une sensible détente. La suppression du journal des « Jeunes Marocains », *L'Action du Peuple*, après les incidents du mois de mai 1934, comportait des inconvénients. D'abord, on pouvait la regarder comme un geste nerveux de mauvaise humeur. D'autre part, dans un pays où tant d'écrans s'interposent entre le gouvernement et la masse marocaine, ce journal avait l'avantage de donner quelque lumière sur les sentiments de la population. Enfin, sa disparition risquait de conduire à des illusions périlleuses : faisant renaître une apparente tranquillité, elle pouvait inciter à la négligence les autorités responsables. Mais, quelle que fût par ailleurs la valeur de ses revendications, *L'Action du Peuple* n'avait pas entièrement réussi à éviter l'erreur de tomber dans l'agitation systématique ; elle excitait les esprits, et ses campagnes étaient bien pour quelque chose dans les manifestations qui troublèrent la visite du Sultan à Fès. Son interdiction, discutable peut-être en son principe, a eu des effets salutaires. La jeunesse de Fès a retrouvé son calme, son application à l'étude, et cette charmante courtoisie qu'une sorte de mauvais génie lui avait fait quelquefois oublier. Il n'est que plus regrettable qu'on l'ait encore dernièrement froissée par une de ces petites injustices auxquelles on est si noblement sensible à cet âge.

Nous ne nous refusons pas non plus à reconnaître les obstacles très grands auxquels se heurte la Résidence Générale, en particulier pour l'épuration nécessaire. L'élimination des éléments nuisibles ne peut se faire que dans les limites de la légalité, par conséquent avec beaucoup de lenteur, sans quoi l'on s'exposerait, entre autres inconvénients, à créer des précédents dont les honnêtes gens pourraient être par la suite les premières victimes.

Et il est bien certain, dans l'ensemble, que la direction du Maroc ne constitue pas une tâche aisée. Le Maroc n'est pas un département, qu'on administre décemment avec de bonnes qualités moyennes. C'est un grand pays, médiocrement peuplé, mais vaste, complexe, nerveux, mal équilibré, aux intérêts multiples, aux tendances diverses, qu'il faut gouverner. Or le malheur est précisément que, depuis le départ du Maréchal, il n'a pas été gouverné. Et les difficultés se sont multipliées et se sont aggravées parce que, depuis dix ans, on ne leur a opposé qu'un empirisme sans envergure et les expédients d'une courte habileté au jour le jour, quand ce n'a pas été une inertie totale.

C'est en effet une explication paresseuse que d'attribuer le malaise actuel à la propagande soviétique ou à la propagande hitlérienne. Il paraît certain que ces propagandes existent. Il serait même surprenant qu'elles n'agissent pas. Mais elles profitent du malaise, elles ne l'ont pas provoqué ; et dans ce sens le Comité d'Action Marocaine a raison de dire que la crise marocaine est une crise interne. Toutefois, elle n'est pas uniquement cela. Comme la crise algérienne et la crise tunisienne, elle est aussi un aspect de la crise française.

On peut même dire qu'elle en est, sous certains rapports, l'exaspération. Cela tient sans doute à l'hétérogénéité de la population européenne, à la proportion des aventuriers et des dévoyés, au défaut de traditions, à l'insuffisance de l'enracinement et de la stabilité sociale. Le culte de Mammon s'est glissé partout et atteint un degré difficile à imaginer. L'affairisme et la spéculation ont dominé la vie du Protectorat. Certains administrateurs ont essayé de tenir tête. Ils ont été balayés, tel M. Labonne, secrétaire général du Protectorat, qui eut l'honneur d'y laisser son poste et qui fut, pour plus de sûreté,

honteusement calomnié. L'usure reste une plaie en apparence incurable. Tout le monde la pratique : chrétiens, juifs, musulmans. A l'automne 1933, un procès retentissant fit comparaître devant le tribunal de Meknès un couple d'usuriers français qui avaient mis au pillage une tribu du Moyen Atlas. Ils furent défendus par un parlementaire notable, ancien ministre de l'Éducation Nationale !

On se plaint tous les jours de « la baisse du prestige français » en Afrique du Nord. Avouons qu'il y a dans ces lamentations un mélange singulier de pharisaïsme et de naïveté. Car ce prestige, on fait tout ce qu'il faut pour qu'il disparaisse. L'immoralité déborde sans contrainte : licence des spectacles, surtout du cinéma, licence de la presse et la publicité, étalage de publications pornographiques — et, il faut bien le dire, la tenue de certaines femmes françaises sur les plages marocaines, sous les regards étonnés (contentons-nous de ce mot) des promeneurs musulmans ! En somme, toutes les défaillances d'une société paganisée dont l'agitation sans retenue masque les vertus solides et véritables, mais discrètes, des éléments restés sains et qui constituent pour le Maroc le meilleur gage de salut. Ceux-là, disons-le en passant, applaudiront sans doute à l'article du *Plan de réformes* qui demande l'abolition de la prostitution. Les quartiers réservés sont une vraie honte. Ne sont-ils par en même temps un foyer permanent de désordre ? N'oublions pas que l'émeute de Sétif a commencé par une querelle de quartier réservé.

On le voit, ce qui manque au Maroc, c'est ce qui manque en France : des hommes et des institutions, une doctrine et une discipline. Ces lacunes se notent particulièrement dans le problème du mouvement dit nationaliste et dans le problème des réformes. Devant le premier, l'État français, qui s'est volontairement vidé de toute

substance intellectuelle, n'a ni doctrine ni politique. Il ne sait bien ni ce qu'il peut, doit ou veut refuser, ni ce qu'il peut, doit ou veut accorder. Cette carence fait que chacun de ceux qui détiennent une parcelle de l'autorité agit selon ses idées personnelles et dans le sens qui lui paraît bon. De là naît une incohérence presque perpétuelle, qui n'aboutit qu'à déconcerter et à échauffer encore davantage les esprits. Pour les réformes, il est évident que des sacrifices sont nécessaires. Ils sont nécessaires matériellement, puisque l'argent manque. Ils sont nécessaires aussi moralement, car les fonctionnaires, auxquels on est obligé de les demander, ne peuvent prétendre conserver tous leurs avantages tandis que les affaires végètent et que la population marocaine lutte contre de rudes épreuves. Mais c'est ici que les hommes font cruellement défaut. Le Protectorat compte aujourd'hui trop de médiocres et d'incapables pour avoir le prestige intellectuel et l'autorité morale qui, seuls, permettent de s'imposer dans les circonstances difficiles.

Jugement d'une telle sévérité, dira-t-on, qu'il est peu sage de le porter publiquement et que l'on court le risque, à l'énoncer, de fournir des armes aux ennemis de notre œuvre nord-africaine. Cet argument, que l'on emploie de façon presque régulière en pareille circonstance, ne nous semble pas au-dessus de toute discussion. On sait trop quels sont ceux qui ont intérêt au silence. En outre, tout ce qui vient d'être dit est de notoriété publique. L'auteur de cet article ne viole aucun secret d'État : il serait bien empêché d'en détenir. Il suffit de lire le *Plan des réformes* pour s'apercevoir que toutes les fautes signalées ici sont parfaitement connues de l'opposition marocaine. C'est pourquoi nous sommes persuadé que les honnêtes gens et les catholiques, en particulier, ont le droit comme le devoir de condamner des abus

dont ils ne sont pas responsables, et de rompre toute solidarité avec les erreurs d'une organisation qui leur échappe. Le silence peut aussi être un scandale. En tout cas, on oublie trop que le scandale ne consiste pas à dénoncer le mal, mais à le commettre.

Mars 1935.

★ ★ ★

# NOTES ET RÉFLEXIONS

## LA MALAISIE ET LE JAPON

### La rétrocession des Dindings

Dans *La Vie Intellectuelle* du 25 février 1934 (« Le conflit des races en Malaisie ») j'ai indiqué la nouvelle ligne politique suivie depuis quelque temps par l'Angleterre dans ses colonies — telle par exemple la Malaisie — et l'Inde.

Les événements ont confirmé mes vues. Le 6 juin 1934, a été signé un traité entre Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, etc., etc., et Son Altesse le Sultan de Perak, par lequel est accordée à Son Altesse la rétrocession du territoire Dinding en Malaisie. Ledit territoire est assez petit — à peu près 32 km. de côtes du Sultanat de Perak, sur une profondeur de 16 km. — avec une population de 20.000 paysans malais. Cette petite tranche de Perak, découpée en 1826, a dès lors fait partie des « Établissements du Détroit de Malacca » — colonie britannique; maintenant ce territoire cesse d'être terre britannique pour devenir terre de protectorat.

On dira que plus on change d'étiquettes, plus cela reste la même chose. Certes — car la capitale des Dindings, Lumut, possède un port naturel tout à fait magnifique, qui, dit-on, pourrait fournir un abri sûr à toute la flotte britannique. Lumut n'a pas été développé : peut-être parce qu'on n'a pas voulu nuire aux ports de la côte occidentale de Malaisie — Singapour, Port Swettenham et Pinang. Si, maintenant, on cède facilement un point de haute importance stratégique et contenant des possibilités intéressantes comme concurrent

de ports britanniques (voir Pinang, etc.), il est de toute évidence qu'on doit être, à Londres, bien sûr du nouveau propriétaire.

Tout de même, on ne change pas d'étiquette si facilement en Angleterre. Le prix payé par Perak — 86.850 livres, disons 850.000 francs — est évidemment dérisoire, et en effet il ne représente que la valeur des travaux publics existants. Du reste, le préambule du traité nous renseigne nettement sur la vraie raison de cette rétrocession surprenante : c'est, dit le traité, « pour témoigner l'amitié que ressent Sa Majesté envers Son Altesse, que Sa Majesté désire que ledit territoire forme de nouveau partie de l'État de Perak »...

*De jure*, et même *de facto*, les habitants des Dindings jusqu'à présent étaient citoyens britanniques. Le traité prévoit qu'ils retiendront leur nationalité : seulement ils ne seront pas chez eux, mais chez un sultan, dont le pouvoir absolu n'est limité que par un « conseiller » britannique résidant à sa cour. La démocratie, qui au moins *de jure* existait aux Dindings, vient d'être répudiée. Voilà en bref la nouvelle tendance de la politique coloniale anglaise : loin de vouloir démocratiser les colonies à l'instar de la Métropole — comme c'était l'idéal d'avant guerre —, on s'efforce maintenant de substituer l'autocratie de princes-marionnettes à celle de l'administration coloniale.

Et pour y arriver on n'hésite pas à rétrocéder un territoire britannique, afin que ce petit cadeau conserve l'amitié, si récemment découverte entre Sa Majesté et Son Altesse...

La chose s'est passée sans même qu'on s'en aperçût en Angleterre. M. Baldwin, en lisant, à la fin de la session parlementaire, la liste des lois à approuver par le Parlement sans discussion, souriait en prononçant le mot grotesque « Dinding »; et si l'intérêt suscité au parlement impérial était nul, la connaissance de ce dont il s'agissait était aussi nulle (un député a confondu le sultan de Perak avec le roi d'Iraq).

A Singapour non plus l'affaire n'a pas causé grande émotion : tout de même on n'a pas passé outre, comme si c'était

un détail négligeable. Au Conseil Législatif d'octobre 1934, trois membres consultatifs ont protesté. Un conseiller chinois, M. Tan, déclare protester « avec toute la vigueur et la force dont je suis capable, contre cette action du gouvernement impérial, qui a effectué cette rétrocession sans même consulter le peuple de cette colonie ». « On nous dit », continua M. Loke, autre conseiller, « que ce territoire a été cédé pour pouvoir mieux supprimer la piraterie qui sévit sur ces côtes depuis 1826 : j'observerai simplement qu'en 1826 on a annexé quelques îles seulement, et que la partie continentale des Dindings n'a été annexée qu'en 1874, à un moment où tout danger de piraterie avait disparu. Mais je proteste surtout contre le fait qu'on n'ait pas consulté le peuple affecté par cette rétrocession ; je proteste contre une action qui est indéfendable et fondée sur une injustice ».

Un conseiller anglais, M. Palgrave, se joignit à ces protestations : « Bien que comprenant que ces protestations ne peuvent annuler ce qui a été fait, il me semble nécessaire de ne pas rester muet devant ce fait accompli, comme si le peuple de cette colonie l'approuvait. » Le Dr. Clarke, conseiller eurasien, éleva la voix dans le même sens et souhaita que cette rétrocession ne cause pas autant de repentir que celle d'Héligoland à l'Allemagne — souhait qui fut chaleureusement applaudi, non seulement par les membres consultatifs, mais par les membres officiels du Conseil...

*
* *

## Le Johore et la base navale de Singapour

La construction de l'immense base navale de Singapour s'achève. Bientôt l'Angleterre aura un appui aussi solide pour sa flotte dans les parages de l'Extrême-Orient, qu'elle en a dans la Méditerranée à Malte. Détail un peu fâcheux : cette base navale si importante ne se trouve pas entièrement

située en territoire britannique! La base elle-même l'est, certes — car on l'a construite au nord de l'île de Singapour : mais l'autre côté du détroit, qui forme un bassin magnifique et naturel, constitue l'extrémité du sultanat de Johore.

Johore, bien entendu, est un protectorat britannique : pourtant, il y a une différence entre protectorat et colonie, surtout quand le sultan protégé est aussi riche et étourdi que le sultan actuel de Johore. Et aussi influencé par le Japon.

Rappelons que Johore est la seule région de Malaisie qui possède de grandes plantations de caoutchouc appartenant à des sociétés anonymes du Japon, et que la population japonaise du sultanat est assez importante. L'exploitation des richesses minières du sultanat est dans les mains du capital japonais : une nouvelle industrie, celle des mines de fer, forme à Johore, comme au sultanat voisinant de Trengganu, un monopole japonais. En 1933. par exemple, sur 764.735 tonnes de minerai ferrugineux produit en Malaisie, 764.647 furent exportées au Japon.

∴

## Faits divers

Les journaux de Malaisie sont toujours pleins de « faits divers » très significatifs : j'en citerai quelques-uns.

En octobre le consulat général du Japon à Singapour a informé la presse que la station radiophonique centrale de Tokio diffuserait dorénavant son programme quotidien sur ondes courtes, afin qu'il soit utilisable par les récepteurs de Malaisie et d'Indonésie...

Le sultan de Johore, faisant un grand voyage autour du monde, s'est arrêté, il y a un an, au Japon et, le 4 avril 1934, il fut reçu en audience spéciale par S. M. le Mikado...

Un Japonais, autrefois coiffeur au Club anglais de Singa-

pour, maintenant pêcheur, vivant parmi des pêcheurs malais, est condamné à une amende de trente dollars, pour ne pas avoir averti le bureau de police de son changement d'occupation. « Il faut absolument que nous sachions exactement ce que font tous ces étrangers », expliqua un officier de police au magistrat. Un jour coiffeur au club, le lendemain se baladant dans un petit canoë à la mer, pêchant... Quelle curieuse vie, n'est-ce pas? Aurait-il voulu pêcher des... secrets?

Mais l'affaire la plus sensationnelle s'est passée deux semaines avant Noël. Des grandes manœuvres devaient avoir lieu à Singapour : on avait réuni des escadres navales et aériennes très importantes pour y prendre part. Une grande « bataille » devait être mise en scène entre une flotte ennemie, voulant s'emparer de la base navale de Singapour, et les forces militaires, aériennes et navales de la Colonie.

Une semaine avant le commencement de ces manœuvres, par lesquelles on voulait voir à quel point une attaque sur ce nouveau « Gibraltar de l'Orient » pourrait réussir, arrivent à Singapour, venant d'Europe, deux Japonais. Quelques jours plus tard la police les observe dans une situation qui suggère l'espionnage, mais ne le prouve aucunement. On leur demande leurs passeports : ils les ont déposés chez M. Nishimura, disent-ils.

M. Nishimura, il faut savoir, est le *leader* de la colonie japonaise à Singapour, où il réside depuis dix ans, comme directeur général de la Société des mines de fer japonaises du Johore. Ingénieur et homme d'affaires très respecté, il est président de la Société Japonaise de Malaisie.

Eh bien, un officier du *Political Intelligence Department* téléphone à M. Nishimura comme suite à l'interrogatoire des deux voyageurs japonais et lui demande de bien vouloir passer au bureau de police pour donner, si possible, quelques renseignements sur ces deux messieurs. C'est pendant la matinée que cette petite conversation téléphonique a lieu, et c'est à 2 h. 30 qu'on lui demande d'être au bureau.

M. Nishimura, en effet, arrive au bureau de police à la

minute précise. Il entre dans le cabinet de l'officier qui lui avait téléphoné; il s'installe dans une chaise, on échange des politesses préalables, quand, tout à coup — il était 2 h. 32 — M. Nishimura tombe à terre, pris de convulsions terribles. Un médecin accouru constate empoisonnement par de la strychnine; à 2 h. 50 M. Nishimura est mort...

A ses funérailles cinq cents Japonais suivent le char mortuaire, et il fallait deux camions pour transporter toutes les couronnes. Ces funérailles se transformèrent en une manifestation des plus impressionnantes de deuil national et de glorification d'un héros tombé pour sa patrie.

Et la base navale? On commence à se demander vraiment pour qui l'Angleterre l'avait fait construire?

H. E. C. Zacharias.

# La première femme

*The first wife* (1), la première femme, c'est le titre d'une longue nouvelle, qui baptise un recueil de nouvelles plus courtes, dues à Pearl Buck. Dans une précédente bibliographie, nous avons déjà parlé de cette femme écrivain, mi-américaine mi-chinoise (je parle de l'esprit), qui a publié, sur la Chine, des romans d'une grande valeur littéraire et d'une valeur documentaire non moindre.

Ce recueil de contes a son unité organique. Longues ou brèves, toutes ces histoires concernent la Chine d'aujourd'hui et les problèmes aigus qu'y détermine la rencontre de l'ancien et du nouveau, de la Chine traditionnelle avec l'Occident impétueux et dynamique. Pearl Buck aurait pu donner à son livre ce titre : *Old and New*, qui marque la première partie.

Cette première section aborde des conflits quotidiens, ces humbles ennuis, ces préoccupations à la fois menues et graves dont la vie est faite. *The first wife*, qui est, comme nous l'avons dit, la nouvelle la plus étendue, est aussi la plus fouillée et la plus émouvante. C'est l'histoire d'une jeune fille qui épouse un étudiant. Celui-ci part pour l'Europe et l'Amérique, où il reste plusieurs années; pendant ce temps, sa jeune femme lui demeure fidèle, soigne ses beaux-parents, mène doucement la maison, remplit tous les devoirs d'une épouse modèle, selon les coutumes immémoriales de la Chine. Mais quand l'étudiant revient, son cœur a changé; les vertus traditionnelles de sa femme ne lui suffisent pas; il veut la culture, et la grâce, et l'art de recevoir des hôtes modernes. Il néglige sa première femme et prend une

(1) Pearl Buck, *The First Wife*, Methuen et C°, London.

seconde épouse. Puis, il emmène les deux enfants de la pauvre abandonnée. Alors, celle-ci n'a plus qu'une issue ouverte : le suicide.

*The old mother* traite d'un cas analogue : le drame de la vieille mère, antique, démodée, ignorante, qui se trouve dépaysée chez ses enfants, qui impatiente son fils, énerve sa belle-fille et provoque les rires de ses petits-enfants. *The frill* est une anecdote menue, mais révélatrice, qui met en pleine lumière la dureté d'une femme blanche envers un artisan chinois. *The quarrel* est simplement amusant : une scène de jalousie entre un paysan chinois et sa femme. *Rapatriated* revient au plus sérieux : c'est la tragi-comédie classique du mariage entre un étudiant chinois de bonne famille et une Européenne d'infime bourgeoisie. Une fois en Chine, la jeune fille refuse de s'adapter aux mœurs et aux coutumes du pays ; entre elle et son mari, l'incompréhension grandit chaque jour. Elle obtient enfin le divorce et le rapatriement. Mais, à peine est-elle revenue en France, qu'elle regrette son époux, sa situation sociale et la Chine elle-même — trop tard. *The Rainy Day* est plus sombre encore. Un étudiant, retour d'Amérique, ne peut arriver à trouver du travail. Or, sa famille, qui a fait des sacrifices communs pour son instruction, comptait retrouver amplement les intérêts de ses capitaux investis ; déçue, aigrie, elle rend intenable la vie du jeune homme, dont l'individualisme se heurte violemment à la famille communautaire et patriarcale. Comme la première femme, il cherche le refuge de la mort.

La seconde partie du volume arbore le drapeau rouge : *Révolution*. Elle se compose de quatre nouvelles, fortes et colorées, prenant pour thème des épisodes de la révolution nationaliste ou de la révolution communiste. La première, *Wang Lung*, conte l'odyssée d'un pauvre diable auquel un incident burlesque vaut le surnom de *Révolutionnaire*, sans qu'il comprenne rien à la révolution. *The Communist*, la communiste, c'est une jeune chinoise, qui abandonne l'orphelinat protestant où elle était élevée pour suivre les soldats rouges ; l'amour passager d'un blanc lui révèle la vie et le

communisme, et lui permet de marcher au poteau d'exécution, un chant aux lèvres. Involontairement, on songe à Malraux. *Father Andrea* contient des ponciſs assez pénibles. Le Père Andrea s'est ſait jésuite par désespoir d'amour : cette psychologie de la vocation religieuse n'est pas très nouvelle ni très exacte. Ce qui est plus neuf et plus vrai, c'est la description de l'assassinat du malheureux Père par les communistes. *The new road* nous fait redescendre de l'épopée dans la vie courante : la percée d'une route nouvelle, après la révolution nationaliste, ruine un vieux marchand d'eau chaude, dont la boutique est expropriée *gratis pro Revolutione*, et enrichit son fils, qui devient contremaître des travaux.

Enfin, la dernière partie *The flood*, très différente des deux précédentes, contient quatre petites nouvelles consacrées à décrire les terribles inondations qui ravagent les plaines de la Chine.

Partout on retrouve les caractéristiques habituelles de l'auteur : sûreté de trait, net, précis, un peu sec comme une eau-forte ; finesse et profondeur psychologique.

Une préface de M. Richard J. Walsh apporte une utile contribution à la connaissance de la personne et de l'œuvre de Pearl Buck.

J. Folliet.

## Niaouli (1)

Niaouli, ce n'est point, comme on pourrait le croire, un nom de jeune Canaque. Pas davantage un nom d'oiseau. Le niaouli, c'est, tout simplement, un arbre, fort commun en Nouvelle-Calédonie et dont on extrait, si je ne me trompe, l'huile goménolée. Il faut croire que cet arbre éveille peu de sympathies chez M. Noroit, puisque celui-ci ajoute au titre : *Niaouli*, l'explication complémentaire : *ou la plaie calédonienne.*

Ce petit livre est amusant, plein d'observations cruelles et de verve railleuse. L'auteur, qui semble avoir passé quelques années en Nouvelle-Calédonie comme avocat ou magistrat, égratigne à cœur-joie colons et fonctionnaires. Il a dû faire du bruit dans Nouméa.

Pourtant, l'ouvrage a le grand tort d'appartenir au genre grincheux. Rien n'est bon, rien ne marche en Nouvelle-Calédonie. Petitesses, mesquineries, combines, camarillas, tel est le bilan. Cela ne nous semble pas pécher par optimisme.

Tel quel, avec tous ses défauts, ce livre peut rendre un service : appeler l'attention de l'opinion française sur l'infécondité relative d'une de nos colonies les mieux douées par la nature. La Nouvelle-Calédonie traîne toujours, comme un boulet, le souvenir de son bagne.

## Mœurs et coutumes des basses classes de l'Inde (2)

Un gros volume intéressant — quoique bourré de bavardages et de redites. Ajoutons qu'il est fort loin de convenir à tous les publics.

(1) Michel Noroit : *Niaouli ou la plaie calédonienne*, Paris, Peyronnet.

(2) Général George Mac Munn : *Mœurs et coutumes des basses classes de l'Inde*. (Trad. M.-L. d'Erloy.) Paris, Payot.

Il décrit la vie des basses classes de l'Inde : bohémiens, courtisanes, mendiants, voleurs, hors-caste, tribus criminelles, musiciens ambulants, fakirs, etc. Avec un luxe de détails et d'observations qui prouvent un connaisseur. Mais, aussi, avec une incompréhension monumentale. L'auteur, le général George Mac Munn, paraît être le type du vieux militaire colonial, frotté de littérature, curieux, volontiers égrillard, pénétré à la fois de sa supériorité racique et d'une certaine admiration pour ses ex-subordonnés.

Ce n'est pas sur un livre pareil qu'on jugera l'Inde, les Indiens, l'hindouïsme. Mais un jugement complet devra en tenir compte.

## Le voyage de Madagascar (1)

Sous tous les cieux, M. Martin du Gard demeure semblable à soi-même : intelligent (d'une intelligence un peu sèche plus pénétrante que compréhensive), curieux de tout, et particulièrement de lettres, spirituel, prime-sautier, légèrement désabusé, légèrement narquois. Trop intelligent pour devenir notre Kipling. Trop parisien pour devenir notre Lafcadio Hearn.

Il se promène ; il voit ; il s'amuse et nous amuse. Il n'a pas la prétention de rapporter, dans ses bagages, une monographie scientifique, ni même des réflexions profondes sur les rencontres des races et des cultures. Mais ce qu'il regarde, il le décrit bien ; et ses jugements sont souvent empreints d'humour et de bon sens.

Dans son dernier livre, il nous conduit à Madagascar, à la Réunion, à Maurice. C'est un guide aimable, avec lequel on ne s'ennuie pas. A le fréquenter, on enrichit sa collection de paysages, de types humains, d'anecdotes significatives et d'impertinences.

J. F.

(1) Maurice Martin du Gard : *Le voyage de Madagascar*, Paris, Flammarion.

# A TRAVERS LES REVUES

## *Les Assyriens d'Irak et la Société des Nations*

Le R. P. Delos, O. P., professeur à la Faculté libre de Droit de Lille, a publié dans la **Revue générale de droit international public** (chez Pedone, 13, rue Soufflot, Paris) une importante étude historique sur ce sujet (juillet-août 1934, pp. 460-495 ; l'article a été édité en tiré à part de 36 pages). Il y donne d'abord un rapide aperçu de ce que sont les modernes Assyriens ; puis il fait l'historique de la situation des Assyriens d'Irak depuis 1918 : décision du 16 décembre 1925 de la Société des Nations attribuant à l'Irak le vilayet de Mossoul ; les incidents entre les Assyriens représentés surtout par le Patriarche des Nestoriens (Mar Shimoun) et le gouvernement arabe de Bagdad ; la proclamation de l'indépendance de l'Irak le 3 octobre 1932 ; les projets d'établissement des Assyriens par le gouvernement iraquien avec l'aide d'un conseiller britannique, le major Thomson ; les événements de l'été de 1933 ; enfin l'intervention de la Société des Nations demandant des réparations au gouvernement de Bagdad. L'auteur termine par le projet d'établissement des Assyriens au Brésil. Mais on a su depuis que ce projet n'avait pu aboutir et que des propositions d'établissement des Assyriens en Guyane avaient été faites par l'Angleterre et au Sénégal par la France.

Excellent résumé historique, qui vise avant tout à l'objectivité et à l'impartialité, se référant principalement aux sources officielles.

## *La Turquie kémaliste*

Depuis environ un an se public à Ankara, capitale de la Turquie, un journal hebdomadaire en français, sous le titre **Ankara**, édition du grand journal *Haktmyeta Milliet* qui

s'intitule, depuis la toute récente réforme de la langue turque, *Ulus* (la nation). L'édition de ce journal « publié dans l'intention de faire connaître la Turquie aux intellectuels d'Occident », manifeste, tout comme *Le Journal de Moscou*, hebdomadaire soviétique publié en français à Moscou, un grand souci de propagande à l'étranger et est aussi indirectement un hommage rendu à l'universalité de la langue française. La jeune Turquie veut être connue au dehors telle qu'elle est avec ses réformes audacieuses (laïcisation, féminisme par exemple), avec son industrialisation rapide, avec toute sa réorganisation intérieure et son farouche sentiment de l'indépendance nationale qui lui font rejeter radicalement tout souvenir de l'époque abhorrée des Ottomans.

Le journal **Ankara** s'efforce de réussir dans cette voie de propagande : il se présente bien : belle mise en pages, photographies nombreuses, articles courts et clairs ; présentation habile de la politique pacifique et de la volonté de progrès de la Turquie.

Nous signalerons aussi une très belle revue bimestrielle publiée depuis juin 1934 par la Direction de la presse du Ministère de l'Intérieur à Ankara : **La Turquie kémaliste**, revue rédigée principalement en français, avec quelques pages en allemand. La couverture est suggestive : un fond de cheminées, l'allure de la revue s'apparente d'ailleurs de très près aux revues soviétiques, comme par exemple *U.R.S.S. en construction*. Le numéro 5 (février 1935) est particulièrement significatif : à côté des vues d'Istanbul, d'une reproduction en couleurs d'une miniature turque (dans le style persan) du XVI[e] siècle de photographies de vestiges archéologiques, des illustrations sont consacrées à l'industrialisation de la Turquie, surtout à l'important « combinat » textile construit à Kayseri (ancienne Césarée) par des ingénieurs et avec des capitaux soviétiques, à une exposition d'artistes russes, aux grandes constructions modernes de la ville d'Ankara.

Le même numéro comprend un article digne de mention : « Oculos habent, sed... » par M. Ercumend Ekrem Tala. L'auteur critique vivement les correspondants de journaux étrangers en Turquie qui s'obstinent à ne voir le pays que sous l'aspect d'un exotisme périmé et ferment les yeux à tout mouvement de rénovation.

A peine un correspondant étranger est-il arrivé chez nous qu'il

s'empresse d'établir son quartier général non seulement à Istanbul mais, par surcroît, au cœur même de Beyoglu (quartier cosmopolite). Ce faisant, il se place délibérément en dehors du vrai centre de notre Réforme... Il a des yeux, certes, mais ces yeux ne voient pas, ne discernent pas les événements. C'est pourquoi il n'est pas possible qu'ainsi emprisonné dans le cercle restreint où il passe ses journées, ce confrère puisse pénétrer le sens profond, unique et immense, de la République Turque, dût-il vivre cinquante ans parmi nous. Ce que cet homme aurait dû faire, c'était de se rendre directement à Ankara et de s'y installer afin de vivre par lui-même et de sentir librement toute la puissance animatrice, toute la chaleur et tout l'éclat de cette Réforme qui, comme le soleil, l'auraient pénétré.

Réflexions qui, pour en être écrites en style oriental, n'en sont pas moins justes et peuvent s'appliquer à d'autres pays orientaux.

Citons encore ces lignes que l'élection de M. Claude Farrère à l'Académie Française rend bien actuelles :

Une partie de ces confrères étrangers portent encore — on ne sait au juste pourquoi — la mentalité de Loti et de Claude Farrère. Ils ont tous une littérature standard : la littérature éplorée qui gémit sur la disparition de l' « Orient ». Pour un peu, on les prendrait pour des pleureurs à solde dont le métier exige qu'ils arrosent de leurs larmes de crocodile le fez, le tcharschaf, la fenêtre à jalousies, le couvent de derviches, les chiens errants et les quelques fainéants apathiques à la cervelle creuse qui passaient leur vie à flâner et à bâiller dans les coins des cafés. A chaque pas de plus que nous faisons sur le chemin du progrès et de la civilisation, éclate la clameur désapprobatrice de ces êtres bizarres. Et quand on leur en demande la cause, ils ne trouvent rien de mieux que de répondre : « Que voulez-vous? Nous voulons servir à nos lecteurs ce qu'ils aiment; et ce qu'ils aiment est le charme, qui se perd de plus en plus, de l' « Orient »...

Le journal **Ankara** publie quelques renseignements sur le journalisme en Turquie : il se publie, en 1935, 38 quotidiens, 73 périodiques et 108 revues. De ces 219 publications, 13 paraissent en français, 4 en grec, 4 en arménien, 1 en allemand, 1 en anglais, 1 en italien et 1 en hébreu. 22 journaux quotidiens paraissent à Istanbul dont 5 en français, 5 à Izmir dont 1 en français, 2 à Ankara. Le plus ancien des journaux quotidiens turcs actuels est *Istanbul*, qui paraît en français depuis 67 ans.

PAUL CATRICE.

## LES LETTRES ET LES ARTS

MARIE TOSCANE. *Où commence l'Éternité ?*

On trouvera évoquée, dans ce récit saisissant, la figure de cet analyste génial qui croyait pouvoir décrire la mort sans l'avoir vécue. Mais il ignorait Celui qui modifie tout au dernier instant. A-t-il su Lui répondre quand Il s'est présenté? C'est notre espérance...

PIERRE BARBIER. *Le Mystère de la Pauvreté chez C.-F. Ramuz.*

« Chez Ramuz, le Mystère de la Pauvreté est le sourire un peu triste d'un adroit qui a tiré son épingle du jeu et contemple avec sollicitude la neurasthénie des hommes. »

M. LANGLOIS. « *Le Vagabond de Notre-Dame* »

ou le récit des aventures de John Gibbons, de Hornnsey, Middlesex, au cours d'un pèlerinage à pied à travers l'Anjou et l'Auvergne, le Quercy, le Béarn, le Bigorre et autres lieux, jusqu'à Lourdes, en la 47e année de son âge, et en l'année 1928.

PIERRE GARDÈRE. *Le Sens de l'Incarnation.*

Condition de l'art dans sa plénitude...

HENRI GOUHIER. *Théâtre.*

*Une femme sans importance.*

*Quelques livres.*

*A travers les revues :*

André Gide et le communisme.

# Où commence l'Éternité?

*A*
*Charlie*
*M. T.*

Depuis deux jours Bernard délirait. Perdu dans la nuit, ne retrouvant plus son chemin, il ne pouvait avancer à cause d'un poids affreux qui l'étouffait. C'était comme une montagne qui aurait pesé sur sa poitrine. Il essayait de la repousser et d'avancer quand même, il s'épuisait dans ces efforts inutiles, dans cette lutte. A ces moments-là, d'un mouvement brusque, électrique, il rejetait ses couvertures, il cherchait à s'élancer dans l'espace, on avait toutes les peines du monde à le ramener, à le maintenir au lit. Mais lui, du fond de son délire, il savait ce qu'il voulait. Il aurait voulu atteindre un certain point lumineux, cette petite lumière, étoile vacillante et fixe qu'il connaissait bien, qu'il avait toujours connue : elle était comme la lointaine réminiscence qui sourdait du plus profond de son cœur.

S'il parvenait seulement à l'atteindre, tout serait sauvé, toute chose serait résolue. Il lui semblait qu'elle avait donné naissance aux plus beaux thèmes de ses écrits. Oh! certes il ne l'avait jamais réalisée en tant que lumière, il l'avait traduite autrement, par des sons, par des images; c'était bien elle pourtant, il la reconnaissait. Quelle était donc cette lumière et à quoi correspondait-elle dans le cerveau halluciné de Bernard? Était-ce la petite lumière de la maison de l'ogre qui remontait du fond de son

enfance à sa conscience d'homme agonisant, était-ce l'étoile rassurante qui guidait les bergers et les mages? Ou n'était-elle en fin de compte que ce point de fixité et de folie autour duquel tournoie éperdument la pensée dans les cauchemars et dans le délire, tel un insecte fou et têtu autour de la lumière qui finalement le dévorera?

Plus Bernard désirait aller vers cette lumière, plus cette lumière s'éloignait de lui, sans doute à cause de ce poids insupportable qui l'empêchait d'avancer. Cette montagne se muait maintenant en une sorte de géant. Bernard ouvrit les yeux et reconnut le docteur qui obstruait son lit, lui barrant toute issue. Comment était-il entré? Cécile n'ignorait pas cependant qu'elle ne devait laisser entrer personne, pas même le docteur. Bernard voulut protester, mais les mots ne franchissaient pas ses lèvres. Un poids (ce ne pouvait être celui de la lourde tête du docteur?) un poids plus oppressant que tout ce qu'il avait jamais connu s'abattait sur lui pour l'écraser.

« Un reste de délire », pensa-t-il, « ce cauchemar qui se poursuit dans la réalité? » Mais non, voilà qu'il se réveillait tout à fait.

Il comprit immédiatement. Un instant auparavant, dans le délire ou même dans ce réveil imparfait, la sensation d'étouffement, de monstrueuse proximité n'était que l'aboutissement jusqu'à l'extrême d'un affreux mal déjà connu, mais cette curieuse impression d'éloignement et de glace, tel un phénomème d'optique, avait opéré le transfert d'une région brûlante, intolérable, il est vrai, à une étrange zone polaire d'où la vie et les êtres s'éloignaient comme s'ils étaient vus par le gros bout de la lorgnette.

Cette sensation qui lui apportait avec la peur de ce que l'on ne connaît pas l'insolite certitude de ce que l'on reconnaît, ce ne pouvait être que la mort.

« Cette fois, je vais donc mourir? » se dit Bernard. Une douleur fulgurante le déchira. Il se souvint d'avoir joué, enfant, à un jeu singulier. Il avait six ans. C'était dans un château de Touraine où il avait été invité avec ses parents. Lorsqu'il était seul, il lui advenait de s'étendre sur un coffre à bois. Il se disait : Je mourrai un jour, mais ces mots n'avaient pas de prise. Il n'y croyait pas, ou du moins il y croyait pour les autres, pas pour lui. Têtu, il recommençait : tu mourras un jour, nous mourrons tous, oui, toi, toi aussi, comprends-tu? Toi comme les autres, et soudain la vérité, tel un coup de poignard, traversait sa chair. Une terreur horrible mêlée d'une jouissance aiguë le faisait se remettre sur ses pieds comme pour protester contre cette impossible chose devenue possible. Il s'étendait à nouveau et recommençait dix fois de suite, car la plupart du temps les mots ne portaient pas. A la dixième fois seulement le frisson se reproduisait et le rejetait à terre. Il éprouvait alors cette volupté bizarre, incompréhensible pour son cerveau d'enfant, de toucher au sein du monde irréel de l'enfance une atroce réalité.

La mort, elle avait hanté la vie de Bernard. Depuis toujours il s'était cogné aux parois de cette pensée comme un insensé qui heurte sa tête contre un mur, mais le mur rendait un son mat : il était sans écho. Ah! se réveiller cette fois encore du cauchemar, pouvoir recommencer, repartir à nouveau, avoir une seule journée devant soi pour la vivre de la vraie vie ; mais la minute sans appel est là, oui c'était bien elle qu'il avait redoutée. Le coup de poignard qui traversait son cœur lorsqu'il était étendu sur le coffre à bois n'était que l'anticipation de la certitude qu'il ressentait maintenant. Oui, cette fois, c'est vrai. « Ma vie, ma vie, mais qu'est-ce que j'ai fait de ma vie? Elle est là, devant moi, elle n'est rien, rien qu'un

immense gâchis, oui la vie c'est cela, un grand gâchis. Ma vie est manquée, — manquée par rapport à quoi? » Il cherchait désespérément quel était cet étalon souverain envers lequel il se reconnaissait coupable comme s'il avait trahi. Ce sentiment de trahison ne l'avait jamais quitté, et encore à présent il se manifestait d'une façon absurde : « Si je reste dans la même position », pensait-il, « je serai sauvé ; mais si je bouge, tout sera irrémédiablement perdu et j'aurai trahi. — Oui, je sais, ma vie est manquée par rapport à moi-même. » Il avait connu un secret, il l'avait laissé perdre. Alors il redevint cet enfant de neuf ans qui s'était évadé un matin pour voir se lever le soleil. Il avance dans un silence solennel et éblouissant, la campagne est devant lui comme si elle venait de naître, et l'air si léger et pur qu'il semble à Bernard que c'est le premier matin du monde. Cela sent la brume et les champignons, et l'odeur de l'air sur sa peau est un champ de blé mûr. Bernard croit assister au mystère même de la création. Dieu est seul avec ce matin qu'il vient de créer ; les animaux se promènent librement, ils sont chez eux. Tout est éclatant, intact, non touché par l'homme. Brusquement le soleil, tel un cri de triomphe, surgit. Un rose merveilleux grandit et s'étend à tout. Bernard ne sait pas ce qui lui arrive. Son cœur bat, bat ; il est trop petit pour ce qui monte en lui ; cela lui fait mal et en même temps il est inondé de bonheur,... cette pitié, ce grand amour qui l'étouffent. Il voudrait tout étreindre. Il aime tout, il a pitié de tous. C'est comme s'il avait surpris le battement même de la vie... On l'avait ramassé par terre sans connaissance et jamais à personne il n'avait rien expliqué. Non, personne n'avait jamais rien su, pas même sa mère, et aujourd'hui encore il était seul avec son secret.

Voilà à quoi il aurait fallu se référer, voilà le secret

qu'il aurait fallu ne pas laisser perdre. Mais ce secret, il l'avait recherché à travers son œuvre. Son œuvre, elle existait, elle n'avait été qu'une poursuite passionnée de cette minute-là. « Qu'est-ce que j'ai réussi sinon mon œuvre? C'est dans mon œuvre que j'ai mis cela », et il opposait, comme un défi à sa vie, son œuvre. « Oui, la réussite de ma vie c'est mon œuvre. Mais qu'est-ce donc qui était si important dans cette œuvre? Quel était ce morceau réussi entre tous? Est-il possible que je ne le sache plus moi-même? Mais si, je sais, je ne trouve pas, voilà tout, je suis affaibli, je vais retrouver. » Il tentait de nouveau cette épuisante gymnastique du cerveau pour rattraper cette chose qui le fuyait, cette chose dont il savait le sens si important pour lui. Il jetait sa pensée en arrière comme un filet tendu par sa mémoire pour ramener ce noyau de son œuvre, sa moelle même. A chaque fois le filet revenait vide et Bernard relançait à travers son cerveau qui s'obscurcissait l'appel désespéré de la mémoire. « Sévène? C'est à Sévène que cela se rapporte. » Il se rappelait le nom de son héros, mais l'essentiel lui échappait. « Serait-ce la mort de Sévène? » murmura-t-il enfin. « La mort de Sévène », répéta-t-il. « Oui, c'est cela. » Il fut soulagé, les mots s'enchaînaient comme en un thème connu. Bien sûr, c'était cela. — C'était cela, mais ce n'était pas cela : ces mots n'avaient plus de sens. Comment avait-il pu se tromper de la sorte? La mort, c'était tout autrement. Lui, il mourait, et Sévène, alors? — Eh bien! oui, il s'était trompé pour Sévène. Il avait cru que c'était ainsi, et tout le monde avec lui : les vivants ne savent rien de la mort ; mais alors, cette erreur allait se perpétuer, il fallait l'empêcher à tout prix, il fallait récrire la mort de Sévène. Récrire la mort de Sévène? Il s'agissait bien de cela quand on meurt soi-même.

« Fermez la fenêtre », s'écria Bernard. Il aurait voulu

dire : « ouvrez la fenêtre », mais ayant répété pendant tant d'années cette phrase : « fermez la fenêtre », il ne trouvait plus en mourant que les mots prononcés tout au cours de sa vie, et qui autrefois correspondaient à l'antidote de sa maladie, au besoin de se défendre contre le bruit et les arbres en fleurs. Mais maintenant tout était nouveau au seuil de ce monde qu'il reconnaissait néanmoins. Il aurait fallu des mots nouveaux, des mots jamais employés. Ce qu'il voyait, ce qu'il touchait, était par-delà le langage humain. — Lorsque, enfant, il était entré pour la première fois dans la mer, il se souvenait d'avoir été submergé par quelque chose de trop grand, de si bizarre, de si différent de ce qu'il connaissait qu'à la lettre il ne pouvait avancer. On lui demandait ce qu'il éprouvait, s'il avait froid, ou peur, et pourquoi il restait sur place. Lui se taisait. Cette suffocation inhumaine, cette sensation étrange, inexplicable, comment l'exprimer par des mots? Ceux-ci n'avaient plus cours, il n'y avait pas de communication possible entre eux et ce qu'il éprouvait. — Cette phrase : « ouvrez la fenêtre », continuait à cheminer en lui, elle lui apparaissait comme une solution merveilleuse, non pas tant à cause de son contenu, mais parce qu'elle représentait, ainsi qu'il advient souvent dans les rêves, l'équivalent exact et tangible d'une foule de sensations qui, elles, sont vagues, illimitées et impossibles à définir. Cependant cette phrase, il ne parvenait pas à l'articuler, elle était trop lourde à soulever, mieux valait ne rien dire et laisser faire. Alors la lucidité, décuplée en cet instant, petit rouage à la fois régulier et ivre qui persistait à tournoyer dans son cerveau, lui fit enfin apercevoir, avec une précision parfaite, ces deux plans : le plan de l'éternité et le plan de la vie, qui n'étaient pas commensurables l'un à l'autre, dont l'un ne servait à rien pour comprendre l'autre et que la constante erreur de l'homme est de

vouloir ramener à un dénominateur commun. Il avait été pris au piège comme tout le monde, et maintenant seulement il comprenait. La mort de Sévène, dans son œuvre, quelle dérision! Plan de la vie, erreur... Sa mort à lui, plan de l'éternité, seule réalité.

La vie ne peut comprendre la mort, mais la mort comprend la vie, car elle la contient. Comment n'avait-il pas aperçu cela plus tôt? Alors l'écrivain intègre se réveilla en lui : « Je veux récrire la mort de Sévène », cria-t-il avec force. On lui donna une feuille de papier et une plume : il ne put rien écrire. A ce moment il comprit mieux encore. Récrire la mort de Sévène, plan de la vie, plan de l'art. Pour l'éternité, point n'est besoin peut-être d'écrire, ou est-il nécessaire de se tromper tant qu'on est sur le plan de la vie? L'art, pourtant, quel mystère! Ces grandes minutes désintéressées lui apparaissaient comme seules valables dans sa vie. Même s'il s'était trompé, quelque chose d'éternel s'était inscrit en elles. « Aurait-il été possible d'insérer l'éternité dans la vie? » se demandait Bernard. Gagné de vitesse, voilà ce que l'on est : on voudrait écrire, on ne peut plus ; on voudrait parler, les mots vous manquent. On voit, et l'on ne peut pas dire ce que l'on voit. Il se retourna avec fureur contre le mur, des larmes de rage brûlaient ses yeux. Il avait tout manqué, il n'avait plus le temps de rien réparer, son œuvre même, à la sincérité de laquelle il avait tout sacrifié, se dressait contre lui comme un dérisoire mensonge. « Mais qui donc se joue ainsi de nous? Car je ne suis pas seul dans cet affreux débat. Qui me tourmente ainsi? Il y a quelqu'un qui veut ma mort, et moi je veux vivre. » Il sentait que tout le mal venait de ce qu'il ne parvenait pas à dire oui, à acquiescer à sa propre mort. Mais cela, il ne le pouvait pas. « Autant me renier moi-même », pensait-il. Il lutterait jusqu'au bout. Il avait toujours méprisé une certaine

obéissance aveugle, il aimait les êtres libres et fiers, et s'il devait mourir, eh bien ! il mourrait sans s'être rendu, face à l'ennemi : il n'était pas de ceux qui ont peur. — « Qui te parle d'avoir peur? » murmura une voix nouvelle. « Tu sais pourtant que ce n'est pas la peur. » — « Oui, je sais, c'est faux, tout est faux, tout est mensonge, et moi-même je me mentais à moi-même. Et ce que je pense et ce que je dis et ce que j'ai écrit, tout était faux. C'est l'éclairage qui est faux. La différence entre la vérité et le mensonge est infime : un changement de direction, un autre éclairage. Il faudrait éclairer de tous les côtés à la fois. Quel serait le projecteur assez puissant, assez lumineux pour projeter une pareille lumière? » Il se rappela ce jour où, étant dans un train, il y avait eu un court-circuit et le train avait pris feu. Bernard revit les grandes lueurs électriques fulgurantes et terribles qui s'entrecroisaient dans le ciel comme en une joute d'éternité. Rien d'humain ne subsistait dans cette aveuglante clarté. Ce n'était pas d'une aussi implacable lumière que Bernard avait besoin : « Oui », pensait-il, « il faudrait une lumière qui éclaire de tous les côtés à la fois mais qui, en éclairant, traverse et réchauffe ». Il avait besoin d'être consolé. Et voilà qu'il les avait tous écartés de lui, ceux qu'il aimait et ceux qu'il n'aimait pas, tandis que la marée humaine déferlait devant sa porte fermée, telle la vague qui se brise contre le rocher. Ah! si sa mère vivait, cela ne se passerait pas ainsi, elle le prendrait dans ses bras et l'empêcherait de mourir désespéré. Qui le prendrait maintenant dans ses bras? Alors son enfance émergea encore en lui et aux larmes de rage succédèrent des larmes d'attendrissement : un immense besoin d'amour, d'aide, montait en lui plus fort que tout puisqu'on finit toujours par être seul.

Il ferma les yeux. Il revit la petite lumière. Cela au moins c'était vrai, cela ne trompait pas. « Qui es-tu

donc? » murmura-t-il. « Es-tu l'amour? » — « Je suis Celui que tu ne connais pas et qui te connaît. » — « Ah! mais je deviens fou, j'ai le délire », pensa-t-il. Mais non! il savait qu'il avait entendu, qu'il avait bien entendu. La petite lumière grandit, vint vers lui, rassurante, réchauffante, irradiante. Il se laissa guider par elle : tous ces sentiers qu'il avait suivis, puis lâchés pendant sa vie, telle la piste lointaine d'un pays à jamais perdu, aboutissaient à cette éblouissante clarté, à cette adoration universelle.

Il comprit enfin le secret qui lui avait toujours échappé, voulut répondre par un mot d'amour, le mot qui rendrait toute chose possible, mais un râle seulement sortit de ses lèvres.

Il était mort.

MARIE TOSCANE.

ST. ALBERT'S COLLEGE LIBRARY

# NOTES ET RÉFLEXIONS

## Le Mystère de la Pauvreté chez C.-F. Ramuz

La pauvreté est le plus grand mystère humain. C'est parce qu'appartenant à cette race d'hommes pour qui les angoisses du pain de demain forment la trame de vie, que Péguy a su mieux que d'autres en exprimer les inquiétudes et la grandeur. Et il ne faut pas seulement évoquer les pages de *l'Argent* sur la misère et la pauvreté, mais également *les suppliants parallèles* où, partant de la pétition des ouvriers russes au Tsar, il retrouve dans l'Œdipe-Roi cette splendeur des hommes qui vivent dans la souffrance et l'humiliation, et encore *Victor Marie, comte Hugo*, où il s'extasie sur la sagesse et l'éminente dignité du peuple.

Lors de la réédition de ce dernier ouvrage, ces messieurs de la critique se sont bien trouvés un peu gênés par un amour aussi tenace des pauvres, et ils n'ont guère caché les petits mouvements d'humeur que leur arrachait cette fidélité. On aurait désiré que Péguy fût encore là pour défendre devant eux son rang, sa dignité, sa place dans la « promotion de la misère », ou, à tout le moins, comme celui-là défendit la mémoire de Courbet, que se levât un nouveau Vallès.

Ce n'est point par hasard que sont associés ici les deux noms de Péguy et de Courbet. Albert Thibaudet écrivait à propos de Péguy (1) : « *La plus belle histoire que ce garçon des plaines de Loire eût entendu conter, celle où il se reconnaissait le*

(1) *Les Nouvelles Littéraires*, 28 février 1931.

*mieux, était l'histoire du peintre Courbet répondant à un jeune peintre s'en allant vers les Orients : « Mais vous n'avez donc pas de pays? » Et seul les Francs-Comtois, Proudhon, du faubourg de Battant à Besançon; Courbet, d'Ornans, sont des délégués du peuple dans le même ordre et le même style que Péguy; Péguy Franc-Français comme ils sont Francs-Comtois, Franc de Franc comme il y a blanc de blanc. »*

Ramuz, lui aussi, possède un pays. Dans ces petits villages qui s'accrochent drôlement aux flancs des montagnes suisses, il connaît particulièrement, et il aime, les humbles et les pauvres. Il n'y aurait peut-être pas de meilleures illustrations aux œuvres de Ramuz que certaines peintures jurassiennes de Courbet, et pourtant rien n'est plus contraire au génie de Courbet, — ou de Péguy, — que celui de Ramuz.

Courbet, — profondément « charnel », peut-on dire, — lorsqu'il peint les *Casseurs de pierres* ou l'*Enterrement*, ne demande pas au décor un tragique que les humbles et tendres coteaux d'Ornans seraient bien en mal de lui fournir. Les hommes occupent la toile et la débordent parfois, le reste y est accessoire. La douleur des femmes de l'*Enterrement* n'emprunte rien à la métaphysique. On n'épilogue pas sur la mort. Le curé récite les prières ultimes. Les lignes molles du plateau soulignent simplement la tristesse de l'ensemble. Courbet appartient à cette foule, comme Péguy, et il vit avec elle, parmi elle. C'est tout ce qui sépare l'un et l'autre de Ramuz qui regarde vivre cette foule et craint pour elle les grands malheurs qu'il sent suspendus au-dessus des têtes.

Ramuz sait cette mystérieuse union qui lie les êtres à la terre des ancêtres, et cette co-naissance des hommes au monde qui les entoure; mais rien de familier ne s'est glissé dans leurs relations. La nature échappe toujours par quelque côté. On a beau faire, on a beau travailler; la montagne, le lac, tous ces éléments grandioses et mystérieux disputent aux hommes les lambeaux de leurs pauvres joies ici-bas, car il n'y aura de joie et de douceur et de quiétude véritable et

de possession de la terre, que lorsque le ciel s'illuminera de cette belle lumière intemporelle ruisselant jusqu'au fond des cœurs glorieux : « *Avec la nuque ils ont fait aller la terre en arrière; du front ils ont percé la terre comme quand la graine germe, poussant dehors sa pointe verte; ils ont eu de nouveau un corps. Il y avait un grand soleil; une grande belle lumière est venue sur leurs mains, sur leurs habits, sur les chapeaux, sur leurs barbes, les moustaches* (1) », cette belle lumière qui éclaire le tableau de Chemin, le peintre, et qui ouvre les yeux de Bé, l'aveugle. D'ailleurs la lumière ne peut suffire, il n'y aura toute la joie que lorsque la souffrance sera revenue prendre place à côté d'elle, quand les élus auront contemplé l'affolement des damnés.

A ce moment-là, il n'y aura plus d'argent. On vendra un mouchoir contre une belle chanson, ou simplement contre la joie au cœur d'une petite fille. Il ne peut être question de richesse et de pauvreté : ces mots auront perdu leur sens.

En attendant cette béatitude de l'au-delà des siècles, le monde se débat dans l'inquiétude. L'homme est tendu de toutes ses forces vers un impossible bonheur que lui disputent les propres battements de son cœur et le terrible mystère de la nature. Entre ce fou qui se croit Jésus-Christ et Joël, le marin, qui remâche toute la sainte journée ses voyages autour du monde, toute une petite ville se sent cahotée comme entre deux pôles, et finalement se trouve bouleversée (2).

Avec les mirages du monde, Joël a pris l'âme de la petite Juliette, qui tousse si fort et qui, à cause de cela, appartient déjà au bon Dieu, et celle des deux petits Lugrin, André et Georges, qui jouent nus sur les galets du bord du lac. Mais l'amour du monde n'apporte que le malheur avec lui, car finalement il n'est comme le reste qu'un désir. D'ailleurs, qu'est-ce que le monde? Cette chose qui vous entre dans le cœur par tous les sens, et qui se fait tantôt grave et tendre,

(1) *Joie dans le ciel*, « Les cahiers verts », édit. Grasset, 1935.
(2) *L'Amour du Monde*, « Le Roseau d'Or », édit. Plon, Nourrit et Cəi, 1925.

tantôt triste et monstrueuse? S'il n'y avait encore que ces orages apocalyptiques, — dont Ramuz joue merveilleusement, — cette terreur qui descend de la montagne et même les maladies, toute cette misère ne serait pas grand'chose; mais il y a la terrible condamnation qui fait que l'on a « *surtout besoin de la chose dont on est le plus privé* (1) », ce terrible besoin qui frise le désespoir.

Toutes réflexions faites, on s'aperçoit que l'amour même n'est pas assez fort pour faire sortir de l'inquiétude du monde. Tel est le thème d'*Adam et Ève*. Il y a bien cet instant d'extase où rien n'existe plus que deux êtres fondus en une même chair, mais c'est qu'alors un corps s'est inventé un autre corps et qu'il l'a paré de toutes les beautés qui étaient dans son cœur, car au réveil ce n'est plus qu'une femme dépeignée aux yeux bouffis et à la bouche molle, que l'homme retrouve à ses côtés. Et s'apercevant tous deux de leur nudité, la honte colore leur front.

Seul la pauvreté est le remède aux maux de cette terre. L'homme heureux est celui qui s'en va le cœur léger, détaché de tout amour, de tout foyer, gagnant dans la journée le salaire nécessaire à son repas et à son logement. Éternel errant, la terre lui appartient tout entière puisqu'aucun point précis ne peut revendiquer l'honneur de sa fidélité. Celui-là est un homme heureux, mais sa joie et sa liberté viennent de ce qu'*il a triché avec le monde*.

Il y a d'abord le chemineau, sorte de bohême miséreux qui baye au soleil, heureux de sa royauté (2). « *Ils disent que je ne suis rien; qu'ils y viennent voir, je suis tout.* » Et ce disant, couché sur le bord de la route, les bras croisés sous la tête, « *il fermait un œil, regardait la place que son pied prenait sur l'importance des choses d'avant; c'était à présent son pied l'important* ». Un léger mouvement et l'église, là-bas, est supprimée du monde; ce village, maintenant, qui n'existe plus; ces propriétés qui fichent le camp et jusqu'au ciel du bon Dieu où il peut entrer ainsi et déranger les choses. Près

(1) *Adam et Ève*, édit. Grasset, 1933.
(2) *Les Signes parmi nous*, p. 9, édit. Grasset, 1931.

de lui passe Caille, le colporteur de Bible miteux, guindé dans son habit noir, inquiet, et qui va annonçant à tous la fin du monde. Mais qu'est-ce que ça peut lui faire, à lui le chemineau, que le monde finisse ou non?

Il y a le vannier Besson (1), ce poète qui passe parmi les vignerons. Il y a surtout le vieux Gourdou (2), le *tape seillon*, réparateur de faïence et rétameur. Il a soixante-dix ans, et philosophe en regardant le monde de haut en bas.

« — *Posés les uns à côté des autres, pour un petit moment, dit-il, ô mes condamnés à mort; mais ça ne fait rien, dit-il; et condamnés aux travaux forcés, mais ça ne fait rien, parce qu'ils ne savent pas. Moi je sais...*

« *Et puis il dit :*

« — *Mais moi, j'ai truqué...* »

Et il ajoute, parlant à Louis Bolomey que sa femme vient de quitter :

« — *Tu as voulu être propriétaire, Bolomey; tu as voulu avoir une propriété, une maison, un peu de terre, et puis une petite femme à toi... bein?... Comme si ça n'était pas périssable; comme si ça pouvait durer?* »

C'est cela, le malheur de ce pauvre type, d'avoir voulu refaire pour son propre compte un éden en miniature. Gourdou lit la Bible, et puis c'est un homme d'expérience. Il sait que la terre est maudite de Dieu, d'une malédiction qui s'étend aussi aux relations de l'homme et de la femme. Et sachant cela il a triché. Il s'est fait un désert comme les premiers chrétiens qui refusaient le monde. Il a tué en lui tout désir de possession, sachant bien que de là vient le mal; même ce qui de soi peut sembler innocent, comme la beauté, attise les mauvais désirs (3).

Il ne faut pas penser échapper à cette servitude par le travail. « *C'est que c'est une pumition. C'est que dans le commencement des temps on a été maudit, et on était pas fait pour travail-*

(1) *Fête des Vignerons*, édit. Horizons de France, 1929.
(2) *Adam et Eve*.
(3) Cf. *La Beauté sur la Terre*, édit. Grasset, 1928.

*ler, mais il nous a été dit : « Vous travaillerez quand même... » On travaille parce qu'on y est forcé, pas autre chose* (1). » Et à cause de cela, les hommes marchent côte à côte, sachant bien qu'on ne peut compter que sur soi, comme au petit matin les vignerons se rendent silencieux au travail de la vigne.

Dans le monde sans joie du calviniste Ramuz, on ne rencontre guère d'autre solidarité que celle qu'il nous indique dans son avertissement de *Fête des Vignerons* : les traditions paysannes du métier. Pas plus qu'on ne sent au-delà du coude à coude de la petite ville ou du village une communion plus vaste, on ne sent jamais vibrer une âme collective entre les pauvres et les humbles : il n'y a pas de *promotion de misère*. Faut-il vraiment souligner tout ce qui sépare la joie au travail dont Péguy a été le poète de cette espèce de morne désespoir, d'élancement vers la lumière toujours coupé, toujours retombant? Tous ces humbles, car la plupart des personnages de Ramuz sont des humbles, vivent résignés et terrorisés dans un monde où aucun signe visible de Dieu, aucun sacrement, ne se manifeste. On ne voit partout que châtiments, car l'homme n'est racheté que pour l'autre vie.

Ainsi, Ramuz nous semble beaucoup moins le poète des humbles montagnards que le prophète du monde maudit. Il ressemble un peu à Caille, le marchand de fin du monde : le même tragique les obsède tous deux. On songe à l'ode de Keats sur la mélancolie, mélancolie qui ne désarme ni devant la beauté parce qu'elle doit mourir, ni devant la joie toujours prête à fuir, meurtrissant déjà le plaisir à venir et tournant en poison jusqu'au miel des abeilles, mélancolie installée au cœur du délice lui-même et qui savoure la cruauté de sa force en écrasant le moindre grain de joie. Certes, Ramuz est un prophète éloquent et nous ne pouvons écouter sa parole sans partager son inquiétude ; mais dès que sa voix se tait nous rêvons des riches harmonies d'un monde qui

(1) *Fête des Vignerons*, p. 18.

n'est pas fermé sur lui-même, bouclé sans amour, sans charité puissante.

Entre cette peur d'hommes traqués et le beau développement tragique des suppliants de Sophocle ou de Péguy, entre l'amour rayonnant de l'ouvrage bien faite chez les ouvriers du faubourg de Bourgogne et l'horizon obtus des vignerons de Ramuz, il y a le fossé qui sépare deux filiations spirituelles, et cela est aussi vrai pour le Courbet communard que pour le dreyfusard Péguy, ces authentiques délégués du peuple.

Chez Ramuz, le mystère de la Pauvreté est le sourire un peu triste d'un adroit qui a tiré son épingle du jeu et contemple avec sollicitude la neurasthénie des hommes. Ce n'est pas un mystère, c'est un tour de passe-passe spirituel. Le vrai mystère, c'est le pur jaillissement qui anime la promotion de la pauvreté, et la joie des hymnes de saint François.

PIERRE BARBIER.

## « Le Vagabond de Notre-Dame »

Le lecteur français, qui ordinairement ignore l'anglais, une langue parlée sur tous les continents par une portion très notable de l'humanité, saura certainement gré à l'excellent et fin lettré qu'est M. Charles Grolleau d'avoir mis à sa portée le livre de M. Gibbons (1).

J'ai tort, je m'en aperçois, de qualifier Gibbons de

(1) Gibbons (John), *Le Vagabond de Notre-Dame*, ou récit des aventures de John Gibbons, de Hornsey, Middlesex, au cours d'un pèlerinage à pied, à travers l'Anjou et l'Auvergne, le Quercy, le Béarn, le Bigorre et autres lieux, jusqu'à Lourdes, en la 47e année de son âge, et en l'année 1928, — traduit par Charles Grolleau. — In-8 de 329 pp. Desclée de Brouwer et Cie, 1934. Prix : 15 fr.

Monsieur, car il n'est pas à proprement parler un « Monsieur », au sens poncif qu'on attache communément à ce terme ; il représente quelque chose de moins, et de plus aussi : c'est un homme tout simplement, un croyant, un gentleman, qui allie une culture morale et intellectuelle aux qualités profondes de sa race. Né d'un Anglais authentique et d'une Italienne, il offre un spécimen intéressant de sensibilité latine, très affinée, discrètement voilée sous l'écorce d'un rude bon sens anglo-saxon.

M. Grolleau a eu vraiment une heureuse inspiration en venant au secours de notre ignorance, lamentable à tant de points de vue ; sa traduction exacte et consciencieuse réalise le tour de force de laisser à l'œuvre toute sa saveur originelle. La maison Desclée a réussi la présentation avec goût.

Singulière aventure en effet fut celle de Gibbons ! Boy-scout sur le tard, à quarante-six ans, il a parcouru à pied mille kilomètres en trente-trois jours, muni seulement du viatique quotidien de quelques pences. Il débarque à Saint-Malo, et suit, du Mont-Saint-Michel à Lourdes, un itinéraire qui passe par Pontorson, Laval, Sablé, Solesmes, Saumur, Fontevrault, Mirebeau, Poitiers, Limoges, Brive, Rocamadour, Cahors, Miradour, Lauzerte, Vic-de-Bigorre et Tarbes. Il traverse ainsi douze départements, et aperçoit en quelque sorte plusieurs France ; il s'arrête dans tous les sanctuaires de Notre-Dame, car il accomplit un vœu pour la guérison de sa fille. Regardons-le, écoutons-le.

Au siècle de l'avion et de l'automobile, il part donc seul, à pied, sac au dos, en pleine canicule, avec sa canne et son bâton ferrés, n'ayant d'autre souci que de suivre minutieusement, et assez confortablement, son horaire et le ruban infini de la route, qui fuit toujours devant lui, là-bas vers le sud. Certes son chapeau, son linge, son col, son pantalon de flanelle, sont vite mal en point ; malgré qu'il en ait, il marche toujours devant lui, « vagabond de Notre-Dame », anneau isolé de cette longue chaîne de

pèlerins du moyen âge, qui s'en allaient vers Jérusalem, Rome, ou Saint-Jacques de Compostelle. Il a cessé toute lecture, volontairement il néglige de suivre les indications fournies par les guides et les encyclopédies, il n'a pas l'esprit grégaire, il n'écoute pas le *speaker* qui conduit le troupeau d'Américains ; il est seul, « anagorique » ; mais il marche, il marche avec un cran magnifique, sous un ciel de plomb ; et il advient cette chose extraordinaire : il voit le paysage, il observe les humains. Vraiment on voudrait lui ressembler, pour avoir l'avantage de l'accompagner.

C'est merveille d'ouïr le dialogue que se tiennent constamment les deux hommes qui sont en lui (comme d'ailleurs en chacun de nous) ; sa loyauté, son humour britannique mettent toujours une sourdine aux exagérations de Don Quichotte et de Sancho Pança ; à l'esprit de système, à la logique latine, il oppose le flegme philosophique, le soin perpétuel d'éviter de se prendre trop au sérieux, de dramatiser quoi que ce soit, de se mettre en scène, de généraliser. Il avoue tout bonnement qu'il est un petit employé, qu'il est peuple ; il veut regarder simplement le peuple, en Anglais moyen ; son optique ne subit aucune déformation aristocratique ou conventionnelle. Détail caractéristique, il n'a qu'une connaissance rudimentaire du français, qu'il a appris au collège ; autant dire qu'il ignore la langue des pays qu'il parcourt, et parfois il ne perçoit que des mots de patois.

Des quiproquos plaisants naissent, quand il articule quelques phrases de latin, voire même de français, avec son accent ; demande-t-il des allumettes à Saint-Malo, on lui tend le *Daily Mail* ; quand il commande de la bière, c'est du byrrh qu'on lui sert. Il lui faut des efforts prolongés pour exprimer sa pensée, en système décimal, pour la monnaie, les distances, les liquides et les poids. Sujets d'étonnement pour lui que quantité de choses, toutes différentes dans la réalité de ce qu'il imaginait : routes souvent poussiéreuses et hérissées de cailloux, eau pota-

ble inexistante, *lavatorys* inconnus, tabac inaccessible si ce n'est dans certains débits, heure d'été inacceptée à la campagne (d'où sa montre lui révèle qu'il est arrivé avant que d'être parti), automobiles cent fois moins nombreuses qu'en Angleterre, circulant sur route à vitesse illimitée, et tenant théoriquement la droite; police paterne, flâneuse en ville, à effectifs rudimentaires aux champs, s'éclipsant toujours avec le soleil (ainsi il put n'être interpellé sur ses moyens d'existence que quatre fois en mille kilomètres, alors qu'il l'eût été cent fois plus souvent dans le Royaume-Uni, et mille fois en Allemagne); il voit partout l'électricité, des auberges, et des débits ouverts jusqu'au soir, peu d'autobus, des tramways qui s'endorment à 19 heures, peu de chômeurs et d'ivrognes, des nègres qui ne se conduisent pas en nègres, des soldats mal équipés, soumis à un entraînement fatigant, et qui paraissent, misérables, et ennuyés quand ils errent solitaires et impécunieux; il n'en revient pas d'apercevoir des *clergymen* en longue robe noire, des paysans singulièrement avisés, toute sorte de gens vieillis avant l'âge par le travail, le « home » familial harmonieux et impénétrable, et surtout, des femmes françaises charmantes, enjouées et sérieuses, tout à fait différentes du cliché international; partout un air de cordialité, de bonne humeur, de confiance et d'honnêteté, qui le surprend et le ravit. Et quand ce voyageur, aux dehors d'indésirable, se présente tardivement à la porte de quelque auberge, ou tente de se renseigner auprès du cerbère qui garde l'huis des presbytères, tel saint Benoît Labre, il garde des trésors d'indulgence pour ceux qui l'éconduisent.

On ne devrait pas résumer un tel livre, il faut le lire; il contient des pages dignes de figurer dans les anthologies : l'accueil à Solesmes et à Rocamadour, la certitude des présences invisibles, la prière à Lourdes. Enfin le pèlerin atteint son but; en bon Anglais il commence par prendre son premier bain, puis il prie pour les siens et il s'unit à l'oraison commune, qui monte vers Notre-Dame,

dans toutes les langues ; il traduit fort bien l'impression inoubliable du brancardier, qu'il devint, quand il eut appris que sa fille était sauvée. Gibbons a vécu un roman inédit ; puis, de la lumière vive il est retombé, chez lui, dans le clair-obscur de la vie quotidienne ; après les premières effusions, il entendit sa femme lui donner des nouvelles du laitier et de la chatte. — N'empêche qu'il y a là un exemple à retenir, des constatations divertissantes et lumineuses ; c'est pourquoi il faut féliciter M. Grolleau d'avoir prouvé que les âmes peuvent se comprendre, par-dessus le truchement imparfait des langues nationales.

MARCEL LANGLOIS.

## Le Sens de l'Incarnation

Dans une pénétrante chronique, *SEPT* a rappelé le rôle du sens du péché dans la création littéraire. Je crois que cet instinct a perdu sa vigueur parce que des siècles de « moralisme » diffus ont amorti, délayé en nous un sens primordial, le sens de l'Incarnation.

Il existe un pseudo-spiritualisme littéraire de nuance protestante, largement vulgarisé, où l'âme est devenue un personnage frileux, pudique, qui s'esquive d'élégantes évasions en élégantes retraites. Quand le divin y affleure, il flotte comme un brouillard et son incarnation ne se prolonge jamais en présence réelle : de même l'âme y joue doucement un jeu flou, et jamais ne s'incarne dans des corps qui font d'emblée joindre une substance complète. Oublier que l'âme n'est âme humaine que parce qu'elle informe un corps tout entier, amenuiser ce corps, c'est exténuer la grâce. Sur quoi ruissellera-t-elle? L'esprit reste en tête à tête avec son image ; dialogue au miroir, décent peut-être, mais

toutes ces décences ne sont qu'une obstruction de la vie spirituelle vraie. Excedée, cette âme décolorée s'accroche à un être, s'y jette, croit aimer. Ce n'est encore pour elle qu'une âme, non un être, non une présence réelle. Incapacité de la saisir dans son incarnation, de l'aimer incarnée, de l'aimer. Pauvre utilisation, pour atteindre la « vie ». Le *magnum sacramentum* perd son mystère unificateur. L'essence du pathétique est détruite, qui est possession ou reniement d'êtres complets.

De cette réclusion transparente aux sorties étonnamment vaines existe un cas à l'état pur. Jacques Chardonne, dans une forme trop délicate pour se charger de couleurs, enferme des jugements bien significatifs de sa propre nature et d'un certain ton de la sensibilité de notre temps. Les réticences nuancées de cet artiste qui ne pèse sur rien, la limpidité à peine bruissante de sa musique, font de ses œuvres à la fois aérées et un peu vides la nourriture préférée de tout un monde de lecteurs délicats, à mi-chemin d'un protestantisme délavé et d'une tendre mélancolie païenne. La « distinction » même de cet auteur aux inflexions fluides en fait un « sensibilisateur » très exact d'une certaine qualité d'âme répandue dans une aire chaque jour élargie. Aucun éclat, une absence totale de crispation, d'aspérités matérielles. Depuis l'Epithalame, dont il n'a donné que des variations irisées dans les œuvres qui suivent, c'est le chantre du mariage, le romancier du couple. Sa passion, discrète mais constante, de moraliser, ne nuit pas à l'intérêt que l'on porte à ses analyses où toutes les lumières sont en veilleuse. C'est même aux formules, d'une réserve et d'une précision rares, que ses romans recèlent comme des graines claires, que ses fidèles trouvent leur plaisir le plus fort.

Voici, se détachant sur les grisailles douces, les phrases monstrueuses et calmes que prononce Barnery, le héros des *Destinées sentimentales*. Elles sont énoncées avec un sentiment si stable d'évidence, qu'on en est d'abord tout imprégné, sans pouvoir y déceler la proposition inhumaine : « Par la

femme seulement on adhère à la vie... Une femme que l'on aime et qui partage votre maison introduit le réel dans l'existence. Pauline s'impose à moi comme une individualité indépendante que je ne puis ignorer. Elle m'a révélé la complexité du vivant. » C'est très joli. Mais l'être, qui a une vie à lui, une infinitude à lui, n'est ici qu'un instrument, un outil métaphysique. Il sert. Il ouvre une brèche dans ce mur où se cognait le reclus. Pauline n'est bonne qu'à révéler la richesse qui n'est pas son privilège, celle du « réel ». Barnery aime, grâce à elle, ce réel. Grâce à elle, il y adhère. Mais elle? Il l'utilise. Il s'en fait un itinéraire de fuite, une issue, un expedient pour joindre un neutre au-delà qu'il appelle le « monde », le « concret », la « vie ». Sa gratitude, sa tendresse vont à l'agent de liaison, à l'introductrice, pas à ce qu'elle est, pour elle, en elle. Je doute que Pauline, si elle voit ce regard qui passe par-dessus ses épaules pour chercher un au-delà sans grandeur dont sa presence n'est qu'un catalyseur heureux, se sente atteinte. Dans cette façon d'aller au « réel », au « complexe », il y a la même condescendance et la même impuissance que dans l'attitude de ces gens qui ressassent leur volonté d' « aller au peuple ». Cela ne crochera jamais. Utiliser un attachement pour atteindre quelque chose qui nous serve de toile de fond, c'est nous condamner à manquer à la fois cet arrière-plan et l'être dont nous nous sommes servis comme d'une occasion. Voilà le vice essentiel. L'immense vide de l'amour qui va à la femme en général en tant que médiatrice, qu'enracinement nourricier dans l'univers. Misérable défaut de cet amour qui ne se perd pas dans l'inépuisable d'une seule personne mais qui s'étend sur l'au-delà anonyme, en une générosité molle.

Aujourd'hui les analyses de Chardonne servent d'alibi intelligent à beaucoup d'esprits qui se construisent une confortable vie intérieure, qui se retranchent en un douteux royaume de contemplation. Pseudo-bonheurs que ces bonheurs « nuancés, profonds et pourtant compliqués », comme les définit Fernandez. Faute d'aller directement, et sans je ne sais quel arrière-désir d'effusion universelle et

voilée, à en être précis, pétrissure d'âme et de chair, il ne va nulle part, l'homme toujours le même de Chardonne. Il erre, promeneur fidèle, autour de son âme aussi dénuée de présence qu'un temple. La vie créatrice et donatrice de la passion n'entre dans le domaine de l'art, et peut-être ne naît-elle vraiment qu'avec la révolution morale de notre ère. La littérature antérieure de l'amour n'est guère qu'un jeu de mélancolie ou d'érotisme, un chassé-croisé de désirs et de regrets. Allons-nous nous enfermer dans cet état que Ramon Fernandez appelle, sans avoir conscience de ce que cette expression contient d'horreur fade, un « épicurisme spiritualisé? » Allons-nous revenir à ces effroyables limbes amoureux, à ce clair-obscur de la chair nue et de la tristesse mêlées? Nous y resterons, si chaque individu ne restaure pas en lui le sens de l'incarnation, s'il ne sent pas l'âme informatrice de tout le corps, parachevant et consommant sa substance, fusion parfaite qui permet le don sans réticence et sans tremblement.

Comme notre Dieu s'est plongé dans l'homme, dans la nuit vivante de la chair, de même notre âme n'est pas un luxe d'art ou de morale, mais elle coule dans l'abîme translucide du corps. Un pathétique réel peut naître, fait de volontés entières et d'entiers déchirements : c'est toute la marge entre le monde sentimental d'un Chardonne et l'univers passionné de Claudel. Le sens de l'incarnation, sur le plan divin et sur le plan humain, est la condition de l'art dans sa plénitude, parce que seul il rend possible la plénitude de l'action.

PIERRE GARDÈRE.

# THÉATRE

Dans *Une femme sans importance*, Oscar Wilde a mêlé deux pièces : une réplique au *Fils naturel* de Dumas, selon l'heureuse expression d'un critique, et une comédie aimablement satirique où la haute société anglaise fournit les cibles.

La première pièce rappelle l'œuvre de Dumas fils par son sujet, mais traité d'une manière qui fait songer au Greuze le plus fade. Il est moins facile de peindre les bons sentiments que les mauvais, et les âmes pures en quête d'auteur sont des solliciteurs plus redoutables que les fripons. Dans *Intentions*, Oscar Wilde a parlé de *La vérité des masques* : l'innocence, la générosité, la douleur, sont précisément des vérités qui font tomber les masques. La noble américaine, le bon jeune homme et la mère trahie d'*Une femme sans importance* ont encore leur masque dont les couleurs trop tendres ne sont pas celles d'un visage vivant. Cette pâleur n'est pas celle d'un corps brisé, ce rose n'est pas celui du sang, ces yeux ne sont pas le reflet d'une âme.

La comédie satirique justifie pleinement l'effort de la Petite scène et de Mme Marie-Ange Rivain. Certes le tireur lance la flèche avec une grâce étudiée; ici, on n'improvise pas. Mais si l'élégance n'est pas une vertu, elle est une forme du bon goût et le premier acte d'*Une femme sans importance* est un chef-d'œuvre d'élégance. Sans doute se lasserait-on de ces « mots », de ces joutes entre beaux esprits ; moins vite peut-être que des clowneries de M. Bernard Shaw. Le risque n'est d'ailleurs pas

sérieux ; le propre du bon goût est de savoir ne pas insister.

Humanité et élégance seraient-elles incompatibles au théâtre? Une scène d'Oscar Wilde dissipe ce faux problème. En lord Illing l'immoralisme n'est pas seulement une philosophie qui séduit son intelligence et pétille en ingénieux paradoxes ; c'est une vérité vitale qui déclenche ses réflexes. La fortune l'a comblé et pour en profiter pleinement il ne s'occupe pas du malheur des autres. Le monde est, à ses yeux, peuplé d' « êtres sans importance ». Lord Illing rencontre à la campagne un jeune homme qu'il choisit pour secrétaire, Gérald. Le garçon est ébloui par l'avenir qui lui est ouvert et par la perspective de se trouver dans l'intimité d'un personnage aussi remarquable. Il attend avec joie le consentement de sa mère Mrs Arbor. Mais dès que celle-ci voit lord Illing, elle dit « non » avec une fermeté dont son fils cherche vainement la raison. Mrs Arbor fut jadis pour le futur lord « une femme sans importance », dont il est permis de tromper la naïveté et la confiance. Lorsque ce grand seigneur apprend que Gérald est son fils, une émotion inédite le saisit : l'enfant de la « femme sans importance » entre dans son âme avec une importance qu'il n'avait jamais reconnue dans aucun être. Ne voulant pas révéler au jeune homme le passé de sa mère, il s'attache à son projet de secrétariat comme au seul moyen de reprendre son fils et une fois de plus il jette par-dessus bord la « femme sans importance ». Lord Illing met Gérald en présence de l'avenir unique qui l'attend et que le ridicule refus de sa mère saccage de la manière la plus égoïste ; son sentiment paternel porte à leur plus haute perfection ses dons de virtuose : c'est la très belle scène du second acte où humanité et élégance sont si parfaitement unies.

Sachez maintenant que le pauvre Gérald apprend à la fin du deuxième acte le drame de sa naissance ; qu'il reste aux côtés de sa mère, prêt à passer sa vie comme employé de banque dans une petite ville d'Angleterre ; que la

beauté et les millions d'une noble américaine le récompensent ; que le mauvais père sera pour toujours orphelin de son fils. Mrs Arbor dit le mot de la fin : « Un homme sans importance ».

La pièce est fort bien jouée par une troupe qui mériterait les applaudissements d'un plus grand public.

HENRI GOUHIER.

## Erratum

Dans l'*Enquête sur le problème du romancier catholique* parue dans le numéro du 25 mars, M. Malègue nous prie de signaler qu'il faut lire, p. 482, ligne 17 :

*il y a des devoirs pour tout chrétien, romancier ou non*

au lieu de ce qu'on lui a fait dire.

# A TRAVERS LES REVUES

## Gide et le Communisme

Dans la **N.R.F.** du 1er avril, *quelques pages de journal* (1933) où André Gide donne les raisons de sa « conversion ». Retenons d'abord cet aveu sans détour.

Je l'ai déjà dit : je n'entends rien à la politique.

Et cette confession :

J'ai tendance à sous-estimer mes mérites.

Mais venons aux raisons mêmes du communisme de Gide. Pourquoi cette adhésion inattendue, Gide n'est-il pas heureux dans notre société?

Je n'ai, personnellement, qu'à me féliciter de l'état de choses. Mais, voyez-vous, ce qui me gêne, c'est précisément d'avoir à m'en féliciter; c'est de me dire que, si vous n'étiez pas né du bon côté, vous ne penseriez pas de même; de devoir penser, si vous êtes conservateur, que c'est vos avantages que vous souhaitez conserver et transmettre.

Et cette apostrophe (souvent méritée, reconnaissons-le) :

Mais, jeunes fils de possesseurs, l'on vous a déplorablement élevés. Vous savourez (j'ai fait de même) votre loisir, sans même vous douter qu'il n'y a pléthore ici que parce qu'il y a disette là-bas; vous vous consacrez à l'étude, vous cultivez les arts d'agréments, les jeux d'esprit subtils, les ratiocinations transcendantes et vous ignorez que votre culture exquise, pour la permettre, d'autres peinent qui n'ont ni le temps ni les moyens de s'instruire; que vous ne lèveriez pas si haut la tête si d'autres ne courbaient le front si bas.

Et un front capable de s'élever, une âme capable de s'ou-

vrir à la vérité, à l'amour. Plus que tout autre, les chrétiens doivent avoir le tourment de ceux qui peinent trop pour avoir le temps de penser à Dieu. Mais justement c'est l'Évangile qui a opéré chez André Gide cette conversion :

Il faut bien que je le dise : ce qui m'amène au communisme, ce n'est pas Marx, c'est l'Évangile. C'est l'Évangile qui m'a formé. Ce sont les préceptes de l'Évangile selon le pli qu'ils ont fait prendre à ma pensée, au comportement de tout mon être, qui m'ont inculqué le doute de ma valeur propre, le respect d'autrui, de sa pensée, de sa valeur, et qui ont, en moi, fortifié ce dédain, cette répugnance qui déjà sans doute était native, à toute possession particulière, à tout accaparement.

Il ne me serait pas malaisé de transcrire les quelques paroles du Christ, auxquelles je ne puis même pas dire que je cherche à conformer ma conduite, tant elles se sont faites ma chair et mon sang...

Ces lignes, nous semble-t-il, rendent un son sincère. Ne tenons pas compte des blasphèmes disséminés dans les mêmes pages de ce journal. Oublions d'autres œuvres de M. Gide : les lignes que nous venons de citer sont vraies, beaucoup plus vraies que ne le suppose André Gide lui-même. Tout ce qu'il y a de pur en nous vient du Christ, notre Créateur et notre Rédempteur. Même si nous ne nous en doutons pas. Et dans le mal lui-même c'est encore de ses dons que nous mésusons. André Gide a raison : quand il se tourne vers le communisme, par haine de l'Église, ce qui reste de généreux dans son attitude, il le doit à l'Évangile et à ce Christ, dont il fait un imposteur en niant sa divinité, et en méconnaissant l'Église qu'il a fondée.

C'est contre la religion que je proteste, contre l'Église, les dogmes, la foi, etc.

Il est vrai que bientôt Gide découvrit que le communisme a, lui aussi, son *credo*.

Ce qui m'effraie, c'est que cette religion communiste comporte, elle aussi, un dogme, une orthodoxie, des textes auxquels on se réfère, une abdication de la critique...

Dès qu'un idéal entend réunir plusieurs esprits, cela n'est-il point nécessaire?

Je reconnais la nécessité d'un *credo* pour rassembler en faisceau

les volontés individuelles, mais mon adhésion à ce *credo* n'a de valeur que tant qu'elle reste librement consentie.

Au surplus, une note de mars 1935 achève de supprimer la difficulté : s'agissait-il vraiment d'une abdication de la critique?

Non ; dans le marxisme la critique a partie liée avec la doctrine; ou, plus exactement, elle est entière au marxisme.

Quelle critique? celle qui revient sans cesse sur elle-même pour le plaisir de discuter, ou celle qui est en quête de *ce qui est*, et à qui nous devons notre adhésion? Toute la question est là. La valeur de la pensée et la liberté humaine sont encore des vérités qu'André Gide sent le besoin de défendre contre les bourgeois. L'Église n'a pas d'autre ambition que de montrer l'Unique rencontre où ces valeurs humaines seront épanouies.

Car nous n'avons pas le choix, et l'on n'échappe pas à la vérité. François Mauriac le rappelait dans **Sept** :

Gide, maintenant, est en droit d'espérer qu'un monde va naître où certaines exclusions ne seront même plus imaginables...

Espérance qui sera déçue. Car aussi loin que puisse être portée la subversion, il existe une certaine misère qui, si l'on peut dire, parle d'elle-même, se condamne par son seul aspect. Une fois détruite la société visible, il restera toujours — ébranlé peut-être, enténébré, mais debout jusqu'à la fin des temps — ce tribunal de la conscience qui condamne tous les crimes.

Le Gérant : E. Aubin. Imp. E. Aubin et Fils. — Liguge (Vienne).